GRENADE
SUR GARONNE

2020

Recueil des Actes Administratifs



N°02/ 2020

AVRIL à JUIN 2020

Mairie de Grenade – Av. Lazare Carnot – 31330 GRENADE – Tél : 05 61 37 66 00 – Fax : 05 61 82 02 71

SOMMAIRE

DELIBERATIONS

CONSEILS MUNICIPAUX du 26 Mai et du 16 juin 2020

020-2020	Annulée	P11
021-2020	Annulée	P11
022-2020	Décision du huis clos.	P11
023-2020	Election du Maire	P12
024-2020	Détermination du nombre d'Adjoints	P13
025-2020	Election des Adjoints	P14
026-2020	Etablissement du tableau des Conseillers Municipaux	P16
027-2020	Lecture de la Charte de l'Elu local	P17
028-2020	Indemnités de fonction du Maire, des Adjoints, et des Conseillers Municipaux délégués	P19
029-2020	Approbation du règlement intérieur du Conseil Municipal	P21
030-2020	Constitution des différentes commissions municipales	P22
031-2020	Centre Communal d'Action Sociale. Détermination du nombre de membres du C.C.A.S	P24
032-2020	Centre Communal d'Action Sociale. Désignation des membres du Conseil Municipal qui siégeront au Conseil d'Administration du C.C.A.S	P25
033-2020	Désignation de la Commission d'Appel d'Offres	P27
034-2020	Désignation de la Commission de Délégation de Service Public	P29
035-2020	Election des représentants à Réseau 31 / Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement	P32
036-2020	Election d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant au Syndicat Intercommunal des Eaux des Vallées du Girou de l'Hers de la Save et des Coteaux de Cadours	P34
037-2020	Désignation des 2 délégués de la commune à la Commission Territoriale du SDEHG	P36
038-2020	Désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant au Syndicat Mixte Haute-Garonne Environnement.	P38
039-2020	Désignation des délégués aux écoles	P40
040-2020	Désignation des deux délégués au collège Grand Selve	P42

041-2020	Désignation d'un délégué au Comité Technique d'Usagers du Centre Social	P43
042-2020	Désignation des deux délégués à l'EHPAD St Jacques (Maison de retraite).	P44
043-2020	Désignation des membres du Conseil Municipal qui siégeront au Comité Directeur de la Caisse des Ecoles.	P45
044-2020	Désignation des trois élus qui siégeront à la Commission paritaire du marché	P46
045-2020	Désignation du délégué au Comité National d'Action Sociale (CNAS).	P48
046-2020	Désignation du « Correspondant Défense ».	P49
047-2020	Désignation d'un délégué à l'Association Nationale des Elus en charge du sport (ANDES).	P50
048-2020	Désignation du correspondant « Sécurité Routière ».	P51
049-2020	Délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire.	P52
050-2020	Délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire en matière de gestion financière.	P55
051-2020	Vote du huis clos.	P57
052-2020	Recrutement agents contractuels 2020.Modification des délibérations du 10 décembre 2019 et du 25 février 2020.	P58
053-2020	Modification du tableau des effectifs.Création/suppression de poste au titre de l'avancement de grade 2020.	P60
054-2020	Epidémie COVID 19 : prime exceptionnelle pour les agents mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire déclaré en application de l'article 4 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020.	P62
055-2020	Remboursement d'une franchise à la SAS GRENADINE (SUPER U) suite à un sinistre.	P63
056-2020	Détermination du coût d'un élève de maternelle - Année scolaire 2019-2020.	P65
057-2020	Participation financière de la Commune de Grenade au fonctionnement des classes maternelles sous contrat d'association avec l'Etat. Convention entre la Commune de Grenade et l'école privée Sainte Marthe.	P67
058-2020	Autorisation générale et permanente de poursuite donnée à Madame la Trésorière.	P68
059-2020	PASS 2019-2020. Participation à verser aux associations.	P70
060-2020	Durées d'amortissement des immobilisations.	P72
061-2020	Débat d'Orientations Budgétaires 2020	P74
062-2020	Tarifs des services communaux.	P90

063-2020	Subvention exceptionnelle au Comité d'Animation.	P91
064-2020	Convention de partenariat 2020 entre la Ville de Grenade et l'Association Arbres et Paysages d'Autan.	P92
065-2020	Subventions 2020 aux associations.	P94
066-2020	Contrats d'objectifs pluriannuels 2020-2023 à passer avec les associations.	P95
067-2020	Vote du taux des taxes communales.	P96
068-2020	Contributions 2020 aux organismes de regroupement et concours divers 2020.	P98
069-2020	Autorisations de programmes / Crédits de paiement 2020.	P100
070-2020	Budget primitif 2020 de la Commune.	P101
071-2020	Mécénat 2020 / Complexe sportif et culturel du Jagan.	P103
072-2020	Apurement des ICNE (suite à une observation de la Chambre Régionale des Comptes).	P104
073-2020	Contrat Local d'Accompagnement (CLAS). Année scolaire 2020-2021.Demande de subventions.	P106
074-2020	Renforcement de l'éclairage des terrains de rugby « Jean Merlo » et « Cayenne ».	P107
075-2020	Revitalisation du bourg-centre - Aménagement urbain de l'entrée de ville - Rue Gambetta. Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Grenade et le SMEA 31.	P109
076-2020	Revitalisaton du centre-bourg.Aménagement urbain de l'entrée de ville (route d'Ondes - Quai de Garonne - Allées Alsace Lorraine).Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Grenade et le SMEA 31.	P110
077-2020	Travaux d'urbanisation sur l'emprise de la RD 17. Convention à passer avec le Conseil Départemental 31.	P112
078-2020	Régularisation de servitudes entre M. et Mme BARBIERO et la Commune de Grenade.	P114
079-2020	Exclusion de certains lotissements du champ d'application du droit de préemption urbain.-PA n°03123219W0002 et PA n°03123219W0002M01 accordés à la SAS Les Parcs Aménageur respectivement le 19/9/2019 et le 23/4/2020 pour la réalisation de 9 lots. PA n° 03123216W001 et PA n°03123216W001M01 accordés à Mme Taurines et M Cazelles respectivement le 08/3/2017 et le 02/4/2020 pour la réalisation de 8 lots	P115
080-2020	Dénomination de rue / Lotissement « Le Clos des Lavandes ».	P117
DECISIONS		
012-2020	Bilan des cessions et des acquisitions immobilières - Année 2019.	P118
013-2020	Bilan formation des élus - Année 2019.	P119

014-2020	Bilan des Autorisations de Programmes / Crédits de Paiement 2019.	P120
015-2020	Affectation du résultat d'exploitation 2019.	P121
016-2020	Autorisation d'engager, de liquider et de mandater des dépenses avant le vote du budget - Exercice 2020.	P122
017-2020	Dénomination de rue / Lotissement « Le Cétès »	P123
018-2020	Avis à donner sur la modification des statuts du Syndicat Intercommunal des Eaux des Vallées du Girou - Hers - Save et Coteaux de Cadours (passage à un délégué et un suppléant par commune).	P125
019-2020	Acquisition de 7 logements locatifs individuels (5 logements PLUS et 2 logements PLAI) au 41, avenue du Président Kennedy (2ème tranche) par Toulouse Métropole Habitat. Demande de garantie d'emprunts.	P126
020-2020	Annulée	P128
021-2020	Annulée	P129
022-2020	Décision du huis clos.	P130

ARRETES PERMANENTS

010-2020	Autorisation de travaux dans un ERP : COLLEGE Grand Selve	09/06/2020	Urba	P135
011-2020	Autorisation de travaux dans un ERP: Collège Grand Selve	12/06/2020	Urba	P136
012-2020	CIRCULATION- RUE VICTOR HUGO - VEHICULE LIVRAISON- MAGASIN SPAR .	17/06/2020	ODP	P137
013-2020	Refus autorisation de travaux dans un ERP- Mme SE CHAO Gabrielle	25/06/2020	Urba	P138
014-2020	Demande de tranfert d'une AT délivrée en cours de validité à la SCI DE CHAIGNON	26/06/2020	Urba	P139
015-2020	Non-ouverture de la piscine municipale durant l'été 2020 en raison de l'épidémie du coronavirus (Covid-19)	29/06/2020	AG	P140

ARRETES TEMPORAIRES

085-2020	ERREUR	17/03/2020	AG	P141
086-2020	Arrêté abrogeant l'arrêté n° 42/2020 du 14.02.2020 relatif à la fermeture annuelle de l'aire d'accueil des gens du voyage « Fort St Bernard » - Année 2020.	23/04/2020	AG	P142
087-2020	Circulation et stationnement chemin de montagne . ESBTP/SMEA/	24/04/2020	ODP	P143
088-2020	Stationnement - 7 rue Cazalès SCI PIERRAN-	24/04/2020	ODP	P145

089-2020	Stationnement 4 rue Wagram- M. DUROT	27/04/2020	ODP	P148
090-2020	stationnement- ENT JAM LES CLAUZOLLES- Quai de Garonne	29/04/2020	ODP	P150
091-2020	circulation Ent DPSM/SMEA/ travaux chemisage, rues Victor Hugo, République, Castelbajac, Lafayette,	05/05/2020	ODP	P153
092-2020	circulation/stationnement- rue Gambetta ETS FLORES TP.	05/05/2020	ODP	P155
093-2020	stationnement- 6A rue Métairie Foch - Ets RAYNAL DEMENAGEMENT.	05/05/2020	ODP	P157
094-2020	Circulation restreinte rue Chaupy (au niveau salle des fêtes) STM.	11/05/2020	ODP	P160
095-2020	Stationnement benne, 72 rue de la République DARTIGALONGUE/DUPRAT	11/05/2020	ODP	P161
096-2020	PERIL- AVENUE DU 8 MAI 1945. FOURTANET/DUPRAT.	12/05/2020	ODP	P164
097-2020	stationnement- 32 rue Roquemaurel- M. SAURAT./EPILOGUE RENOVATION	12/05/2020	ODP	P166
098-2020	stationnement- 2 avenue Lazare Carnot- GUILLOU/CJC GUYON.	12/05/2020	ODP	P168
099-2020	stationnement- 57 Allées Sébastopol- M. GENDRE	12/05/2020	ODP	P171
100-2020	stationnement- 31 Hameau de Berty - M. FERRAND	12/05/2020	ODP	P173
101-2020	Arrêté portant modification de l'arrêté n°82/2020 du 13.03.2020 relatif à la fermeture des lieux accueillant du public suite à l'épidémie de CORONAVIRUS - COVID 19	13/05/2020	AG	P176
102-2020	CIRCULATION/ STATIONNEMENT - 22 rue Gambetta- M. SOULIE	15/05/2020	ODP	P177
103-2020	circulation/stationnement- 5 impasse Alphonse Daudet- GABRIELLE FAYAT/SMEA.	15/05/2020	ODP	P179
104-2020	stationnement - 7 impasse du Pin MME BENOIT/RASSINIER.	18/05/2020	ODP	P180
105-2020	Arrêté portant obligation du port du masque dans les bâtiments publics pour toute personne de plus de 10 ans suite à l'épidémie de CORONAVIRUS - COVID 19	19/05/2020	AG	P183
106-2020	stationnement-Allées Sébastopol- SIGNAL PLUS DISTRIBUTION	20/05/2020	ODP	P184
107-2020	Circulation/stationnement- Chemin de Montagne- CIRCET-	20/05/2020	ODP	P186
108-2020	stationnement/circulation 41 rue Kleber ENEDIS/DEBELEC	22/05/2020	ODP	P188
109-2020	circulation/Stationnement - 52 rue Wagram DEBELEC/ENEDIS.	25/05/2020	ODP	P190

110-2020	stationnement- rues Castelbajac, Victor Hugo, Gambetta, République-Halle- SERPE SASU (élagage).	26/05/2020	ODP	P191
111-2020	stationnement- 36 rue Gambetta- M. TRICOT.	26/05/2020	ODP	P194
112-2020	circulation stationnement rue Cazalès- FLORES TP.	26/05/2020	ODP	P196
113-2020	Circulation et stationnement rue Gambetta ETS COLAS/CD31	26/05/2020	ODP	P198
114-2020	Arrêté portant délégation de fonctions aux 5 adjoints et à 5 conseillers municipaux	28/05/2020	AG	P200
115-2020	Arrêté portant délégations de signature à certains fonctionnaires de la Collectivité.	28/05/2020	AG	P204
116-2020	Arrêté portant délégation de fonction en matière d'état civil à Mme Virginie MASSIP	28/05/2020	AG	P205
117-2020	Arrêté portant délégation de fonction en matière d'état civil à Mme Sabine DANIAUD	28/05/2020	AG	P206
118-2020	Arrêté portant délégation de fonction en matière d'état civil à Mme Danièle BELLOC	28/05/2020	AG	P207
119-2020	circulation 78 rue Hoche .T.A.B.	29/05/2020	ODP	P208
120-2020	Arrêté portant nomination des membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale.	02/06/2020	AG	P210
121-2020	circulation/stationnement Place école des Garosses ETS DELAMPLE	29/05/2020	ODP	P211
122-2020	circulation/stationnement- chemin Mignan- SOBECA	29/05/2020	ODP	P213
123-2020	stationnement circulation marquage au sol SIGNAUX GIROD	02/06/2020	ODP	P256
124-2020	circulation/stationnement- quai de Garonne, route de la Hille, Allées Alsace Lorraine- HYDROGEOTECHNIQUE.	03/06/2020	ODP	P219
125-2020	circulation/stationnement - rue Mélican - Ets LACLAU.	03/06/2020	ODP	P221
126-2020	Marché hebdomadaire du samedi à partir du 6 JUIN jusqu'à la fin de la période du Covid 19	03/06/2020	ODP	P223
127-2020	Prolongation de l'arrêté portant obligation du port du masque dans les bâtiments publics pour toute personne de plus de 10 ans suite à l'épidémie de CORONAVIRUS - COVID 19	03/06/2020	AG	P225
128-2020	Circulation/stationnement- chemin montagne/rue Belfort ETS IRH.	03/06/2020	ODP	P226

129-2020	Circulation/RD17/Allées Alsace Lorraine- HYDROGEOTECHNIQUE.	04/06/2020	ODP	P228
130-2020	circulation/stationnement- 34 rue de la République ETS GABRIELLE FAYAT.	04/06/2020	ODP	P232
131-2020	Demande de débit de boisson temporaire pour le foyer rural à l'occasion du Grelin Grenade du 12/09/2020 au 13/09/2020 de 14h00 à 20h00. Traitée par Sarah	08/06/2020	PM	P234
132-2020	stationnement- Angle rue Kléber/Cazalès- SCI PIERRAN	08/06/2020	ODP	P235
133-2020	stationnement- 5O rue Victor Hugo JARDI PAYSAGE	09/06/2020	ODP	P238
134-2020	stationnement- 47B allées Sébastopol- ENEDIS	09/06/2020	ODP	P241
135-2020	Stationnement- 33 rue Cazalès- 34C/36 rue René Teisseire- ETS PEDRO Fréres.	09/06/2020	ODP	P244
136-2020	stationnement benne- 7 hameau de Berty- M. MAKSIMOVIK	09/06/2020	ODP	P246
137-2020	circulation/stationnement - rue de la république Services Techniques Municipaux.	09/06/2020	ODP	P249
138-2020	circulation /stationnement- rues Port Haut/chemin St Sulpice - FIBRE DEPLOIEMENT 31/CIRCET/.....	10/06/2020	ODP	P251
139-2020	circulation restreinte- rues Mélican/rosiers- ENEDIS/STTP.	10/06/2020	ODP	P253
140-2020	ODP Le GRENADIN	11/06/2020	ODP	P255
141-2020	ODP- 4O RUE VICTOR HUGO- CAFE DU COMMERCE.	11/06/2020	ODP	P260
142-2020	ODP- Institut JAU Isabelle- 24 rue Victor Hugo.	11/06/2020	ODP	P264
143-2020	ODP - LA RECOLETA - M. DERC- RUE CASTELBAJAC N°46/48	11/06/2020	ODP	P269
144-2020	ODP- ADM TRAITEUR- 43 rue de la République . (M. Mantez).	11/06/2020	ODP	P273
145-2020	ODP- BOUCHERIE l'ENTRE DE COTE - M. DEALEGRIA - 44 rue de la République.	11/06/2020	ODP	P277
146-2020	Occupation du domaine public- AUX FLEURS GRENADAINES.	11/06/2020	ODP	P282
147-2020	Occupation du domaine public- la buvette Mme LATRON. - 35 rue Gambetta	11/06/2020	ODP	P286
148-2020	Occupation du domaine public- CALIXE Mme GHISLAIN- 53 rue Gambetta	11/06/2020	ODP	P291
149-2020	Occupation du domaine public- 35 rue Gambetta - LES ZINZINS DU ZINC	11/06/2020	ODP	P295

150-2020	circulation stationnement- rues Gambetta, République, Victor Hugo, Castelbajac. STM.	11/06/2020	ODP	P299
151-2020	stationnement- M..DAVID ROBERT - 6 rue Castelbajac	11/06/2020	ODP	P301
152-2020	circulation/stationnement - 47B Allées Sébastopol ETS GABRIELLE FAYAT	11/06/2020	ODP	P304
153-2020	Stationnement 17 rue Gambetta Mme NOUTARY.	12/06/2020	ODP	P306
154-2020	stationnement- 31 Hameau de Berty- M. FERRAND Sébastien	12/06/2020	ODP	P309
155-2020	Occupation du domaine public- POMODORO- 44 rue Castelbajac	16/06/2020	ODP	P312
156-2020	Occupation du Domaine Public- 22 rue René Teisseire - CALM .	16/06/2020	ODP	P316
157-2020	Occupation du domaine public - la ptite boutique d'Edwige	16/06/2020	ODP	P320
158-2020	Occupation du domaine public-- 48 rue de la République- Boutique Yvette.	16/06/2020	ODP	P324
159-2020	Occupation du domaine public- 2A rue du Port Haut - TUTTI PIZZA (M. Gaccon)	16/06/2020	ODP	P328
160-2020	Occupation du domaine public- 1Oa rue Gambetta- O SEN HOANG (M. DINH)	16/06/2020	ODP	P332
161-2020	Circulation/stationnement- Partie centrale Allées Sébastopol- RD29 (Avenue de Guiraudis) GENDRY SERVICE LOCATION	17/06/2020	ODP	P336
162-2020	Circulation/stationnement- rue Gambetta- expo autos. Mairie de Grenade	17/06/2020	ODP	P337
163-2020	Occupation du domaine public "SPAR" 2O rue Gambetta . M. SOULIE	17/06/2020	ODP	P340
164-2020	Stationnement déménagement 44 rue Kleber - Miarisoa Andry	17/06/2020	ODP	P342
165-2020	débit de boissons grenade foot ball club vide grenier 20/09/2020	18/06/2020	PM	P344
166-2020	Circulation/stationnement- Rue Kéber- M. FIORITO.	19/06/2020	ODP	P346
167-2020	stationnement rue Gambetta - ets DELALLEAU	23/06/2020	ODP	P348
168-2020	stationnement 2 rue d'Iéna- M ROURE	24/06/2020	ODP	P350
169-2020	circulation alternée panneau B15..... 27 Allées Alsace Lorraine- Ste 3P	24/06/2020	ODP	P353
170-2020	STATIONNEMENT déménagement 6a rue Pérignon SARL OFRADEM	24/06/2020	ODP	P354

171-2020	STATIONNEMENT demenagement639rue kleber6capitaole déménagement	24/06/2020	ODP	P357
172-2020	STATIONNEMENT- 72 rue de la République- M.DARTIGALONGUE	24/06/2020	ODP	P359
173-2020	stationnement 21A rue Egalité MAYEUX	24/06/2020	ODP	P362
174-2020	ODP- Police Municipale- 42B rue V.Hugo/rue République-marché du sledi	24/06/2020	ODP	P364
175-2020	Demande de débit de boisson du 27 septembre 2020, Vide grenier Grenade football club, fait le 26.06.2020 par Sarah	26/06/2020	PM	P367
176-2020	stationnement/circulation RD2 RD17 RD29 SIGNAUX GIROD	26/06/2020	ODP	P368
177-2020	stationnement Rue Kléber- Margalida	26/06/2020	ODP	P372
178-2020	circulation 50 rue de la République - MARGALIDA	26/06/2020	ODP	P374
179-2020	stationnement 71 rue de la République- Mme IBRES/EMAUS	30/06/2020	ODP	P376

DELIBERATIONS

20/2020 Annulée

20/2021 Annulée

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 22/2020 - Décision du huis clos.

En raison de la crise sanitaire du CORONAVIRUS / COVID-19,

Vu les recommandations du Gouvernement (suite à l'avis remis par le Conseil scientifique) afin de garantir les meilleures conditions de sécurité sanitaire possibles,

Outre le déplacement de la réunion dans la salle Roland Garros à l'Espace l'Envol (salle mieux adaptée au respect des gestes barrières que la salle du Conseil Municipal habituelle), et la mise en place de ces gestes barrières (distanciation physique, mise à disposition de gel hydro-alcoolique, port du masque obligatoire, utilisation d'un stylo personnel),

Considérant que tout doit être mis en œuvre pour assurer la sécurité des personnes présentes,

A la demande générale,

En vertu de l'article L 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de se réunir à huis clos.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 23/2020 - Election du Maire.

La Présidente invite le Conseil Municipal à procéder à l'élection du Maire, après avoir rappelé les articles L 2122-4 et L 2122-7 du Code des Collectivités Territoriales, qui stipulent que le Maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du Conseil Municipal. Il est rappelé que si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

La Présidente fait appel à candidatures.
Mr. Jean-Paul DELMAS se porte candidat.
La Présidente propose au Conseil Municipal de passer au vote.
Le dépouillement du vote donne les résultats ci-après :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote (refus de vote)	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29
Majorité absolue	15
Nombre de suffrages obtenus : • Jean-Paul DELMAS	29

Mr. Jean-Paul DELMAS ayant obtenu la majorité absolue des voix, est proclamé MAIRE et immédiatement installé.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 24/2020 - Détermination du nombre d'Adjoints.

M. le Maire indique qu'en application de l'article L 2122-1 et L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune doit disposer au minimum d'un adjoint et au maximum d'un nombre d'adjoints correspondant à 30 % de l'effectif légal du Conseil Municipal. Le résultat du calcul est arrondi à l'entier inférieur. Pour un conseil municipal de 29 membres, il ne peut y avoir plus de huit adjoints au maire.

M. le Maire propose de fixer à 5 le nombre d'adjoints.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de fixer à **CINQ** le nombre d'adjoints.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 25/2020 - Election des Adjoints.

Mr. le Maire propose au Conseil Municipal de procéder à l'élection des adjoints. Il rappelle que les adjoints sont élus **au scrutin de liste,** à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel parmi les membres du Conseil Municipal. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. Les listes doivent donc comporter autant d'hommes que de femmes en cas d'élection d'un nombre pair d'adjoints ou un écart égal à un entre le nombre d'hommes et de femmes en cas d'élection d'un nombre impair d'adjoints. L'alternance d'un candidat de chaque sexe n'est pas prévue pour les listes de candidats aux fonctions d'adjoints. Aucune disposition n'impose que le Maire et son premier adjoint soient de sexe différent. Si après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.

M. le Maire fait appel à candidatures.

La liste « MOREL CAYE Françoise », composée de MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, BOULAY Dominique, VIDONI-PERIN Thierry, TAURINES Anna, est remise à Monsieur le Maire.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote (refus de vote)	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0

Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

Nombre de suffrages obtenus : Liste « MOREL CAYE Françoise »	29

Les candidats figurant sur la liste conduite par Mme MOREL CAYE Françoise**, ayant obtenu la majorité absolue des voix, sont proclamés ADJOINTS et immédiatement installés.**

- **1er Adjoint : MOREL CAYE Françoise**
- **2ème Adjoint : NAPOLI François**
- **3ème Adjoint : BOULAY Dominique**
- **4ème Adjoint : VIDONI-PERIN Thierry**
- **5ème Adjoint : TAURINES Anna.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 26/2020 - Etablissement du tableau des Conseillers Municipaux.

Il est rappelé que, pour toutes les communes, après le Maire, prennent rang dans l'ordre du tableau, les adjoints puis les conseillers municipaux (art. R 2121-2 du CGCT). En application des dispositions de l'article R 2121-4 du CGCT, l'ordre du tableau des conseillers municipaux est déterminé :

1) par la date la plus ancienne de nomination depuis le dernier renouvellement intégral du conseil municipal,

2) entre conseillers élus le même jour, par le plus grand nombre de suffrages obtenus,

3) et à égalité de voix, par la priorité d'âge.

Monsieur le Maire donne lecture du tableau du Conseil Municipal :

1	Maire	DELMAS	Jean-Paul
2	1 er Adjoint	MOREL CAYE	Françoise
3	2ème Adjoint	NAPOLI	François
4	3ème Adjoint	BOULAY	Dominique
5	4ème Adjoint	VIDONI-PERIN	Thierry
6	5ème Adjoint	TAURINES	Anna
7	Conseillère municipale	AUREL	Josie
8	Conseiller municipal	LOQUET	Pierre
9	Conseiller municipal	CAUBET	Christian
10	Conseillère municipale	D'ANNUNZIO	Monique
11	Conseiller municipal	MAREY	Patrice
12	Conseiller municipal	MONBRUN	René
13	Conseiller municipal	BOISSE	Serge
14	Conseillère municipale	GENDRE	Claudie
15	Conseillère municipale	BRIEZ	Dominique
16	Conseiller municipal	BEN AÏOUN	Henri
17	Conseillère municipale	MERLO SERVENTI	Catherine

18	Conseiller municipal	BOURBON	Philippe
19	Conseillère municipale	CHAPUIS BOISSE	Françoise
20	Conseiller municipal	PEEL	Laurent
21	Conseillère municipale	MOREEL	Valérie
22	Conseiller municipal	DOUCHEZ	Dominique
23	Conseiller municipal	XILLO	Michel
24	Conseillère municipale	MANZON	Sabine
25	Conseiller municipal	MARTINET	Florent
26	Conseillère municipale	IBRES	Laetitia
27	Conseillère municipale	GARCIA	Hélène
28	Conseiller municipal	MILLO-CHLUSKI	Romain
29	Conseillère municipale	VIDAL	Aurélie

Le Conseil Municipal prend acte.
Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 27/2020 - Lecture de la Charte de l'Elu local.

Conformément aux articles L2121-7 et L1111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la Charte de l'Elu local.

Art. L1111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales dans les conditions prévues par la loi. Ils exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par la présente charte de l'élu local.

Charte de l'Elu local :

1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.

2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.

5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.

7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

Sur proposition de M. le Maire,

afin de formaliser officiellement leur engagement,

les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité, décident de signer le texte de cette Charte dont une copie leur a été remise.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 28/2020 - Indemnités de fonction du Maire, des Adjoints, et des Conseillers Municipaux délégués.

Le Code Général des Collectivités Territoriales donne la possibilité d'allouer des indemnités de fonctions, dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la taille de la commune, au maire, aux adjoints, aux conseillers titulaires d'une délégation et aux autres conseillers municipaux.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2123-20 à L. 2123-24 et R 2123-23,

Considérant que le Code Général des Collectivités Territoriales fixe des taux maxi (55 % pour le Maire et 22 % pour les adjoints) pour l'enveloppe des indemnités, pour la strate de commune (3500 à 9999 habitants), par référence à l'indice brut terminal,

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- de fixer, à compter de la date d'installation des élus, le montant des indemnités de fonction du maire, des adjoints, et des conseillers municipaux titulaires d'une délégation, sur la base des taux suivants, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus :

Maire : **55 %** de l'indice brut terminal,

Adjoints : **16 %** de l'indice brut terminal,

Conseillers Municipaux délégués : **6 %** de l'indice brut terminal.

- de valider le tableau des indemnités allouées aux élus comme suit :

	Nom de l'élu	Prénom	Qualité	Indice brut terminal de la Fonction Publique
Indemnité du Maire	DELMAS	Jean-Paul	Maire	55%
Indemnité des adjoints	MOREL CAYE	Françoise	1er Adjoint	16%
	NAPOLI	François	2ème Adjoint	16%
	BOULAY	Dominique	3ème Adjoint	16%
	VIDONI-PERIN	Thierry	4ème Adjoint	16%
	TAURINES	Anna	5ème Adjoint	16%
Indemnité des Conseillers Municipaux délégués	VIDAL	Aurélie	CM délégué	6%
	BEN AÏOUN	Henri	CM délégué	6%
	CHAPUIS BOISSE	Françoise	CM délégué	6%
	BOURBON	Philippe	CM délégué	6%
	IBRES	Laetitia	CM délégué	6%

Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenad

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 29/2020 - Approbation du règlement intérieur du Conseil Municipal.

En vertu de l'article L 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal des communes de 3500 habitants et plus, doit établir son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

M. le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur le projet de règlement intérieur qui lui a été communiqué au préalable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve le règlement intérieur du Conseil Municipal dont le texte est joint en annexe.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 30/2020 - Constitution des différentes commissions municipales.

M. le Maire rappelle que selon l'article 6 du règlement intérieur du Conseil Municipal :

« *…. Chaque commission comprend, outre le Maire, président de droit,*

Commission des Finances	*6 membres titulaires*
Commission Culture et Communication	*5 membres titulaires*
Commission Urbanisme et Logement	*7 membres titulaires*
Commission Enfance, Jeunesse et Scolaire	*6 membres titulaires*

Les membres sont élus parmi les conseillers municipaux à la représentation proportionnelle par le Conseil Municipal. Dès la première réunion, elle désigne un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. »
Après appel à candidatures auprès du seul groupe présent au sein du Conseil Municipal,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, arrête la composition des commissions communales comme suit :

Président : Jean-Paul DELMAS	
Commission des Finances	Françoise MOREL CAYE Catherine MERLO-SERVENTI, Serge BOISSE Josie AUREL Michel XILLO Valérie MOREEL
Commission Culture et Communication	Anna TAURINES Laetitia IBRES René MONBRUN Patrice MAREY Hélène GARCIA
Commission Urbanisme et Logement	Dominique BOULAY Thierry VIDONI-PERIN Pierre LOQUET, Florent MARTINET Claudie GENDRE Laurent PEEL Romain MILLO-CHLUSKI
Commission Enfance, Jeunesse et Scolaire	Henri BEN AÏOUN Florent. MARTINET Josie AUREL Hélène GARCIA Monique D'ANNUNZIO Aurélie VIDAL

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 31/2020 - Centre Communal d'Action Sociale.

Détermination du nombre de membres du C.C.A.S.

Selon l'article R.123-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration du C.C.A.S. est présidé de droit par le Maire. Il est composé en plus du Maire, en nombre égal, au maximum de 8 membres élus et de 8 membres nommés par le Maire parmi les personnes non membres du Conseil Municipal et représentant :

- les associations de personnes âgées et de retraités,
- les associations de personnes handicapées,
- les associations œuvrant dans le secteur de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion,
- l'Union Départementale des Associations Familiales (U.D.A.F.).

Le nombre de membres est fixé par délibération du Conseil Municipal dans la limite du maximum précité et d'un minimum de 4 membres élus et de 4 membres désignés.

L'élection aura lieu au scrutin de liste (scrutin secret), à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

Le mandat des membres du Conseil d'Administration sortant prend fin dès l'élection des nouveaux membres du Conseil d'Administration.

Les associations concernées par une possible nomination seront informées collectivement du renouvellement des membres du conseil d'Administration du CCAS et du délai, qui ne peut être inférieur à 15 jours, dans lequel elles pourront formuler leurs propositions.

Cette information sera assurée par voie d'affichage en mairie et, le cas échéant, par voie de presse ou tout autre moyen.

M. le Maire propose de fixer à 6 le nombre de membres élus et à 6 le nombre de membres désignés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de fixer à :

- **6 le nombre de membres élus,**
- **6 le nombre de membres désignés,**

qui siégeront au sein du Conseil d'Administration du C.C.A.S.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 32/2020 - Centre Communal d'Action Sociale.

Désignation des membres du Conseil Municipal qui siégeront au Conseil d'Administration du C.C.A.S.

Vu les articles R.123-8, R.123-10 et R.123-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 26.05.2020, fixant le nombre de membres du Conseil d'Administration du CCAS,

il est proposé au Conseil Municipal de procéder à la désignation des membres « élus » qui siégeront au Conseil d'Administration du CCAS.

Il est rappelé que le Maire est Président de droit.

L'élection des membres élus aura lieu, à bulletin secret, **au scrutin de liste**, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

M. le Maire fait appel à candidatures.

La liste « NAPOLI François » composée de François NAPOLI, Françoise CHAPUIS BOISSE, Henri BEN AÏOUN, Laurent PEEL, Josie AUREL, Aurélie VIDAL, est remise à Monsieur le Maire.

Il est ensuite procédé à l'élection.

Le dépouillement du vote donne les résultats ci-après :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote (refus de vote)	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

Nombre de suffrages obtenus : I) Liste « NAPOLI François »	29

Sont proclamés **membres élus par le Conseil Municipal pour siéger au Conseil d'Administration du CCAS :**

II) François NAPOLI

III) Françoise CHAPUIS BOISSE

IV) Henri BEN AÏOUN

V) Laurent PEEL

VI) Josie AUREL

VII) Aurélie VIDAL.

Pour extrait conforme,
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 33/2020 - Désignation de la Commission d'Appel d'Offres.

Conformément aux dispositions de l'article L 1411-5 du CGCT, dans les communes de 3500 habitants et plus**, la Commission d'Appel d'Offres est composée du Maire**, président ou de son représentant et de **5 membres du Conseil Municipal** élus par le Conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il sera procédé, selon les mêmes modalités, **à l'élection des suppléants.**

L'élection des membres titulaires et suppléants aura lieu à bulletin secret, **au scrutin de liste**, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Election des titulaires **:**

Après appel de candidatures, une seule liste « MOREL CAYE Françoise », composée de Françoise MOREL CAYE, Dominique BOULAY, Thierry VIDONI-PERIN, Laurent PEEL, Dominique DOUCHEZ), est proposée au suffrage.

Après dépouillement du vote, les résultats sont les suivants :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote (refus de vote)	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

Nombre de suffrages obtenus : • Liste « MOREL CAYE Françoise »	29

Sont désignés **membres titulaires de la Commission d'appel d'offres :**

- **Françoise MOREL CAYE**
- **Dominique BOULAY**
- **Thierry VIDONI-PERIN**
- **Laurent PEEL**
- **Dominique DOUCHEZ.**

Election des suppléants **:**

Après appel de candidatures, une seule liste « MERLO SERVENTI Catherine », composée de Catherine MERLO SERVENTI, Laetitia IBRES, Florent MARTINET, Patrice MAREY, Claudie GENDRE, est proposée au suffrage.

Après dépouillement du vote, les résultats sont les suivants :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote (refus de vote)	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

Nombre de suffrages obtenus : • Liste « MERLO SERVENTI Catherine »	29

sont désignés **membres suppléants de la Commission d'appel d'offres :**

- **Catherine MERLO SERVENTI**
- **Laetitia IBRES**
- **Florent MARTINET**
- **Patrice MAREY**
- **Claudie GENDRE.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 34/2020 - Désignation de la Commission de Délégation de Service Public.

Conformément aux dispositions de l'article L 1411-5 du CGCT, dans les communes de 3500 habitants et plus, **la Commission de Délégation de Service Public est composée du Maire,** président ou de son représentant et de **5 membres du Conseil Municipal** élus par le Conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il sera procédé, selon les mêmes modalités, **à l'élection des suppléants.**

L'élection des membres titulaires et suppléants aura lieu à bulletin secret, **au scrutin de liste**, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Election des titulaires **:**

Après appel de candidatures, une seule liste « VIDONI-PERIN Thierry », composée de Thierry VIDONI-PERIN, François NAPOLI, Françoise CHAPUIS BOISSE, Laurent PEEL, Dominique DOUCHEZ, est proposée au suffrage.

Après dépouillement du vote, les résultats sont les suivants :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote (refus de vote)	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

Nombre de suffrages obtenus : ❖Liste « VIDONI-PERIN Thierry »	29

Sont désignés **membres titulaires de la Commission de délégation de Service Public :**

- **Thierry VIDONI-PERIN**
- **François NAPOLI**
- **Françoise CHAPUIS BOISSE**
- **Laurent PEEL**
- **Dominique DOUCHEZ.**

Election des suppléants **:**

Après appel de candidatures, une seule liste « TAURINES Anna », composée de Anna TAURINES, Serge BOISSE, René MONBRUN, Josie AUREL, Romain MILLO-CHLUSKI, est proposée au suffrage.

Après dépouillement du vote, les résultats sont les suivants :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote (refus de vote)	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

Nombre de suffrages obtenus : ❖ Liste « TAURINES Anna »	29

Sont désignés **membres suppléants de la Commission de délégation de Service Public :**

- ❖ **Anna TAURINES**
- ❖ **Serge BOISSE**
- ❖ **René MONBRUN**
- ❖ **Josie AUREL**
- ❖ **Romain MILLO-CHLUSKI.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 35/2020 – Election des représentants à Réseau 31 / Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement.

M. le Maire rappelle à l'assemblée, l'adhésion de la commune à Réseau31 pour les compétences suivantes :

A1. Eau potable - Production

A2. Eau Potable - Transport et stockage

A3. Eau potable - Distribution

B1. Assainissement collectif - Collecte

B2. Assainissement collectif - Transport

B3. Assainissement collectif - Traitement

C. Assainissement non collectif

D1.1 Eaux pluviales.

Il précise que les collectivités et établissements membres sont représentés, au sein des commissions territoriales de Réseau31, par des représentants. Le nombre de sièges de représentants, dont dispose chaque collectivité et établissement, est déterminé en fonction de leur fonction de leur population respective et par application du tableau figurant à l'article 10.03.B des statuts qui arrête, par tranches d'habitants, le nombre de représentants correspondant.

Outre ces règles de représentation, il est rappelé que :

- Les commissions territoriales ont été constituées en tenant compte des limites géographiques définies en annexe aux statuts du Réseau 31, à ce titre la commune de Grenade et rattachée à la Commission Territoriale 1 - Vallée de la Save et Coteaux de Cadours,
- Au sein de ces commissions territoriales, les voix des représentants sont pondérées par le nombre de compétences transférées par leur collectivité ou établissement d'appartenance,
- Entre autres compétences précisées à l'article 10.2 des statuts, les Commissions Territoriales élisent les délégués du Conseil Syndical. Le Conseil Syndical administre Réseau31 et vote, notamment le budget.

M. le Maire propose donc de procéder à la désignation des membres de l'assemblée qui seront chargés de représenter la commune au sein de la Commission Territoriale 1 - Vallée de la Save et Coteaux de Cadours.

A ce titre, l'article 10-3 des statuts régissant Réseau31 prévoit que les représentants des collectivités membres sont simplement désignés au sein de leur assemblée délibérante respective. Cette désignation doit être opérée à la majorité absolue, au scrutin secret.

Il appartient donc au Conseil Municipal de désigner, selon les modalités précitées, 3 représentants chargés de siéger à la Commission Territoriale 1 - Vallée de la Save et Coteaux de Cadours de Réseau 31 dès sa mise en place.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

ont obtenu :

François NAPOLI	29 voix
Dominique BOULAY	29 voix
Pierre LOQUET	29 voix

Les 3 élus chargés de représenter la commune de Grenade au sein de la Commission Territoriale 1 - Vallée de la Save et Coteaux de Cadours de Réseau 31, sont :

- **François NAPOLI,**
- **Dominique BOULAY,**
- **Pierre LOQUET**.

Pour extrait conforme,
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 36/2020 – Election d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant au Syndicat Intercommunal des Eaux des Vallées du Girou de l'Hers de la Save et des Coteaux de Cadours.

M. le Maire propose de procéder à la désignation de deux membres de l'assemblée (un délégué titulaire et un délégué suppléant) qui seront chargés de représenter la commune de Grenade au sein du Syndicat Intercommunal des Eaux des Vallées du Girou de l'Hers de la Save et des Coteaux de Cadours. Le vote aura lieu à la majorité absolue, au scrutin secret.

Election d'un délégué titulaire.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

a obtenu :

Monique D'ANNUNZIO	29 voix

Le délégué titulaire chargé de représenter la commune de Grenade au sein du Syndicat Intercommunal des Eaux des Vallées du Girou de l'Hers de la Save et des Coteaux de Cadours, est **Monique D'ANNUNZIO.**

Election d'un délégué suppléant.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

a obtenu :

Françoise CHAPUIS BOISSE	29 voix

Le délégué suppléant chargé de représenter la commune de Grenade au sein du Syndicat Intercommunal des Eaux des Vallées du Girou de l'Hers de la Save et des Coteaux de Cadours, est **Françoise CHAPUIS BOISSE.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 37/2020 – Désignation des 2 délégués de la commune à la Commission Territoriale du SDEHG.

M. le Maire explique que le Syndicat Départemental d'Energie de la Haute-Garonne est un syndicat mixte composé de 585 communes et de Toulouse Métropole. Le SDEHG est administré par un Comité Syndical dont les membres sont issus de Toulouse Métropole et de 52 commissions territoriales réparties géographiquement sur le département.

Les communes membres sont représentées au sein du SDEHG par le biais des 52 commissions territoriales ayant pour vocation une fonction de relais local.

À la suite du renouvellement général des conseils municipaux, chaque Conseil Municipal doit élire, parmi ses membres, 2 délégués à la commission territoriale du SDEHG dont il relève. Les 52 commissions territoriales se réunissent ensuite en collèges électoraux pour élire, parmi les délégués issus des communes, leurs représentants au comité syndical.

M. le Maire indique que la Commune de Grenade relève de la commission territoriale « GRENADE », composée des Communes d'Ausssonne, Bretx, Daux, Grenade, Larra, Launac, Merville, Montaigut-sur-Save, Saint-Paul-sur-Save et Seilh.

Le Conseil Municipal est invité à procéder à l'élection des 2 délégués de la commune à ladite commission territoriale, au scrutin secret et à la majorité absolue, ou à la majorité relative si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, conformément aux articles L5211-7, L5212-7 et L5212-8 du code général des collectivités territoriales.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

ont obtenu :

Dominique BOULAY	29 voix
Pierre LOQUET	29 voix

Les 2 élus chargés de représenter la commune de Grenade au sein de de la commission territoriale « GRENADE » du Syndicat Départemental d'Energie de la Haute-Garonne, sont :

I) **Dominique BOULAY**

II) **Pierre LOQUET.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 38/2020 - Désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant au Syndicat Mixte Haute-Garonne Environnement.

M. le Maire propose de procéder à la désignation de deux membres de l'assemblée (un délégué titulaire et un délégué suppléant) qui seront chargés de représenter la commune de Grenade au sein du Syndicat Mixte Haute-Garonne Environnement. Le vote aura lieu à la majorité absolue, au scrutin secret.

Election d'un délégué titulaire.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

a obtenu :

Laetitia IBRES	• voix

Le délégué titulaire chargé de représenter la commune de Grenade au sein du Syndicat Mixte Haute-Garonne Environnement, est **Laetitia IBRES.**

Election d'un délégué suppléant.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

a obtenu :

Florent MARTINET	29 voix

Le délégué suppléant chargé de représenter la commune de Grenade au sein du Syndicat Mixte Haute-Garonne Environnement, est **Florent MARTINET.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 39/2020 – Désignation des délégués aux écoles.

M. le Maire propose de désigner un délégué sur chaque école, qui sera chargé de représenter la commune notamment lors des conseils d'école. Le vote aura lieu à la majorité absolue, au scrutin secret. M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

Ont obtenu :

Pour l'école maternelle La Bastide

Florent MARTINET	29 voix

Pour l'école élémentaire La Bastide

Florent MARTINET	29 voix

Pour l'école maternelle JC GOUZE

Hélène GARCIA	29 voix

Pour l'école élémentaire JC GOUZE et Annexe Jean Dieuzaide

Hélène GARCIA	29 voix

Pour l'école maternelle de St Caprais

Monique D'ANNUNZIO	29 voix

Pour l'école Ste Marthe

Monique D'ANNUNZIO	29 voix

Sont désignés délégués aux écoles :

Ecole maternelle La Bastide	**Florent MARTINET**
Ecole élémentaire La Bastide	**Florent MARTINET**
Ecole maternelle JC GOUZE	**Hélène GARCIA**
Ecole élémentaire JC GOUZE	**Hélène GARCIA**
Ecole maternelle de St Caprais	**Monique D'ANNUNZIO**
Ecole Sainte Marthe	**Monique D'ANNUNZIO**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 40/2020 – Désignation des deux délégués au collège Grand Selve.

M. le Maire propose de désigner les deux délégués qui représenteront la commune auprès du collège Grand Selve. Le vote aura lieu à la majorité absolue, au scrutin secret.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

ont obtenu :

Jean-Paul DELMAS	29 voix
Anna TAURINES	29 voix

Les 2 élus chargés de représenter la commune auprès du Collège Grand Selve, sont :

- **Jean-Paul DELMAS,**
- **Anna TAURINES.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade

,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 41/2020 – Désignation d'un délégué au Comité Technique d'Usagers du Centre Social.

M. le Maire propose de désigner un délégué qui représentera la commune au Comité Technique d'Usagers du Centre Social. Le vote aura lieu à la majorité absolue, au scrutin secret.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

a obtenu :

Françoise CHAPUIS BOISSE	29 voix

L'élue chargée de représenter la commune auprès du Comité d'Usagers du Centre Social, est :

- **Françoise CHAPUIS BOISSE.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 42/2020 – Désignation des deux délégués à l'EHPAD St Jacques (Maison de retraite).

M. le Maire propose de désigner les deux délégués qui représenteront la commune au sein du Conseil d'Administration de l'EHPAD St Jacques.

Le vote aura lieu à la majorité absolue, au scrutin secret.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

ont obtenu :

François NAPOLI	29 voix
Josie AUREL	29 voix

Les 2 élus qui siégeront au Conseil d'Administration de l'EHPAD St Jacques, sont :

- **François NAPOLI,**
- **Josie AUREL.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 43/2020 – Désignation des membres du Conseil Municipal qui siégeront au Comité Directeur de la Caisse des Ecoles.

M. le Maire indique qu'il y a lieu de désigner les deux membres du Conseil Municipal qui siégeront au Comité Directeur de la Caisse des Ecoles. Il propose de désigner également un suppléant. Le vote aura lieu à la majorité absolue, au scrutin secret.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

ont obtenu :

Henri BEN AÏOUN	29 voix
Monique D'ANNUNZIO	29 voix
Hélène GARCIA (suppléante)	29 voix

Les 2 élus qui siégeront au sein du Comité Directeur de la Caisse des Ecoles sont :

- **Henri BEN AÏOUN,**
- **Monique D'ANNUNZIO.**

Suppléante : **Hélène GARCIA.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 44/2020 – Désignation des trois élus qui siégeront à la Commission paritaire du marché.

M. le Maire indique qu'il y a lieu de désigner les trois élus qui siégeront à la Commission paritaire du marché.

Il propose de désigner également trois suppléants. Le vote aura lieu à la majorité absolue, au scrutin secret.

Election des 3 délégués.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

ont obtenu :

Laurent PEEL	29 voix
Michel XILLO	29 voix
Patrice MAREY	29 voix

Les 3 élus qui siégeront au sein de la Commission paritaire du marché, sont :

- **Laurent PEEL,**
- **Michel XILLO,**
- **Patrice MAREY.**

Election de 3 suppléants.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

ont obtenu :

Philippe BOURBON	29 voix
René MONBRUN	29 voix
Romain MILLO-CHLUSKI	29 voix

Les 3 suppléants sont :

- **Philippe BOURBON,**
- **René MONBRUN,**
- **Romain MILLO-CHLUSKI.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 45/2020 - Désignation du délégué au Comité National d'Action Sociale (CNAS).

M. le Maire propose de désigner un délégué au Comité National d'Action Sociale (CNAS).

Le vote aura lieu à la majorité absolue, au scrutin secret.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

a obtenu :

Françoise CHAPUIS BOISSE	29 voix

Le représentant de la commune auprès du CNAS, est :

- **Françoise CHAPUIS BOISSE.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 46/2020 - Désignation du « Correspondant Défense ».

M. le Maire propose de désigner le « Correspondant Défense » de la commune.

Le vote aura lieu à la majorité absolue, au scrutin secret.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

a obtenu :

Dominique DOUCHEZ	29 voix

Le « Correspondant Défense » de la commune est **Dominique DOUCHEZ.**
Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 47/2020 - Désignation d'un délégué à l'Association Nationale des Elus en charge du sport (ANDES).

M. le Maire propose de désigner un délégué à l'Association Nationale des Elus en charge du sport (ANDES).

Le vote aura lieu à la majorité absolue, au scrutin secret.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

a obtenu :

Jean-Paul DELMAS	29 voix

Le représentant de la commune auprès de l'Association Nationale des Elus en charge du sport (ANDES), est **Jean-Paul DELMAS.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 48/2020 - Désignation du correspondant « Sécurité Routière ».

M. le Maire propose de désigner le « Correspondant Sécurité Routière » de la commune.

Le vote aura lieu à la majorité absolue, au scrutin secret.

M. le Maire fait appel à candidatures.

Résultat du vote :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
Nombre de votants	29
Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau	0
Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau	0
Nombre de suffrages exprimés	29

Majorité absolue	15

a obtenu :

Monique D'ANNUNZIO	29 voix

Le « Correspondant Sécurité Routière » de la commune est : **Monique D'ANNUNZIO.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 49/2020 - Délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire.

En vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Locales susvisé,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

❖ **d'accorder une délégation de pouvoirs à Mr. Jean-Paul DELMAS, Maire, pour la durée de son mandat, lui permettant :**

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales,

2° De fixer, dans la limite de 1.500 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées,

3° De procéder, dans les limites fixées par le Conseil Municipal *(cf délibération spécifique),* à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes,

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600 €,

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts,

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes,

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement,

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme,

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ; dans la limite de 100.000 € par acte ;

16° D'ester en justice, avec tous pouvoirs, au nom de la Commune de Grenade, à intenter toutes les actions en justice et à défendre les intérêts de la Commune de Grenade dans l'ensemble des cas susceptibles de se présenter, tant en première instance qu'en appel et cassation, devant les juridictions de toute nature, dont les juridictions administratives et judiciaires, pour toute action quelle que puisse être sa nature, qu'il s'agisse notamment d'une assignation, d'une intervention volontaire, d'un appel en garantie, d'une constitution de partie civile, d'un dépôt de plainte avec constitution de partie civile, d'une citation directe, d'une procédure de référé, d'une action conservatoire ou de la décision de désistement d'une action. Il pourra se faire représenter par l'avocat de son choix. De transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 10.000 €,

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local,

19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même Code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux,

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le Conseil Municipal (*cf délibération spécifique),*

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du Code de l'Urbanisme, au nom de la commune et dans la limite de 100.000 € par acte, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même Code ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du Code de l'Urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans la limite de 100.000 € par acte ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune,

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,

~~25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du Code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne,~~

26° De demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions, en fonctionnement et en investissement, quels que soient la nature de l'opération et le montant prévisionnel de la dépense,

27° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux, dans le cadre de projets dont la surface plancher est inférieure ou égale 100 m² ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du Code de l'environnement.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil Municipal.

Selon l'article L.2122-23 du CGCT :

- la présente délibération est à tout moment révocable,
- la présente délégation ne peut excéder la durée du mandat,
- les décisions prises en application de la présente délibération pourront être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du Maire dans les conditions fixées à l'article L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- les décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre des pouvoirs qui lui sont ainsi délégués feront l'objet de toutes les mesures de publicité, notification et transmission légales et réglementaires,
- Monsieur le Maire rendra compte à chaque réunion du Conseil Municipal de l'exercice de cette délégation.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 26 mai 2020

Le mardi 26 mai 2020, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 18.05.2020), se sont réunis sous la présidence de la doyenne d'âge en début de séance, à savoir Mme Josie AUREL (séance d'installation du nouveau Conseil Municipal), puis de M. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade.

Etaient présents :

AUREL Josie, BEN AÏOUN Henri, BOISSE Serge, BOULAY Dominique, BOURBON Philippe, CAUBET Christian, CHAPUIS BOISSE Françoise, DELMAS Jean-Paul, DOUCHEZ Dominique, GARCIA Hélène, GENDRE Claudie, IBRES Laetitia, LOQUET Pierre, MAREY Patrice, MARTINET Florent, MONBRUN René, MOREEL Valérie, MOREL CAYE Françoise, NAPOLI François, PEEL Laurent, SERVENTI Catherine, TAURINES Anna, VIDAL Aurélie, VIDONI-PERIN Thierry, XILLO Michel.

Représentés : BRIEZ Dominique (par CHAPUIS BOISSE Françoise), D'ANNUNZIO Monique (par VIDONI-PERIN Thierry), MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul), MILLO-CHLUSKI Romain (par DELMAS Jean-Paul).

Secrétaire : VIDAL Aurélie.

N° 50/2020 - Délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire en matière de gestion financière.

En vertu des articles L 2122-22 3° et 20°, L 2122-23, L 1618-1, L 1618-2 et R 1618-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide **d'accorder à Mr. Jean-Paul DELMAS, Maire, et pour la durée de son mandat, une délégation de pouvoirs en matière de gestion financière, dans les conditions ci-dessous :**

ARTICLE 1 : Emprunts.

Le Conseil Municipal donne délégation au Maire pour, pendant toute la durée de son mandat, procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Les emprunts pourront être :

- à court, moyen ou long terme,
- libellés en euro ou en devise,
- montant maximum annuel : **500.000 euros.**
- avec possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts,
- au taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable), à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière.

En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la faculté de modifier la devise,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,

- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Par ailleurs, le Maire pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

ARTICLE 2 : Ouvertures de crédit de trésorerie.

Le Conseil Municipal donne délégation au Maire pour, pendant toute la durée de son mandat, procéder, dans les limites fixées ci-après, à la souscription d'ouvertures de crédit de trésorerie et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de 12 mois, dans la limite d'un montant annuel de :

500.000 euros, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière et comporteront un ou plusieurs index parmi les index suivants – EONIA, T4M, EURIBOR – ou un TAUX FIXE.

ARTICLE 3 : Opérations financières utiles à la gestion des emprunts

Le Conseil Municipal donne délégation au Maire, pendant toute la durée de son mandat et dans les conditions et limites ci-après définies, réaliser les opérations financières utiles à la gestion des emprunts et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Au titre de la délégation, le Maire pourra :

- ❖ procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices, dans les conditions et limites fixées à l'article 1,
- ❖ plus généralement décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts, dont les couvertures de taux.

ARTICLE 4 : Dérogation à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat (opérations de placement)

Le Maire pourra pour la durée de son mandat prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et en ce qui concerne les régies sans personnalité morale dans les conditions du a) de l'article 2221-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales sous réserve des dispositions du c) de ce même article et passer à cet effet les actes nécessaires.

La décision prise dans le cadre de la délégation comportera notamment :

- l'origine des fonds,
- le montant à placer,
- la nature du produit souscrit,
- la durée ou l'échéance maximale du placement.

Le Maire pourra conclure tout avenant destiné à modifier les mentions ci- dessus et pourra procéder au renouvellement ou à la réalisation du placement.

ARTICLE 5 : Information à l'assemblée délibérante sur les opérations réalisées en application de la délégation.

Le Maire informera le Conseil Municipal, des opérations réalisées dans le cadre des délégations reçues ainsi qu'il est prévu à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les délégations consenties en application du 3° de l'article L 2122-22 prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil Municipal.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 51/2020 - Vote du huis clos.

En raison de la crise sanitaire du COVID-19,

Considérant les recommandations du Gouvernement afin de garantir les meilleures conditions de sécurité sanitaire possibles,

Outre le déplacement de la réunion dans la salle Roland Garros à l'Espace l'Envol (salle mieux adaptée au respect des gestes barrières que la salle du Conseil Municipal habituelle), et la mise en place de ces gestes barrières (distanciation physique, mise à disposition de gel hydro-alcoolique, port du masque, …),

Considérant que tout doit être mis en œuvre pour assurer la sécurité des personnes présentes,

A la demande générale,

En vertu de l'article L 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de se réunir à huis clos.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 52/2020- Ressources humaines.

Recrutement agents contractuels 2020.

Modification des délibérations du 10 décembre 2019 et du 25 février 2020.

Dans le cadre de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifié, il a été voté en Conseil Municipal l'autorisation de créer des postes de contractuels non permanents et de recruter les agents contractuels sur ces mêmes postes, pour l'année 2020 : - par délibération en date du 10 décembre 2019,

- par délibération en date du 25 février 2020 (complément de la délibération susvisée).

Considérant qu'il convient de modifier lesdites délibérations,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

de modifier la délibération du 10 décembre 2019, comme suit :

Service	*Mission*	*Grade*	*Nombre d'heures*	*Durée*	*IB*	*CP*
Comm. Culture, Protocole, affaires culturelles, BM	Agent polyvalent, responsable de la programmation culturelle/régisseur de spectacles	1 adjoint du patrimoine	~~20h hebdo~~ 35h hebdo	~~12 mois~~ 6 mois	350	10%
Urbanime, Développement urbain	~~Technicien~~	~~1 poste de Technicien territorial~~	~~35h hebdo~~	~~12 mois~~	~~372~~	~~10%~~
	Adjoint de la directrice Patrimoine développement urbain	1 poste d'Ingénieur territorial	35h hebdo	6 mois	646	10%

de supprimer la délibération du 25 février 2020 :

Service	*Mission*	*Grade*	*Nombre d'heures*	*Durée*	*IB*	*CP*
~~**Service technique**~~	~~Polyvalent~~ ~~Polyvalent~~	~~2 adjoints techniques~~ ~~2 adjoints techniques~~	~~35h hebdo~~ ~~35h hebdo~~	~~Juillet 2020~~ ~~Août 2020~~	~~350~~ ~~350~~	~~10%~~ ~~10%~~

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 53/2020 - Ressources humaines.

Modification du tableau des effectifs.

Création/suppression de poste au titre de l'avancement de grade 2020.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **décide de créer** les postes correspondants à l'avancement de grade, qui sera proposé en Commission Administrative Paritaire, **et de supprimer** les postes devenus vacants à compter de la nomination, comme suit :

Postes à créer	***Postes à supprimer***	*A compter du*
3 postes d'Adjoint Technique Principal 2ème classe, à TC	**3** postes d'Adjoint Technique, à TC	01/10/2020
1 postes d'Adjoint Technique Principal 1ère classe, à TC	**1** postes d'Adjoint Technique Principal 2ème classe, à TC	01/09/2020
1 poste d'Adjoint d'Animation principal 1ère classe, à TC	**1** poste d'Adjoint d'Animation principal 2ème classe, à TC	01/10/2020

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :
Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 54/2020 - Ressources humaines.

Epidémie COVID 19 : prime exceptionnelle pour les agents mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire déclaré en application de l'article 4 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020.

Vu le Code Général des Collectivité Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, en son article 11,

Vu le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020, relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la Fonction Publique Territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'Etat d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

Considérant qu'une prime exceptionnelle peut être mise en place dans la fonction publique territoriale en faveur des agents pour lesquels l'exercice des fonctions, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, a conduit à un surcroît de travail significatif ou prise de risques, pendant la période de confinement,

Considérant que la présente délibération a pour objet de mettre en place cette prime exceptionnelle et de définir les critères d'attribution au sein de la collectivité :
- volontariat,

- participation à des tâches particulières et identifiées comme suit : tâches conduisant à un surcroît de travail significatif/ tâches de décontamination 2 à 3 fois par jour sur des locaux à risque et ou d'approvisionnement de la collectivité/tâches correspondant à une disponibilité permanente sollicitée par la préfecture,
- présence permanente et constante de l'agent,

Considérant que le versement de cette prime n'est pas reconductible, et doit être effectué en 2020,

Monsieur le Maire sollicite l'autorisation du Conseil Municipal pour attribuer cette prime exceptionnelle à 10 agents de la collectivité au vu des critères prédéfinis (il précise que la DGS, la DRH et la responsable de l'administration générale ont refusé cette prime malgré leur investissement volontaire et permanent tout au long de la crise).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, l'unanimité, décide :

- ❖ d'instaurer cette prime exceptionnelle en faveur des 10 agents identifiés, particulièrement mobilisés pendant le confinement répondant aux critères ci-dessus.

- ❖ selon les modalités suivantes à savoir :
  cette prime sera d'un montant maximum de 1000€ par agent pour toute la période de confinement,
  le cas échéant, cette prime sera proratisée en fonction du présentiel de l'agent sur les 8 semaines de confinement,
  le versement interviendra au mois de juillet, ou au plus tard lors de l'actualisation du logiciel,
  elle est exonérée d'impôts sur le revenu et de cotisations et contributions sociales.
- ❖ Monsieur le Maire fixera par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de cette prime exceptionnelle, dans le respect des principes définis ci-dessus.

- ❖ Les crédits nécessaires au versement de ce régime indemnitaire sont inscrits au budget 2020.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :
Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme

CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 55/2020 - Remboursement d'une franchise à la SAS GRENADINE (SUPER U) suite à un sinistre.

Exposé :

Aux termes d'une convention de mécénat signée le 05.07.2018, la SAS GRENADINE (SUPER U), domiciliée avenue du Président Kennedy à Grenade, s'est engagée à apporter son soutien à la Commune de Grenade, en lui mettant à disposition un minibus de 9 places, pendant une durée de 27 mois. Ce mécénat en nature comprend la mise à disposition du véhicule (Renault Trafic, immatriculé EX-174-JH - état neuf à la prise de possession), son assurance, l'assistance dépannage et un forfait kilométrique de 60.000 kms.

Ce véhicule utilisé par le Service Sports & Jeunesse de la Ville, a fait l'objet d'un sinistre responsable (100%) le 26.10.2019.

La SAS GRENADINE a réglé à son assureur, GUEMAS International, le montant de la franchise, soit 1.000 €, et demande à la commune le remboursement de cette somme (facture n° 2020114346 du 07.03.2020).

Délibération adoptée :

Considérant que la convention de mécénat ne prévoit aucune disposition particulière concernant le paiement de la franchise en cas de sinistre,

Considérant que le propriétaire d'un véhicule dispose d'un recours contre le conducteur en cas de faute de ce dernier,

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ❖ accepte de rembourser cette franchise à la SAS GRENADINE,
- ❖ autorise le règlement de la facture n° 2020114346 du 07.03.2020, d'un montant de 1.000 €.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 56/2020 - Détermination du coût d'un élève de maternelle - Année scolaire 2019-2020.

M. le Maire explique que le coût d'un élève des écoles maternelles et élémentaires publiques sert de base pour le calcul de la contribution financière due par les communes extérieures dont les élèves sont scolarisés sur les écoles publiques de Grenade, et que ce coût détermine également la participation de la Commune de Grenade dues aux écoles privées. Il propose au Conseil Municipal d'en fixer le montant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de fixer à **943 €/enfant,** le coût d'un élève de maternelle pour l'année scolaire 2019-2020, conformément au détail joint en annexe.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Annexe délibération n° n° 56/2020 du 16.06.2020

« Détermination du coût d'un élève de maternelle - Année scolaire 2019-2020 ».

Détail du calcul :

Dépenses prises en compte	Articles	Montants DEPENSES 2018
Chauffage	60613	15 747,46 €
Eau	60611	2 784,22 €
Assainissement		2 070,81 €
Electricité	60612	18 498,96 €
Frais de personnel	Chap. 012	265 356,00 €
Assurances	6161	328,50 €
Fournitures scolaires	6067	5 898,71 €
S/Total -1 -		310 684,66 €

Autres dépenses réalisées en 2018 concernant le service "Maternelles" et n'entrant pas dans le champ de la circulaire		
Subv à la coopérative scolaire maternelle Bastide	6574	588,80 €
Subv à la coopérative scolaire maternelle Gouze	6574	708,40 €
Subv à la coopérative scolaire maternelle Les Garrosses	6574	225,40 €
S/Total -2 -		1 522,60 €
TOTAL du service "maternelles"		312 207,26 €

Effectifs scolaires	
- Maternelle Gouze	154
- Maternelle La Bastide	128
- Maternelle Les Garrosses	49
Nombre d'élèves à la rentrée de sept 2019	**331**
COUT MOYEN PAR ELEVE	943,22 €
Nombre d'élèves concernés par la participation	**28**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 57/2020 - Participation financière de la Commune de Grenade au fonctionnement des classes maternelles sous contrat d'association avec l'Etat. Convention entre la Commune de Grenade et l'école privée Sainte Marthe.

Exposé :

Les articles L.442-5 et suivants du Code de l'Education imposaient aux communes d'assumer les dépenses de fonctionnement des classes élémentaires sous contrat d'association conclu avec l'Etat, uniquement pour les élèves domiciliés sur leur territoire. Depuis la rentrée 2019 et l'entrée en vigueur de l'obligation de scolarité à 3 ans, l'extension de l'instruction obligatoire aux enfants de 3 à 5 ans constitue une extension de cette obligation pour les communes qui devront désormais participer financièrement au fonctionnement des écoles maternelles privées sous contrat d'association.

L'article L.442-5 du Code de l'Education stipule que les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge par la commune dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public : *« Il est tenu compte des ressources de la commune, du nombre d'élèves de cette commune scolarisés dans la commune d'accueil et du coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de fonctionnement de l'ensemble des écoles publiques de la commune d'accueil, sans que le montant de la contribution par élève puisse être supérieur au coût qu'aurait représenté pour la commune de résidence l'élève s'il avait été scolarisé dans une de ses écoles publiques* »

L'article 17 de la loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance prévoit que l'Etat compensera ces dépenses nouvelles.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de conventionner avec l'école privée Sainte Marthe afin de définir la participation financière de la commune pour les enfants résidant à Grenade et scolarisés dans les classes maternelles de ladite école.

La participation est calculée selon les modalités indiquées par les différentes circulaires ministérielles s'y rapportant. Le montant de la contribution fixé pour l'année scolaire 2019-2020, à savoir **943 € par enfant scolarisé en maternelle** (cf délibération du 16.06.2020 « *Détermination du coût d'un élève de maternelle - Année scolaire 2019-2020 »*) servira de référence de référence et sera maintenu les années suivantes.

La convention est conclue pour une année scolaire et pourra être reconduite, d'année en année, sans que sa durée totale puisse excéder 3 ans.

Il est précisé que l'école Sainte Marthe pourra demander une révision du montant de la participation de la commune, si elle estime que le montant de référence est bien inférieur à ce qu'elle devrait percevoir en application de la règlementation en vigueur.

Délibération adoptée :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve les termes de la convention fixant la participation aux frais de fonctionnement de l'école privée Sainte Marthe dont le texte est joint en annexe, et autorise M. le Maire à signer ladite convention.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 58/2020 - Autorisation générale et permanente de poursuite donnée à Madame la Trésorière.

Vu le décret n° 2009-125 du 3 février 2009, relatif à l'autorisation préalable des poursuites pour le recouvrement des produits locaux,

Vu l'article R.1617-24 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à l'organisation du recouvrement entre l'ordonnateur et le comptable public,

Vu l'article R.2342-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au recouvrement des produits locaux,

Vu l'article R.1617-22du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux seuils des oppositions à tiers détenteur,

Considérant que le comptable public doit obtenir pour chaque poursuite d'un débiteur l'accord préalable de l'ordonnateur de la commune,

Considérant que le décret n° 2009-125 a étendu la faculté pour l'ordonnateur de donner au comptable public une autorisation générale et permanente à tous les actes de poursuites,

Suite au renouvellement du Conseil Municipal,

Afin de simplifier la procédure de recouvrement et de la rendre plus rapide,

Sur proposition de Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **décide d'octroyer à Mme CADRET, Trésorière de Grenade, une autorisation générale et permanente de poursuite pour les titres de recettes**, quelle que soit la nature de la créance et la nature des poursuites.

Cette autorisation est accordée pour tout type de poursuite.

Conformément aux seuils définis par l'article R. 1617-22 du CGCT, les oppositions à tiers détenteurs (ODT) ne pourront être mis en place que pour les créances supérieures à 130 € pour une ODT bancaire ou 30 € pour les autres ODT.

La présente autorisation est valide pendant toute la durée du mandat. Toutefois en cas de changement d'ordonnateur, de comptable ou de renouvellement du Conseil Municipal, la présente autorisation deviendra automatiquement caduque et devra être renouvelée.

Cette autorisation ne prive pas la commune de son pouvoir de surveillance en matière de poursuite. Elle peut en particulier être retirée ou modifiée à tout moment par l'ordonnateur.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 59/2020 - PASS 2019-2020. Participation à verser aux associations.

M. le Maire rappelle qu'une convention de partenariat a été signée avec un certain nombre d'associations, dans le cadre du PASS, pour la période du 01.09.2019 au 31.08.2020, suite aux délibérations du Conseil Municipal en date des 02.07.2019, 27.08.2019 et 15.10.2019.

Les dispositions de cette convention prévoient que le montant pris en charge par la Collectivité, soit versé aux associations, après communication d'un état récapitulatif trimestriel.

Compte tenu des états transmis par les associations, sur proposition de M. le Maire,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de verser les participations suivantes :

Nom de l'Association	*Période concernée*	*Nombre d'enfants concernés*	*Participation à verser à l'Association par la Commune*
ATTITUDES	Saison 2019-2020	14	**1.380,00 €**
BUSHIDO KARATE CLUB	Saison 2019-2020	7	**496,00 €**
FOYER RURAL DE GRENADE	Saison 2019-2020	34	**3.133,00 €**
GRENADE TENNIS CLUB	Saison 2019-2020	2 (complément)	**149,00 €**
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE	Saison 2019-2020	13	**769,00 €**
MULTIMUSIQUE	du 16.12.2019 au 15.03.2020	27	**1.609,42 €**
MULTIMUSIQUE	du 16.03.2020 au 22.06.2020	27	**1.609,42 €**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 60/2020 - Durées d'amortissement des immobilisations.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération n° 17-2019 du 12.03.2019 fixant les durées d'amortissement des immobilisations,

Sur proposition de Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux Finances,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

VIII) de fixer les durées d'amortissement des immobilisations comme suit :

NATURES	LIBELLES IMPUTATIONS	DUREES AMORTISSEMENT (années)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
202	Frais liés à la réalisation de documents d'urbanisme et numérisation du cadastre	5
2031	Frais d'Etudes	5
2033	Frais d'insertions	5
204412	Subventions d'équipements en nature - Organismes publics - Bâtiments et installations	15
204422	Subventions d'équipements en nature - Personnes de droit privé - Bâtiments et installations	15
2041512	Subventions d'équipement versées aux organismes publics - GFP de rattachement - Bâtiments et installations	15
2041582	Subventions d'équipement versées aux organismes publics - Autres Groupements - Bâtiments et installations	15
2051	Concessions et droits similaires	2

IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	30
2132	Immeubles de rapport	50
2152	Installations de voirie	30
21561	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile - Matériel roulant	10
21568	Autres matériels et outillages d'incendie et de défense civile	10
21571	Matériels et outillage de voirie : matériel roulant	8
21578	Autres matériels et outillages de voirie	10
2158	Autres installations, matériels et outillages techniques	10
2182	Matériels de transport	8
2183	Matériels de bureau et informatique	5
2184	Mobilier	10
2188	Autres immobilisations corporelles	10
4812	Charges à répartir sur plusieurs exercices - Frais d'acquisition des immobilisations	10
4817	Charges à répartir sur plusieurs exercices - Pénalités de renégociation de la dette	sur la durée résiduelle de l'emprunt

Toutes natures	Biens de faible valeur (<150 €)	1

Les subventions d'équipement transférables seront amorties à compter du 1er janvier suivant l'encaissement et sur la durée résiduelle d'amortissement du bien subventionné.

- d'abroger, dès lors que la présente délibération sera devenue exécutoire, les délibérations prises précédemment concernant les durées d'amortissement des immobilisations.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. LE MAIRE Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par LE MAIRE Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE CAYE Françoise.

N° 61/2020 - Débat d'Orientations Budgétaires 2020.

En préambule, Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux finances, rappelle que :

L'organisation du Débat d'Orientation Budgétaire est prévue par l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Locales qui dispose *:*

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a pour objectif d'instaurer une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité. Il améliore l'information transmise à l'assemblée délibérante et doit donner aux élus la possibilité de s'exprimer sur la situation financière de la collectivité.

La totalité des éléments du DOB seront transmis au Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans. De même la Communauté de Communes des Hauts Tolosans devra transmettre les éléments de son DOB aux communes membres.

La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 (d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19) a fixé la date limite d'adoption du budget primitif 2020 au 31 juillet 2020.

L'obligation d'organiser un débat d'orientation budgétaire (DOB) est maintenue mais pourra intervenir lors de la séance de vote du budget et non dans les 2 mois qui précèdent le vote du budget.

Pour mémoire la Compte Administratif 2019, qui détaille les résultats de l'année 2019, a été voté le 25 février 2019.

Mme MOREL CAYE commence par expliquer que, compte tenu du contexte lié à la Covid 19, le DOB a dû être complètement revu. Habituellement, la loi de finances était présentée et permettait de donner les grandes lignes macroéconomiques au plan national, européen et mondial. Or, cette année, parler de PIB n'aurait aucune signification et il a été jugé préférable de parler du contexte financier suite à la crise et surtout d'en exposer les impacts financiers.

Mme MOREL CAYE indique que sa présentation suivra le plan suivant :

1 - Contexte financier suite à la crise sanitaire.

2 - Une évolution contrainte.

3 - La fiscalité et les concours financiers de l'Etat.

4 - L'évaluation des charges de fonctionnement.

5 - L'endettement.

6 - Les charges de personnel.

7 - Les soldes intermédiaires de gestion.

8 - Le tableau d'équilibre général.

9 - Les ratios.

10 - Les principaux investissements.

Mme MOREL CAYE précise que les données sur lesquelles s'appuie sa présentation, sont issues d'articles de presse des revues « Les Finances Locales », « La Gazette des Communes », « Maire-Info » et « La Tribune » (ce sont des indications sur le plan national).

Mme MOREL CAYE débute sa présentation :

1 - Contexte financier suite à la crise sanitaire.

Quels sont les impacts financiers à attendre de cette crise sanitaire :

Ils seraient plus importants qu'en 2008 avec une chute de l'activité de 36% (source INSEE).

Les répercussions sur les finances locales seront sur toute la durée du mandat.

Elle souligne cette dernière information.

(2008/2009 – l'offre s'effondre), en 2020 c'est à la fois l'offre et la demande.

Quelles sont les principales baisses de recettes à attendre pour les collectivités locales ?

Tout d'abord deux chiffres :

- Les collectivités locales vont perdre 4 Milliards en 2020, et 10 milliards en 2021.
- LA TVA : moins 12 milliards. Qui perçoit la TVA ? les régions et maintenant les départements et les intercommunalités avec la réforme de la TAXE D'HABITATION.

(Les régions perçoivent 15% de leurs recettes avec la TVA).

Mme MOREL CAYE insiste sur le fait que les EPCI vont percevoir dorénavant de la TVA.

Les impôts économiques :

- **La CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises)** totalise en 2019, 18,9 Milliards et représente :

  - 15% des recettes de fonctionnement des EPCI,
  - 6% pour les départements,
  - 32% pour les régions.

Mme MOREL CAYE fait une comparaison avec la somme collectée en recettes de fonctionnement par la Communauté de Communes Hauts Tolosans, soit 900 000 euros.

L'impact pour cet impôt sera en 2021 et 2022, compte tenu de la règle de décalage pour les paiements. E**n 2021, la perte est estimée entre 46 millions à 316 millions.**

- **LA CFE (Cotisation Foncière des Entreprises)** : une perte à prévoir, elle sera de deux façons :

. La disparition ou la non création des entreprises :

Mme MOREL CAYE fait remarquer que parmi les entreprises qui ont ou vont avoir un Prêt Garanti par l'Etat (PGE), certaines ne survivront pas suite à la crise sanitaire.

. La baisse du CA et des loyers qui aura un impact sur les assiettes et les règles tarifaires en particulier sur les contribuables assujettis à la cotisation minimum (cela représente 15% au niveau national).

Mme MOREL CAYE indique qu'elle a échangé avec Nadège Bonnefous, DGS de la CCHT, qui estime que les recettes tarifaires seront les premières impactées par le confinement.

Un chiffre en 2018 : ces recettes étaient de 9,29 milliards soit environ 8% des recettes de fonctionnement.

- **TAXE DE SEJOUR** : celle-ci devrait fortement diminuer en 2020.

(2019 : 540 millions d'euros dont 193 millions pour les EPCI).

- **DMTO** (droit de mutation à titre onéreux) : retournement du cycle, après 6 ans de hausse consécutive des recettes.

(2008 avait accusé une baisse de 8,6% et 2009 moins 26%).

C'est la deuxième recette de fonctionnement des départements. C'est aussi une recette pour les communes et (nous serons donc impactés).

Au vu du contexte actuel, les études prospectives à moyen et long terme ne sont pas fiables. Au cours de cette année 2020, et vraisemblablement sur les années suivantes, un point trimestriel sera proposé à la commission des finances, pour prendre en compte les évolutions.

Ce tableau, proposé au mois d'avril par une société spécialisée dans les finances locales, donne une idée des recettes concernées et du niveau d'impact.

Impact du confinement sur les Communes

Communes - - En Mds d'euros	Recettes Valeurs 2018	% des RRF	Baisse 2020 en %	Baisse 2020 en Valeur	EN% RRF
Tarification: restauration scolaire, sportifs et culturels(*)	3,5	4,30%	-30%	- 1,1	-1,29%
Taxe additionelle aux droits de mutation	2,3	2,80%	-35%	- 0,8	-0,98%
Loyers	2	2,40%	-20%	- 0,4	-0,48%
Droits de place et de stationnement	1,5	1,80%	-35%	- 0,5	-0,63%
Taxe d'aménagement	0,9	1,10%	-40%	- 0,4	-0,44%
Taxe finale de conso d'electricité	0,8	1%	-10%	- 0,1	-0,10%
Taxes de: séjours, jeux, remontées etc.	0,4	0,50%	-35%	- 0,1	-0,18%
Total 2020 -Moyenne	**11,4**	**14%**	**-29%**	**-3,36**	**-4,1%**

	Recettes Valeurs 2018	% des RRF	Baisse 2021 en %	Baisse 2021 en Valeur	EN% RRF
CVAE	0,1	0,10%	-20%	-0,02	0,0%
TASCOM	0	0%	-3%	0	0,0%
Total 2021	**0,1**	**0,1%**	**-20%**	**-2%**	**0%**

Le tableau ne tient pas compte de la baisse de certaines charges exemple : achats des cantines etc.

Ce document est extrait d'une analyse produite par le groupe SELDON FINANCES en date du 21 avril 2020.

Impact du confinement pour la commune de Grenade au 01.06.2020 :

Cf tableau annexe n° 1 : Impact budgétaire COVID pour Grenade au 01.06.2020.

Mme MOREL CAYE souligne la baisse en 2020 de 20% sur la CVAE (Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) et de 3% sur la TASCOM (Taxe sur les surfaces commerciales).

Mme MOREL CAYE fait remarquer que la loi de finances rectificative n° 3 est arrivée après le DOB ; néanmoins, la commune ne serait visiblement pas impactée.

Concernant les subventions du DSIL, 1 milliard de plus serait prévu mais pour des investissements ciblés sur la transition énergétique, la Santé et également le Patrimoine, ce qui peut intéresser la commune.

Les dernières annonces du gouvernement, datent du vendredi 29 mai ; elles dévoilent un plan d'aides financières visant à soutenir les collectivités frappées de plein fouet par les conséquences de la crise.

Ce plan prévoit :

- *Des « compensations de pertes de recettes fiscales et domaniales »,*
- *Un effort sur la dotation de soutien à l'investissement local,*
- *Un mécanisme de lissage des dépenses liées au COVID.*

Ces mesures seront présentées au conseil des ministres au cours de la 1ère quinzaine de juin et seront intégrées au 3ème projet de loi de finance rectificative.

Chaque commune devrait connaître au cours de l'été, le plancher au-dessous duquel ses ressources fiscales et

2 - <u>Une évolution contrainte.</u>

La loi de Programmation des Finances Publiques (LPFP) pour la période 2018-2022 a fixé des objectifs d'évolution des dépenses des collectivités locales.

Ce dispositif a été provisoirement suspendu.

RAPPEL Finances publiques / LPFP 2018-2022

La Loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 suspend pour 2020 l'application du dispositif de pilotage des dépenses de fonctionnement des collectivités locales (article 12)

Objectif national d'évolution des dépenses de fonctionnement	Évolution annuelle moyenne 2018/2022
Collectivités locales	**+ 1,2 %**
Communes	+ 1,1 %
Groupements à fiscalité propre	+ 1,1 %
Départements	+ 1,4 %
Régions	+ 1,2 %

Budgets principaux + budgets annexes
Sources : Art. 13 LPFP 2018-2022
+ « Transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales » annexé au 2018

Réduction du besoin de financement* des CL	2018	2019	2020	2021	2022
Annuel (en Md€)	-2,6	-2,6	-2,6	-2,6	-2,6
Cumulé (en Md€)	-2,6	-5,2	-7,8	-10,4	-13

Budgets principaux + budgets annexes
* Besoin de financement : emprunts - remboursements
Source : Art. 13 LPFP 2018-2022

Art. 29 LPFP Contractualisation

Périmètre des collectivités concernées
Si dépenses de fonctionnement (budget principal) > 60 M€
+ les collectivités volontaires

Objectif contraignant
Respect d'une évolution des dépenses de fonctionnement à 1,2 % / an
Modulation à la hausse ou à la baisse pour 3 critères
avec limite maximale de 0,15 point pour chacun d'eux :
1/ croissance démographique,
2/ difficultés économiques ou taux de pauvreté,
(mesurés par rapport au revenu moyen par habitant)
3/ efforts passés
(mesurés en référence à l'évolution des dép. de fonct. 2014-2016)

Mécanisme de correction
Reprise financière effectuée sur les douzièmes de fiscalité en 2019 si objectifs non atteints en 2018
(dans la limite de 2 % des recettes de fonct. du budget principal)
= à 75 % de l'écart constaté
= à 100 % si la collectivité a refusé de signer un contrat
(elle s'est alors vu notifier un niveau maximal annuel de dép. de fonct.)

Bonification
Taux de subvention bonifié pour les opérations bénéficiant de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)
À noter, les seuls bénéficiaires seront donc les communes et GFP

18/05/2020 © LA BANQUE POSTALE COLLECTIVITES LOCALES

LA BANQUE POSTALE COLLECTIVITÉS LOCALES

Article La gazette des communes : Vers la fin des contrats de Cahors ?

(cf annexe n° 2)

Mme MOREL CAYE rappelle que 322 grandes collectivités ont conclu un contrat d'engagement avec l'Etat suite à la Conférence nationale des territoires à Cahors en 2017, en vue de réduire les déficits publics inscrits dans la loi de finances 2018-2022. Avec la Covid 19, les accords de Cahors ont été suspendus.

3 - La fiscalité et les concours financiers de l'Etat.

Le compte 73 : impôts et taxes

RECETTES DE FONCTIONNEMENT - compte 73							
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
73111 Taxes	3654	3756	3898	3948	4082	4092	4161
7318 autres taxes	5	10	6	0	5	5	5
73211 - AC	958	958	972	972	972	972	972
73223 -FPIC	116	141	138	130	138	139	139
7336 -TAXES/DROITS DE PLACE	37	37	38	27	30	30	30
7343 -TAXES PYLONES	65	66	68	68	70	72	73
7381 -TAXES DROITS DE MUTATION	355	350	431	200	300	300	300
7388 -AUTRES TAXES	3	5	11	5	2	2	2

Données issues du document ATD – analyse financière prospective de janvier 2020. La colonne 2020 est corrigée sur la base des données du BP 2020

Mme MOREL CAYE explique qu'avant la crise sanitaire, un audit avait été réalisé par Haute-Garonne Ingénierie. Elle indique que les chiffres concernant les taxes ont été extraits de cet audit pour servir de mémoire car des interrogations demeurent :

Compte 73111 : Il s'agit des 3 taxes ; la recette est assurée en 2020 (3 898 000 €).

Compte 73211 « Attributions de compensation » : Si la CCHT perdait trop de taxes économiques, elle pourrait demander de baisser les attributions de compensation.

Compte 73223 « FPIC » : il s'agit d'un fond de péréquation qui vient de l'intercommunalité.

Compte 7336 : en baisse.

Compte 7381 : très bonne année 2019 (431 000 €) ; la commune par prudence a inscrit 200 000€ en 2020.

Un rappel, la revalorisation des bases en 2019 : 2,2%.

En 2020 :

- La revalorisation des bases TH 0,9%,

Mme MOREL CAYE indique que l'Etat ne voulait pas de revalorisation puisque c'est lui qui fait le dégrèvement. L'AMF est montée au créneau.

- La revalorisation des bases FB 1,2% ainsi que pour les résidences secondaires et les logements vacants.

Pour les années suivantes la revalorisation pour les prospectives a été arrêtée à 1%.

2020 : dernière année où la commune va percevoir la TH. Dès 2021, c'est l'ETAT qui versera la TH pour les 80% de personnes ne réglant plus la TH mais aussi pour les 20% restants (à noter que, dès 2023, plus personne ne paiera la TH).

Les communes vont bénéficier du transfert de la Taxe FB des départements. Les hypothèses sachant que les communes doivent conserver le même niveau de produit.

Hypothèse 1

	2021
Produit de FB départemental transféré	122 940
Produit de TH théoriquement perçu	134 500
Perte de produit fiscal	- 11 560

Hypothèse 2

	2021
Produit de FB départemental transféré	143 058
Produit de TH théoriquement perçu	134 500
Gain de produit fiscal	8 558

Hypothèse 3

	2021
Produit de FB départemental transféré	155 538
Produit de TH théoriquement perçu	134 500
Gain de produit fiscal	21 038

Mme MOREL CAYE explique les 3 hypothèses :

Hypothèse 1 : en cas de perte de 11 560 €, un fond viendra compenser.

Hypothèse 2 : gain de 8 558 € mais en dessous des 10 000€, le gain pourra être conservé.

Hypothèse 3 : gain de 21 038 €, soit au-dessus de 10 000€, transfert dans le pot commun à partir du 1er euro.

Le « *rebasage* » de la TFB : c'est une variable d'ajustement qui corrigera les différences de bases liées aux politiques d'exonération du département, la commune devrait perdre 0,014 de bases.

Mme MOREL CAYE explique que le rebasage correspond à une variable d'ajustement qui corrige les différences de base qui sont liées aux politiques d'exonération du Département.

En 2021, les communes pourront augmenter le taux du foncier, ce n'est pas le choix de Grenade.

La loi de finances prévoit une exonération GÉNÉRALISÉE de FB pendant 2 ans et ce n'est qu'en 2021 que les communes pourront délibérer pour limiter cette exonération sans pouvoir la supprimer.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Compensation TH	105 603	113 642	112 539	121 781	0	0	0
Compensations FB	6 454	6 810	9 231	9 064	9 575	16 377	18 122
Compensation FNB	19 548	17 091	17 040	16 878	16 878	16 878	16 878
Compensations TP/CFE	1 200	0	0	0	0	0	0
Compensations totales	**132 805**	**137 543**	**138 810**	**147 722**	**26 452**	**33 255**	**35 000**

Le compte 74 : les concours de l'Etat, les dotations.

LES CONCOURS DE L ETAT (Taxes) - 74							
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Dotation Forfaitaire	629	642	650	657	677	695	704
Dot Solidarité Rural	765	829	862	927	969	1027	1071
DNP	357	389	384	388	385	390	386
Emplois aidés							
74711 - JEUNES		36					
712 - AVENIR	152	87	27	3			
718 - AUTRES		3	33	120	81	82	82
7478 Autres organismes	637	679	672	655	650	650	650
Exonérations							
TH	105	114	113	121			
TF	26	24	26	26	26	26	26

D.G.F. (dotation globale de fonctionnement)							
dotation globale	1 751 275	1 860 428	1 896 084	1 971 886	2 031 250	2 113 034	2 161 625
Habitant	8 656	8 785	8 874	8 940	9 147	9 340	9 432
Montant/habitant	202,32	211,77	213,67	220,57	222,07	226,23	229,18

Mme MOREL CAYE fait remarquer que la dotation forfaitaire augmente très peu. En réponse à une question de l'assemblée, elle précise que les sommes sont sûres car elles ont été notifiées.

Elle se dit inquiète pour le calcul de la DGF à l'avenir car elle ne sait pas comment va être pris en compte le potentiel fiscal avec la suppression de la Taxe d'Habitation.

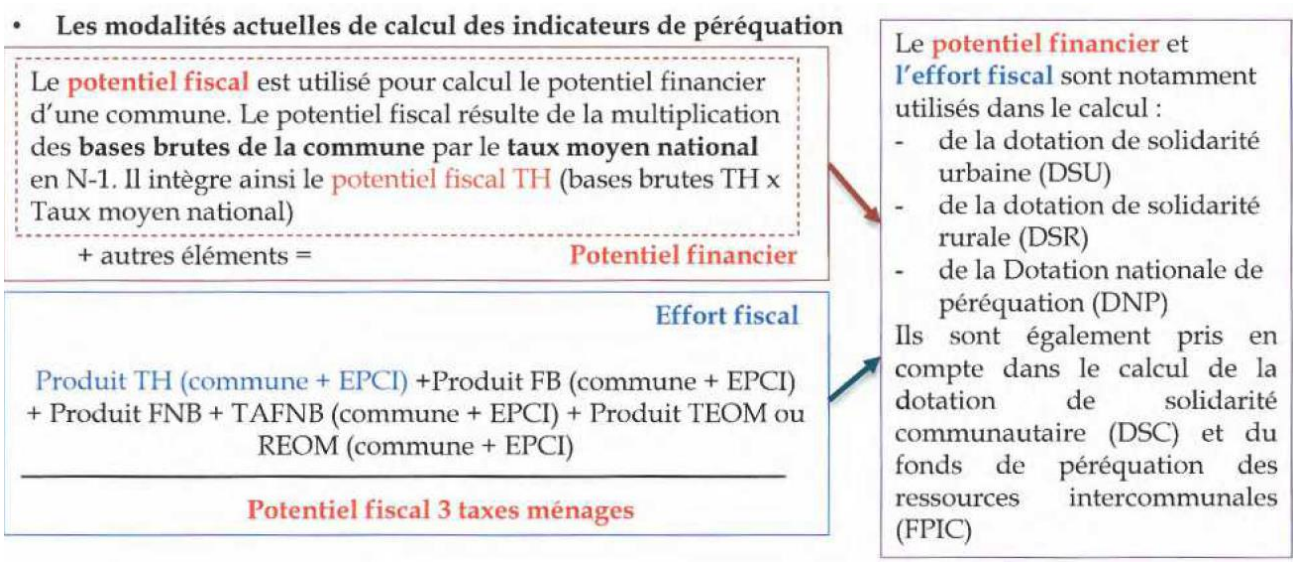
Mme MOREL CAYE rappelle la suppression des contrats d'avenir et indique que les versements de la CAF ont été maintenus au même niveau (655 000€) malgré la crise sanitaire.

La participation au redressement des comptes publics a pris fin en 2018.

A noter que la commune de GRENADE a subi une ponction consolidée de 469K€ entre 2014-2017, néanmoins avec une obligation, celle de maitriser les dépenses de fonctionnement.

Mme MOREL CAYE souligne que cette perte de 469K euros n'a pas été neutre pour la commune.

La réforme fiscale devrait avoir un impact financier et fiscal et par conséquence un impact également sur le calcul des dotations. A ce jour rien n'est précisé dans la loi de finances 2020. Un rapport devrait être communiqué mais aucune précision sur la date de présentation.



4– <u>L'évaluation des charges de fonctionnement.</u>

Avant de passer au tableau des charges de fonctionnement, Mme MOREL CAYE fait remarquer que la commune a décidé cette année de ne pas faire de prospectives.

Montants en €	2018	2019	2020
Charges fct courant strictes	7 537 601	7 938 548	7 847 761
Charges à caractère général (011)	1 984 640	2 226 904	2 040 000
Bâtiments et voirie	131 014	212 000	135 000
Solde charges à caractère général	1 853 626	2 014 904	1 905 000
Charges de personnel (012)	4 851 885	4 985 186	5 045 008
Charges de gestion courante (65)	701 077	726 458	762 753
Elus (6531)	75 027	81 252	85 800
Service Incendie (6553)	126 917	129 328	131 009
Contributions aux organismes de regroupement (6554)	99 805	86 125	95 030
CCAS (657362)	195 000	210 000	230 000
Subventions aux associations (6574)	172 323	188 300	190 000
Caisse des écoles (657361)	2 150	2 150	2 150
Autres contributions obligatoires (6558)	28 172	26 764	26 764
Solde charges de gestion courante	1 682	2 539	2 000
Atténuations de produits (014)	3 332	2 251	3 500
Solde atténuations de produits	3 332	2 251	3 500
Charges de fonctionnement courant	**7 540 933**	**7 940 799**	**7 851 261**
Charges exceptionnelles larges (67)	11 038	11 146	11 000
Prévisions semi-budgétaires (68)	4 512	2 298	4 512
Charges de fct hors intérêts	**7 556 484**	**7 954 243**	**7 866 773**

Estimations issues de l'analyse prospective de l'ATD – janvier 2020

Par rapport à cette estimation du mois de janvier, le BP 2020 comporte des différences :

- Sur les charges à caractère général : 2285 K€ et non 2040K€ en raison notamment des frais d'entretien sur les bâtiments et la voirie qui s'élèvent à 319K€ alors que 135K€ étaient prévus dans la prospective. A noter également les acquisitions réalisées dans le cadre de la crise sanitaire.

6042 - les achats de repas et autres denrées pour les restaurants scolaires

2017	2018	2019	2020
300	320	309	238

Réajustement COVID sur 2020

Mme MOREL CAYE indique que l'absence de cantine pendant la période de confinement (Covid 19) explique la baisse des coûts en 2020.

Pour information évolution des effectifs scolaires

année	Maternelle					élémentaire					mater+elem	
rentrée	effectif rentrée			**Total**	**evol°**	effectif rentrée			**Total**	**evol°**	**TOTAL**	**evol°**
	LB	GZE	ST-CAP			LB	LB ulis	GZE				
2009	145	152	47	**344**		227	11	257	**495**		**839**	
2010	153	158	47	**358**	**-4%**	227	11	248	**486**	**-2%**	**844**	**1%**
2011	150	169	36	**355**	**1%**	214	7	250	**471**	**-3%**	**826**	**-2%**
2012	142	169	46	**357**	**-1%**	221	11	248	**480**	**2%**	**837**	**1%**
2013	145	175	41	**361**	**-1%**	231	12	266	**509**	**6%**	**870**	**4%**
2014	153	178	45	**376**	**-4%**	228	12	278	**518**	**2%**	**894**	**3%**
2015	130	166	45	**341**	**10%**	230	14	304	**548**	**5%**	**889**	**-1%**
2016	131	160	45	**336**	**1%**	232	11	301	**544**	**-1%**	**880**	**-1%**
2017	120	158	51	**329**	**2%**	229	12	306	**547**	**1%**	**876**	**0%**
2018	128	154	49	**331**	**-1%**	222	15	306	**543**	**-1%**	**874**	**0%**
2019	126	144	41	**311**	**6%**	213	14	291	**518**	**-5%**	**829**	**-5%**

Dépenses d'énergie :

60622	Carburant	28	21	24	24	25	40	19

Les retours sur investissements des travaux d'installation de géothermie sur les bâtiments de la mairie et de l'ancien collège devront être réexaminés.

Mme MOREL CAYE explique que ce tableau est présenté sur 6 ans : de nombreux travaux ont été faits depuis 2014 notamment avec l'installation de la géothermie sur plusieurs bâtiments. L'objectif de la commune est de réduire les coûts, en passant par la transition énergétique. Un groupe de travail mené par le Directeur des Services Techniques, M. BEGHENOU, est chargé d'étudier les évolutions des dépenses d'énergie car les fluides représentent un poste très important. Mme MOREL CAYE souligne qu'il faut également intégrer la hausse des prix dans l'analyse de cette évolution.

60631 - Fournitures, produits d'entretien

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
186	147	164	157	156	161	55

Avec la délégation du ménage pour les écoles nous devrions avoir une économie.
Inscription BP 2019 au 60631 : 58K€ mais défaillance de l'entreprise titulaire du marché.

ENTRETIEN TERRAINS ET BATIMENTS - VOIES ET RESEAUX

		2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
61521	Entretien terrains	23	17	26	12	30	41	32
615221	Entretien bâtiments publics	43	46	169	187	118	232	188
615228	Autres bâtiments							106
615231	Voirie et réseaux	13	18	2	11	13	31	25

Depuis 2016 on peut récupérer le FCTVA sur les travaux donc on enregistre une augmentation des travaux qui ont pour la plupart un objectif d'économies d'énergie.

61551 - Matériel roulant
Les dépenses sont liées essentiellement au matériel très vieux. De 11K€ en 2014 nous sommes passés à 21K€ en 2019. Suite au renouvellement du matériel cette année ces dépenses devraient diminuer.

6184 - Versement à des organismes de formation - 42K€ en 2019 - cette forte augmentation est lié à un organisme, plusieurs élus et responsables de la collectivité ont été formés pour permettre un fonctionnement plus fluide transversal. En 2020, 46K€ principalement sur des permis de conduire d'engins et habilitations techniques.

6236 – Catalogues et imprimés

2017	2018	2019	2020
37	32	39	39

Mme MOREL CAYE

6257 - Réceptions

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
37	47	29	48	44	51	40

Regroupement des dépenses sur cet article à compter de 2017.

6261 - Frais d'affranchissement : 18 K€ en 2020.

5 - <u>L'endettement.</u>
Rappel : depuis deux ans, la commune n'a pas contracté d'emprunt.
En 2020, elle a contracté un emprunt de 150 000€ sur 6 ans afin de financer 5 véhicules et du matériel d'équipement technique plus conforme aux normes environnementales. La commune aurait pu financer cette somme mais elle a profité des taux (0,40%) et conserver sa trésorerie.
L'encours de la dette

	2017	2018	2019	2020
Encours global	10 543K€	9 821K€	9 078K€	8 401
Dont AUXIFIP	3 182K€	3 084K€	2 981K€	2 871

Soit une baisse de 13,90%

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Capital dette antérieure	722 583	742 984	782 926	790 186	818 890	808 417
Intérêts dette antérieure	371 988	323 737	335 224	336 687	288 261	202 463
Annuité dette antérieure	1 094 571	1 066 721	1 118 150	1 127 073	1 107 151	1 070 880

Mme MOREL CAYE souligne que la commune a encore d'importantes annuités pour les 3 années à venir.

Mme MOREEL demande des explications sur le prêt AUXIFIP.

Mme MOREL CAYE répond qu'AUXIFIP est la filiale du Crédit Agricole qui a prêté à la Commune, pour la construction de sa gendarmerie.

Mme MOREEL souhaite savoir si une demande a été faite pour renégocier ce prêt.

Mme MOREL CAYE répond par l'affirmative et explique que les clauses de ce prêt ne permettent pas à la commune de sortir de cet emprunt. Elle souligne que le montage financier de cette opération met en évidence des insuffisances faisant croire à une opération blanche. En juillet 2016, alors que les taux étaient bas, se dégager de ce prêt entraînait une pénalité de 2 300 000 €.

M. le Maire confirme que d'autres banques étaient prêtes à prendre le relais de ce prêt mais impossible de se libérer de ce dossier en raison de la pénalité de sortie qui est abusive. Il n'existe aucune solution juridique valide pour sortir de ce dossier sans se voir appliquer des pénalités exorbitantes qui annihilent toute tentative de renégociation ou de rachat du contrat.

Mme MOREEL demande si des démarches ont été engagées vis-à-vis de ce prêt abusif.

M le Maire et Mme MOREL CAYE répondent par l'affirmative. Ils expliquent que les courriers adressés au Président de la République, au Ministre des Finances, au Président du Sénat, au sénateur Alain Chatillon sont restés vains, tout comme les démarches menées via l'Association des Maires pour tenter une action collective avec les communes dans la même situation. Ils relèvent le paramètre politique de cette situation.

Mme MOREL CAYE fait remarquer que le contrat a été conclu en 2006 et que la prescription des banques est de 5 ans. Elle ajoute que depuis le début, la collectivité doit prendre sur son fonctionnement, chaque année, pour couvrir les échéances de prêt car les loyers sont insuffisants.

M. le Maire et Mme Françoise MOREL CAYE indiquent qu'au moment du renouvellement du bail avec la gendarmerie en 2015, la commune est arrivée tout de même à obtenir certaines choses sur ce dossier : En 2015, la commune a renégocié le montant des loyers payés par la gendarmerie, avec l'aide de M. BONNIER, Secrétaire Général de la Préfecture à l'époque, qui avait compris qu'il y avait un problème dans cette opération. Il a fait pression auprès de la gendarmerie pour qu'au moins, les loyers soient augmentés. La commune a obtenu 30.000 € de plus par an et un nouvel indice (ILAT) a été retenu pour la révision des loyers.

Mme MOREL CAYE fait remarquer que pour environ 6 millions d'euros d'encours, la commune paie moins de frais financiers que pour le seul remboursement du prêt « Auxifip ».

A la question concernant le taux d'intérêt de ce prêt, Mme MOREL CAYE répond que le taux d'intérêt est à 5,84%. Elle regrette qu'une renégociation n'ait pas été possible, ce qui aurait permis une économie de 70 000€ environ par an à la commune. Elle revient sur la clause de sortie qui empêche cette renégociation : Auxifip a mis un swap de taux sur 29 ans c'est-à-dire qu'il s'est couvert pour son risque de baisse de taux et a fait supporter complètement ce risque à la commune.

Tous les élus s'accordent à dire que les élus ont été bernés à l'époque et qu'ils auraient dû se méfier. D'où l'importance des compétences nécessaires dans ce type de négociation, ce qui n'a vraisemblablement pas été le cas.

M. le Maire pense que l'équipe en place au moment de ce contrat a eu tort de faire confiance, même si l'Etat et la Gendarmerie étaient partie prenante dans la transaction, et qu'elle aurait dû faire appel à un conseiller financier.

Concernant la date d'échéance de ce prêt, Mme MOREL CAYE répond que la Commune est engagée jusqu'en 2036. Elle indique avoir rencontré, fin 2018, le sénateur Claude Raynal, Président du Comité National d'Orientation et de Suivi du fonds de soutien aux collectivités territoriales ayant souscrit des emprunts à risque. M. Raynal lui a expliqué que le fonds de soutien était clos mais que quoiqu'il en soit l'emprunt Auxifip n'était pas considéré comme un emprunt toxique au sens propre du terme. Il a par ailleurs confirmé qu'il demeurait deux risques pour la commune :

- *Le recalcul du loyer au moment de son renouvellement en 2024 (bail classique de 3 ans qui a déjà été renouvelé deux fois) qui pourrait ne pas être favorable à la commune.*
- *Le non renouvellement du bail par la gendarmerie en 2024.*

Elle ajoute que M. Raynal lui a rapporté avoir été lui-même victime d'un tel prêt sur un bail avec le Commissariat sur la commune de Tournefeuille et lui a conseillé que la commune de Grenade se verse une provision pour gros travaux au moment du renouvellement du bail prévu en 2024 (bail 3-6-9 ans).
M. le Maire indique que des travaux sont réalisés régulièrement par la commune pour la Gendarmerie, dont récemment pour près de 8000€ (chauffage, portail, chaudière…). Il fait remarquer que depuis 3 ans, la Gendarmerie réclame l'installation d'une climatisation, ce qui a été refusé jusqu'à présent.

En réponse à une question de l'assemblée, Mme MOREL CAYE apporte quelques explications : le bail concernant la construction de la gendarmerie est un bail emphytéotique, c'est-à-dire que c'est un crédit-bail immobilier pour lequel la commune est locataire et la gendarmerie sous-locataire. Dans ce type de contrat, il est possible en principe de « sortir » au bout de 9 ans, selon les conditions fixées dans le contrat ; sauf qu'en ce qui concerne le bail emphytéotique de la gendarmerie, AUXIFIP applique des clauses de sortie d'un emprunt classique. Par ailleurs, elle rappelle qu'au mois de mai 2016, un changement d'imputation budgétaire a été opéré car les écritures comptables n'étaient pas passées correctement (elles étaient passées en fonctionnement et non en investissement) ; la gendarmerie n'apparaissait ni dans la dette, ni dans le patrimoine de la commune.

A la question « que se passerait-il si la Gendarmerie mettait fin au bail ? », M. le Maire et Mme MOREL CAYE répondent que la dernière échéance du bail de location passé avec la Gendarmerie est 2024. Si elle décidait de mettre fin au bail, il serait difficile de trouver un nouveau locataire et impossible de rentrer un loyer de 240 000€/an.

Mme MOREL CAYE explique qu'il n'est pas souhaitable que la Gendarmerie parte de cette location car il serait impossible de trouver un repreneur de ce crédit-bail.

En écho aux échanges entre les élus, M. le Maire confirme que la commune pourra envisager de vendre à l'échéance du contrat, mais la vétusté des bâtiments et leur configuration ne seront pas propices à la vente.

Tableau des tombées d'emprunts

2020	2021	2022	2023
1931.09€	25 116.03€	33 294.76€	5 439.20€

Mme MOREL CAYE explique ce que sont les « tombées d'emprunts ». Elle indique qu'il s'agit d'emprunts dont les échéances s'arrêtent. Elle ajoute que cela ne signifie pas qu'il y a extinction de la dette.

Comme on peut le constater la commune ne bénéficie pas d'une extinction de la dette favorable.

Ratios obligatoires :
- **La capacité de désendettement** : endettement/épargne brute : 6,21a, sans AUXIFIP : 4,17a.
  Les recommandations financières : 9 ans.
- **La dette par habitant** : 1023€ avec AUXIFIP, sans 687€, soit une différence de 336€.
- **Le taux d'endettement** : ce ratio mesure la charge de la dette d'une commune par rapport à sa richesse.

Annuité / produits de fonctionnement : 11.50% pour 2019 maximum 15%.
Ratio moyen 10.6% pour 2013.

Le coefficient global de clôture :
Excédent de clôture (FDR)/ Dépenses réelles (fonctionnement+ investissement) X 365 jours.
Pour 2019 : 116 jours. Niveau moyen entre 60 et 90 jours.
Ce ratio est très important car il mesure le nombre de jours pendant lequel la collectivité peut faire face à ses dépenses sans encaisser de recette.
Depuis 6 ans, la volonté d'augmenter le FDR permet de passer les périodes difficiles sans encombre

Mme MOREL CAYE fait remarquer, qu'en 2014, ce ratio était à 15 jours. Elle insiste sur l'importance d'un bon ratio qui permet d'affronter des situations telles que le Covid-19.

6 - <u>Les charges de personnel.</u>

Charges de personnel (F.MOREL DOB 2020)						
3.06.2020						
	2014	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Rémunérations brutes	2257	2281	2285	2333	2351	2387
Supplément familial	48	48	48	44	44	47
Autres indemnités	336	343	338	319	309	329
Rémunérations non titulaires	283	262	314	315	474	679
Emplois d'insertion	160	137	147	163	80	2
Emplois d'avenir et apprentis	113	119	171	200	120	48
Cotisations URSSAF	494	496	505	522	529	528
Cotisations Caisse Retraites	675	673	677	690	684	701
Cotisations ASSEDIC	32	32	39	44	32	27
Cotisations assurance du personnel	114	122	112	103	97	98
versement FNC supplément familial			5	5	8	3
Médecine du travail	13	12	11	12	13	14
Total charges de personnel	4548	4534	4601	4752	4702	4839
Mutualisations		46	22	19		
Contrats aidés		178	232	242	123	50
Le total des charges de personneln'est pas le total des lignes détaillées						

A remarquer :

- Une diminution de la rigidité de la masse salariale : moins de statutaires, plus de contractuels.
- Augmentation de la masse salariale :
  - Revalorisation des catégories C
  - PPCR
  - RIFSEEP
  - Augmentations du point
  - Fin des contrats aidés
  - Evolution des effectifs sur les écoles

Mme MOREL CAYE donne quelques précisions, sur :

- *La fin des « Contrats d'avenir » qui explique l'augmentation des contractuels.*

M. le Maire ajoute que la collectivité a eu jusqu'à 25 contrats aidés à moment donné.

- *L'augmentation du point d'indice en juillet 2016 et janvier 2017.*
- *La mise en place des rythmes scolaires en 2014.*

7 - **Les soldes intermédiaires de gestion**.

	2017	2018	2019	BP 2020
Recettes réelles de fonctionnement	***9155***	***9306***	***9485***	***9101***
70 - Produits de services	734	751	721	460
73 - Impôts et Taxes (sauf 014)	5194	5319	5554	5349
74 - Dotations participations	2909	2928	2892	3002
75 - Autres produits de gestion courante	318	308	318	290
Dépenses réelles de fonctionnement	***7465***	***7387***	***7793***	***8150***
60 - Achats variations de stocks	1118	1110	1076	1053
61 - Services extérieurs	647	628	772	864
62 - Autres services extérieurs (sauf 621)	241	236	370	357
63 - Impots et taxes	10	10	10	10
012 - Charges du personnels (-013)	4752	4702	4839	5121
65 - Autres charges de gestion	697	701	726	745
Excédent brut de fonctionnement	***1690***	***1919***	***1692***	***951***
77 - Produits exceptionnels (sauf 775-776-777-79)	95	107	130	52
67 - Charges exceptionnelles	11	11	11	14
Epargne de gestion	***1774***	***2015***	***1811***	***989***
66 - Charges financières	338	372	348	327
Epargne brute	***1436***	***1643***	***1463***	***662***
16 - Remboursement en capital	770	723	743	790
Epargne nette	***666***	***920***	***720***	***-128***

Concernant les « Produits exceptionnels », Mme MOREL CAYE indique que la somme qui sera inscrite au BP 2020 a été revue à la baisse compte tenu de l'impact de la crise sanitaire sur les entreprises locales.
M. le Maire se dit néanmoins confiant.

8 - Le tableau d'équilibre général.

Tableau d'équilibre						V3 du 08/06/20
		2017	2018	2019	BP 2020 en k€
Produits de fonctionnement	(1)	9150	9306	9485	9 101
c/70					
c/73 (sauf 014)					
c/74					
c/75					
Charges de fonctionnement	(2)	7466	7388	7793	8 150
c/60					
c/61					
c/62 (sauf 621)					
c/63					
chap 012(-013)					
chap 65					
Epargne Brute de Fonctionnement	(3)	1684	1918	1692	951
Produits excptionnels	(4)	95	107	130	52
Chap 77 (sauf 775, 776, 777, 779)					
Charges exceptionnelles	(5)	11	11	11	14
Chap 67					
EPARGNE DE GESTION	(6)	1768	2014	1811	989
(6) = (3) + (4) - (5)					
Charges financières	(7)	338	372	348	327
Chap 66					
EPARGNE BRUTE	(8)	1430	1642	1463	662
(8) = (6) - (7)					
Remboursement Capital Emprunts	(9)	768	723	743	790
Chap 16					
EPARGNE NETTE	(10)	662	919	720	-128
(10) = (8) - (9)					
Recettes d'investissements	(11)	659	980	1075	1 073
subventions		252	440	518	528
FCTVA		260	211	320	152
Taxes Aménagement		144	197	151	150
SMEA					223
Opérations pour cpte tiers		3	132	86	20
CAPACITE D INVESTISSEMENTS	(12)	1321	1899	1795	945
(12) = (10) + (11)					
Dépenses d'investissements	(13)	1443	1824	1274	3 702
Dépenses d'équipements					
Acquisitions d'immobilisations					
Opérations pour le compte de tiers	(14)		421	201	90
Apurement des ICNES	(15)	0	0	0	40
c/1068 Dépenses					
BESOIN DE FINANCEMENT	(16)	122	396	320	2 887
(16) = (13) -(12) + (14) + (15)					
Cessions d'immobilisations	(17)	200	95	98	220
chap 024					
Emprunts contractés	(18)	670	0	0	150
Chap 16					
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	(19)	748	-251	418	2 517
(19) = (16)-(17)-(18)					
Fonds de roulement n-1	(20)	1931	2679	2427	2 846
NOUVEAU FONDS DE ROULEMENT	(21)	2679	2427	2846	329

Mme MOREL CAYE attire l'attention des élus sur :

- *Les opérations pour le compte de tiers : ce sont des travaux que la commune réalise pour le SDEHG, le SMEA et la CCHT et dont elle se fait rembourser une partie.*
- *Les cessions d'immobilisations : elles correspondent à l'achat de la maison située avenue de Guiraudis, pour permettre à Intermarché de s'agrandir.*

Mme MOREL CAYE conclut sur le nécessité, l'an prochain, de faire des économies pour maintenir le coefficient de liquidité qui risque de poser des problèmes.

M. le Maire insiste sur le fait que n'apparaissent pas dans les recettes, les subventions demandées mais qui n'ont pas encore été notifiées.

9 - <u>Les ratios.</u>

Marge d'autofinancement :

Ce sont : les dépenses réelles de fonctionnement + remboursement de la dette / recettes réelles de fonctionnement.

C'est la capacité que la commune a pour autofinancer ses investissements.

2017	2018	2019
90.01%	91.26%	89.99%

La strate est à 91,3%.

Ce ratio fait partie des seuils d'alerte qui se déclenche à 1 pendant deux exercices.

Mme MOREL CAYE précise que si ce seuil atteignait 100%, cela signifierait que la collectivité ne serait plus capable d'autofinancer ses investissements et qu'elle devrait faire appel à des emprunts. Or, pour faire de l'emprunt il faut avoir une capacité d'autofinancement ou de la capacité avec des tombées d'emprunts.

Taux d'épargne brute : mesure le niveau d'autofinancement.

EPARGNE BRUTE /recettes réelles de fonctionnement = 15,22%.

Ratio moyen des communes en 2013 : 15%.

Rigidité des charges structurelles :

Charges de personnel + annuité de la dette/produits de fonctionnement

2017	2018	2019
0.63	0.61	0.63

Seuil : 0,80.

10 - <u>Les principaux investissements.</u>

Pour rappel, le bloc communal porte plus de la moitié des investissements réalisés par les collectivités territoriales.

A l'issue de la crise sanitaire, il est important de participer à la relance de l'économie locale. Toutefois, il est important aussi de mesurer à quel point l'équilibre financier de la commune sera impacté. Il faut donc trouver un juste équilibre et sélectionner les projets prioritaires.

- **Dessiner la ville de demain par un développement maîtrisé :**
  - Urbaniser l'entrée de ville la Hille 193 000€
  - Aménager l'Entrée de ville Croix de Lamouzic 22 000€
  - Aménager le Quai de Garonne - Phase 1 240 000€
  - Aménager le Quai de Garonne - Phase 2 751 000€

- **Contribuer au bien-être et à la sécurité de la population**
  - Etendre le dispositif de vidéo protection 274 000€

- **Reconquérir le cadre de vie**
  - Restaurer l'Eglise 30 000€
  - Rouvrir et réhabiliter l'ilôt Crayssac 82 000€
  - Revitaliser le centre-ville (acquisition ADAMAT) 20 000€
  - Réaménager le cimetière Saint Bernard 100 000€
  - Reconfigurer les jardins :
    - Mairie 174 000€
    - Salle des fêtes 18 000€
    - Cour Espace l'Envol 29 400€.

CONCLUSION :

Face à ces contraintes, sous quelle forme l'Etat demandera-t-il aux collectivités locales, de contribuer à l'effort national ?
De la reprise à la relance : vers une approche territoriale ?
Article de la Banque des Territoires - 6 mai 2020 - Annexe 3.
L'après-virus : les collectivités auront un nouveau rôle à jouer au service d'un nouveau projet de société.
Article Gabriel Perdriau - La Tribune 16 avril 2020 - Annexe 4.

Mme MOREL CAYE souligne qu'en 2019, les collectivités du bloc communal a réalisé 56% des investissements en France.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **prend acte de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2020.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul LE MAIRE,
Maire de Grenade,

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 62/2020 - Tarifs des services communaux.

Vu la délibération n° 39/2019 du 09/04/2019 fixant les tarifs communaux, délibération complétée par la décision du Maire n° 37/2019 du 13.11.2019,

Vu la crise sanitaire de Covid-19 et ses conséquences,

Considérant que la Commune doit être solidaire de la relance économique et soutenir ses administrés,

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- décide de ne pas augmenter les tarifs communaux cette année,
- de maintenir les tarifs votés en 2019 (voir détail en annexe).

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 63/2020 - Subvention exceptionnelle au Comité d'Animation.

M. le Maire propose au Conseil Municipal d'accorder au **Comité d'Animation,** une subvention d'un montant total de **766,80 €,** équivalente au total des droits de place encaissés par la régie municipale à l'occasion du vide-grenier organisé par ladite association, le 08.03.2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve la proposition de M. le Maire et autorise le versement de cette subvention.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 64/2020 - Convention de partenariat 2020 entre la Ville de Grenade et l'Association Arbres et Paysages d'Autan.

Mme IBRES, conseillère municipale déléguée, expose :

La Ville de Grenade a été reconnue le 22 novembre 2019, Territoire Engagé pour la Nature (T.E.N.), par un jury constitué par la DREAL, les Agences de l'Eau Adour Garonne et Rhône Méditerranée Corse, la Région et l'Agence Française pour la Biodiversité. Ce titre est accordé pour 3 ans.

Le projet T.E.N. de Grenade décline différents axes autour de la place de l'Arbre dans la Ville :

- Sensibiliser et former,
- Connaître et inventorier,
- Agir et planter.

La Ville a décidé de s'entourer de différentes expertises pour être conseillée et mener à bien ses actions. A ce titre, elle a adhéré à l'association Arbres et Paysages d'Autan.

Arbres et Paysages d'Autan est une association qui a pour objectif de promouvoir l'arbre de pays dans la sauvegarde et la restauration du paysage rural. Elle conseille et aide les particuliers comme les collectivités dans leurs actions de plantation, sensibilise par le biais d'interventions, de prêt de matériels pédagogiques, de création d'outils et met en œuvre des expérimentations sur le paillage, la valorisation des déchets verts ou encore la lutte contre l'érosion.

Arbres et Paysages d'Autan et la Ville de Grenade ont défini des objectifs communs :

- Améliorer l'aménagement et la gestion des espaces verts et naturels de la commune dans le cadre d'entretien et de plantations durables avec des arbres et des arbustes locaux,

- Sensibiliser et assister les élus et les Services Techniques de la Commune concernant le patrimoine arboré,

- Sensibiliser les habitants aux techniques de plantation respectueuses de l'environnement et à la découverte de la biodiversité,

- Communiquer sur les actions menées et leur pertinence auprès des habitants de la commune.

Cette convention sera reconduite annuellement après bilan et ajustement des actions et des modalités financières.

Pour l'année 2020, Arbres et Paysages d'Autan a proposé un programme d'actions visant :

- un accompagnement technique pour la plantation d'un verger communal participatif (en associant les habitants) et son suivi,
- la mise en place d'ateliers/échanges techniques à destination des élus et des agents de la commune,
- la sensibilisation des habitants (notamment par l'animation d'un débat suivant la projection d'un film) et la valorisation des actions menées.

L'association met en place ces actions pour partie dans le cadre du programme d'éducation à l'environnement cofinancé par la Région Occitanie, la DREAL et le Conseil Départemental (cf. annexe 1 de la convention) et du programme « Plant'arbre » subventionné par la Région Occitanie.

Mme IBRES propose que la Ville de Grenade contribue à la mise en œuvre de ces actions en accordant une subvention à l'association Arbres et Paysages d'Autan à hauteur de **2 845,00 €** pour l'année 2020.

Délibération adoptée :

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 74/2019 du 02/07/2019 relative à la signature du Contrat Bourg-Centre,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 95/2019 du 27/08/2019 portant candidature de la Ville de Grenade à la reconnaissance de Territoire Engagé pour la Nature,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 110/2019 du 15/10/2019 portant sur l'adhésion de la Ville auprès des associations de soutien à la démarche de revitalisation du bourg-centre et aux actions liées à la reconnaissance de Grenade comme « Territoire Engagé pour la Nature »,

Considérant l'avis favorable du jury régional décerné pour la reconnaissance des Territoires Engagés pour la Nature,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- approuve les termes de la convention jointe en annexe,
- donne son accord pour la signature de la convention de partenariat Ville de Grenade/Arbres et Paysages d'Autan,
- autorise le versement d'une subvention de 2 845 € à l'association Arbres et Paysages d'Autan au titre du soutien à la mise en œuvre du programme d'actions 2020,
- décide d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget primitif, chapitre 6574,
- autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 65/2020 - Subventions 2020 aux associations.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve les subventions 2020 aux associations conformément au tableau joint en annexe.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 66/2020 - Contrats d'objectifs pluriannuels 2020-2023 à passer avec les associations.

M. le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal, les contrats d'objectifs pluriannuels 2020-2023 et les conventions de mise à disposition de locaux, matériels et mobiliers s'y rapportant, à passer avec les associations suivantes :

- **Associations à caractère sportif :** *Cercle Nautique, Grenade Football Club, Grenade Roller Skating, Grenade Sports, Grenade Tennis Club, Grenade Volley Ball et Société Hippique.*

- **Associations à caractère culturel** *: Comité d'Animation, Foyer Rural de Grenade, et Multimusique.*

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve les documents présentés et autorise Mr. le Maire à les signer avec les associations concernées *(cf documents joints en annexe)*.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 67/2020 - Vote du taux des taxes communales.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de fixer les taux des taxes communales, comme suit :

	Rappel taux 2019	***Taux 2020***
Taxe foncier bâti	27.76 %	**27.76 %**
Taxe foncier non bâti	91.49 %	**91.49 %**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 68/2020 - Contributions 2020 aux organismes de regroupement et concours divers 2020.

Le Conseil Municipal,

Sur proposition de Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux Finances,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

décide d'inscrire au Budget Primitif 2020 :

- **au compte 65548,** les contributions 2020 aux organismes de regroupement, à savoir :

Organismes	Objet	Inscriptions 2019		Réalisations 2019	BP 2020
Synd. Départemental d'Electricité (SDEHG)	Effacement réseau France Telecom rue de l'Egalité	20.500 €		20.240,00 €	20.240 €
Synd. Départemental d'Electricité (SDEHG)	Remboursement Annuités	65.190 €		65.150,03 €	74.400 €
Synd. Départemental d'Electricité (SDEHG)	Participation bornes de rechargement véhicules électriques	- €		291,37 €	350 €
CD 31- Transport personnes âgées	Participation annuelle	III)		-€	-€
Synd. Mixte Protection de l'Environnement	Participation annuelle	600 €		443,70 €	500 €
	TOTAL	86.490 €		86.125,10 €	95.490 €

- **au compte 6281,** les concours divers 2020, à savoir :

Organismes	Objet	Inscriptions 2019	Réalisations 2019	BP 2020
Autres concours		**9.510 €**	**9.195,98 €**	**10.100 €**
-Association des Petites Villes de France	Participation annuelle		887,40 €	900 €
-ANDES (Assoc. Nationale Des Elus en charge du Sport)	Participation annuelle		232,00 €	250 €
-AGORES	Participation annuelle		-€	100 €
-ORQUASI	Participation annuelle		-€	
-AMF 31 (Association des Maires de France)	Participation annuelle		1.671,00 €	1.700 €
-Haute-Garonne Ingénierie (ATD)	Participation annuelle		3.199,68 €	3.200 €
-FRANCAS Midi-Pyrénées	Participation annuelle		100,00 €	100 €
-Rallumons l'Etoile	0,35€ x 8874 hab		3.105,90 €	3.132 €
-Arbres et Paysages d'Autan	Participation annuelle			200 €
-Sites et Cités remarquables	Participation annuelle			400 €
Autres concours		**200 €**	**175,00 €**	**500 €**
-Les Amis des Archives de la Haute-Garonne	Participation annuelle		40,00 €	50 €
-Fondation du Patrimoine	Participation annuelle		-€	300 €
-ADRC (Agence pour le Développement Régional du cinéma)	Participation annuelle		135,00 €	150 €
	TOTAL	**9.710 €**	**9.370,98 €**	**10.600 €**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 69/2020 - Autorisations de programmes / Crédits de paiement 2020.

Le Conseil Municipal,

Sur proposition de Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux Finances,

après en avoir délibéré, à l'unanimité, **approuve les AP/CP 2020 dont le détail figure en annexe.**

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 70/2020 - Budget primitif 2020 de la Commune.

Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux Finances, présente au Conseil Municipal, le Budget Primitif 2020 de la commune qui s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de :

- Section de Fonctionnement : 11.930.254,58 €,
- Section d'Investissement : 5.396.631,64 €,

et dont la vue d'ensemble est la suivante :

FONCTIONNEMENT		FONCTIONNEMENT	
		Dépenses	Recettes
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	11.930.254,58 €	9.284.471,71 €
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser (RAR) de l'exercice précédent		
	Résultat de fonctionnement reporté		2.645.782,87 €
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (RAR + Résultat + Crédits votés)	11.930.254,58 €	11.930.254,58 €

INVESTISSEMENT		INVESTISSEMENT	
		Dépenses	Recettes
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	4.030.824,00 €	4.954.187,11 €
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser (RAR) de l'exercice précédent	756.566,92 €	442.444,53 €
	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	609.240,72 €	
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (RAR + Résultat + Crédits votés)	5.396.631,64 €	5.396.631,64 €

TOTAL DU BUDGET	**17.326.886,22 €**	**17.326.886,22 €**

Entendu l'exposé,

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, à l'unanimité, **approuve le Budget Primitif 2020** de la Commune.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 71/2020 - Mécénat 2020 / Complexe sportif et culturel du Jagan.

M. le Maire expose :

Dans le cadre du fonctionnement du complexe sportif et culturel du Jagan situé 752, route de Launac à Grenade, la Ville de Grenade a lancé pour la sixième année consécutive, un appel à mécénat.

Les fonds récoltés serviront au paiement des loyers et des frais de fonctionnement du bâtiment.

La loi n° 2003-709 du 1er août 2003 modifiée relative au mécénat, aux associations et aux fondations ouvre droit à une réduction d'impôt égale à 60 % du montant des versements des entreprises effectués au profit d'œuvres ou organismes d'intérêt général.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **approuve les termes de la convention « type »** dont le texte est joint en annexe, fixant les conditions de mécénat, à passer entre la commune de Grenade et les mécènes,

- **autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention, au titre de l'année 2020, avec les mécènes suivants :**

Partenaires	*Adresse*	*Mécénat financier*
Club d'Entreprises du Nord Toulousain	Avenue Lazare Carnot 31330 Grenade	500 €
Immobilier La Vallée EURL	21, rue Pérignon 31330 Grenade	200 €
JPCS Immobilier	51, avenue du Président Kennedy 31330 Grenade	500 €
SARL Garage MALDONADO (Peugeot)	Route de Toulouse 31330 Grenade	500 €
SAS GRENADINE - SUPER U	Avenue du Président Kennedy 31330 Grenade	5.000 €
SB Constructions	27, chemin de la Croix 31330 Grenade	1.000 €
TENDANCE OCCITANE	51, avenue du Président Kennedy 31330 Grenade	200 €

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 72/2020 - Apurement des ICNE (suite à une observation de la Chambre Régionale des Comptes).

Mme MOREL CAYE, Maire Adjoint déléguée aux Finances, explique que les comptes des collectivités territoriales font régulièrement l'objet de contrôles de la Chambre Régionale des Comptes.

Ces contrôles s'effectuent le plus généralement directement auprès du comptable de la collectivité, c'est-à-dire le trésorier ou percepteur (qui traite et valide les opérations comptables de la collectivité), et parfois sur site.

Au cas d'erreurs ou d'anomalies détectées à l'occasion d'un de ces contrôles, la Chambre émet des observations et la collectivité doit « régulariser » ses comptes.

En début d'année 2020, la CRC a émis une observation concernant la régularisation des écritures comptables relatives aux ICNE (intérêts courus non échus). En effet, en 2006, la collectivité avait choisi de neutraliser l'incidence budgétaire liée à la mise en place des ICNE en utilisant le c/1069.

Il s'avère que depuis la réforme sur le traitement des ICNE (2005/2006), l'apurement du c/1069 n'a pas été effectué.

La CRC demande donc un apurement de ce compte pour un montant de 119.825,00 €.

Compte tenu de l'incidence budgétaire et du montant de cette somme,

Sur proposition de Mme MOREL CAYE,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- décide d'apurer ce compte sur 3 années comme suit :

  2020 : 39.942,00 €

  2021 : 39.342,00 €

  2022 : 39.341,11 €,

- s'engage à inscrire ces sommes sur les budgets 2020, 2021 et 2022 afin de procéder à cette régularisation.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 73/2020 - Contrat Local d'Accompagnement (CLAS). Année scolaire 2020-2021.

Demande de subventions.

Mr. le Maire donne connaissance au Conseil Municipal, du bilan du CLAS 2019-2020.

Il propose que la commune poursuive ses actions en faveur de l'accompagnement scolaire des enfants d'élémentaire et des collégiens pour l'année 2020-2021. Les actions proposées s'inscrivent dans le cadre de la charte nationale de l'accompagnement scolaire.

Deux actions seront proposées :

o une action pour les enfants de l'école élémentaire « La Bastide » (groupe de 12 élèves) et pour les enfants de l'école élémentaire « Jean-Claude Gouze - Dieuzaide » (groupe de 12 élèves),

o une action pour les collégiens du Collège « Grand Selve » (groupe de 12 jeunes, de la 6éme à la 3ème).

Le projet 2020-2021 aura comme objectif :

En ce qui concerne l'accompagnement des enfants, de permettre à chaque enfant de la commune de pouvoir bénéficier d'un accompagnement à la scolarité en complément de l'école :

- Développer la confiance des enfants et adolescents dans leurs capacités et possibilités,

- Faire comprendre l'intérêt et le sens des apprentissages,

- Encourager par les pratiques, le goût de la culture la plus diversifiée,

- Aider à l'organisation du travail personnel et renforcer la régularité et l'assiduité scolaire,

- Donner l'envie d'apprendre par le plaisir de la découverte,

- Participer à la lutte contre le décrochage scolaire.

En ce qui concerne l'accompagnement des familles, de permettre et de créer du lien, de l'information, du soutien, de l'accompagnement entre le parent/l'enfant/l'école :

- Faciliter les relations entre les familles et l'école,

- Accompagner et soutenir les parents dans le suivi et la compréhension des besoins des enfants, notamment pour l'intérêt porté à leur scolarité,

- Etre attentif aux familles les plus en difficultés,

- Inciter à la création d'espaces d'information et de dialogue et d'écoute à destination des parents.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ❖ approuve l'opération « CLAS 2020-2021 »,
- ❖ sollicite l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales et du Conseil Départemental de la Haute-Garonne dans le cadre de ce dossier.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 74/2020 - Renforcement de l'éclairage des terrains de rugby « Jean Merlo » et « Cayenne ».

Mme BOULAY, Maire Adjoint déléguée à l'Urbanisme, indique que, suite à la demande de la commune du 25 septembre 2019, le SDEHG a réalisé l'avant-projet sommaire de l'opération consistant au **renforcement de l'éclairage des terrains de rugby « Jean Merlo » et « Cayenne » :**

- *Pose de deux nouveaux ensembles lumineux pour éclairer les zones d'entrainements aux abords des stades « Jean Merlo » et « Cayenne »,*
- *Ensemble composé d'un poteau béton de 16 mètres pour supporter deux projecteurs IM 2000W.*
- *Création de deux nouveaux départs dans l'armoire de commande « RugbyCde2 » pour contrôler séparément les deux ensembles,*
- *Création d'environ 120ml de réseau en terrain naturel,*
- *Arrêté du 27.12.2019 : installation de type « c ».*

Compte tenu des règlements applicables au SDEHG, la part restant à la charge de la commune se calculerait comme suit :

❖ TVA (récupérée par le SDEHG)	4 764 €
❖ Part SDEHG 12 100 €	
❖ **Part restant à la charge de la commune (ESTIMATION)**	**13 386 €**
Total	30 250 €.

Avant d'aller plus loin dans les études de ce projet, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Dès réception de cette délibération, les services techniques du syndicat pourront finaliser l'étude et le plan d'exécution sera transmis à la commune pour validation avant planification des travaux.

Ce projet nécessitant la création d'un nouveau point de comptage, un contrat de fourniture d'électricité sera conclu par la commune qui se chargera de la mise en service du raccordement en question.

Sur proposition de Mme BOULAY,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- approuve l'avant-projet sommaire présenté.
- décide de couvrir la part restant à la charge de la commune par voie d'emprunt et de prendre rang sur le prochain prêt du SDEHG. Dans ce cas, l'annuité correspondante qui sera fonction du taux d'intérêt obtenu lors de la souscription, est estimée à environ 1.298 € sur la base d'un emprunt de 12 ans et sera imputée au compte 6554 en section de fonctionnement du budget communal.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 75/2020 - Revitalisation du bourg-centre - Aménagement urbain de l'entrée de ville - Rue Gambetta. Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Grenade et le SMEA 31.

M. le Maire expose :

En fin d'année 2016, la commune a décidé de lancer une réflexion globale de revitalisation de son centre-bourg afin de stopper la dégradation des immeubles et des logements, la disparition de logements sociaux en centre-ville, la fermeture des commerces de proximité ainsi que la détérioration progressive de l'espace public. Dans le cadre de cette démarche, la commune souhaite engager, dans les années à venir, un réaménagement et une requalification des espaces publics du centre-ville.

La rue Gambetta est un axe de déplacement prioritaire dans la bastide. Un premier tronçon situé entre la RD17 et la rue République a déjà fait l'objet de travaux de réaménagement, il y a environ 15 ans.

La commune a prévu d'engager cette année des travaux sur le second tronçon situé entre la rue République et les Allées Sébastopol.

La commune a obtenu un financement du Conseil Départemental de la Haute-Garonne, au titre du programme des travaux d'urbanisation 2019.

Dans le cadre de cette opération, la commune et le SMEA 31 ont en projet la création d'un réseau d'eaux pluviales, relevant de la compétence du Syndicat.

Les deux parties souhaitent faire réaliser ces travaux, voire la mission de maîtrise d'œuvre associée, par les mêmes entreprises et par les mêmes prestataires afin d'assurer une meilleure coordination des travaux, d'en réduire le coût pour les deux parties, d'en réduire les délais d'exécution et d'en limiter les désagréments aux riverains.

Pour ce faire, les parties contractantes ont décidé de recourir à la loi du 12 juillet 1985, modifiée par l'ordonnance du 17 juin 2004 sur la maîtrise d'ouvrage publique. L'article 2 de cette loi précise que lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage relèvent simultanément de plusieurs maîtres d'ouvrages, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

En application de la loi précitée,

Vu l'intérêt que présente la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique dans le cadre des travaux « Revitalisation du bourg-centre - Aménagement urbain de l'entrée de ville - Rue Gambetta »,

Sur proposition de M. le Maire, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **décide que la Commune de Grenade assurera la maîtrise d'ouvrage** pour les travaux « Revitalisation du bourg-centre - Aménagement urbain de l'entrée de ville - Rue Gambetta »,

- **approuve les termes de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée** entre la Commune de Grenade et le SMEA 31, dont le texte est joint en annexe,

- **autorise Mr. le Maire à signer** ladite convention.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 76/2020 - Revitalisaton du centre-bourg.

Aménagement urbain de l'entrée de ville (route d'Ondes - Quai de Garonne - Allées Alsace Lorraine).

Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Grenade et le SMEA 31.

M. le Maire expose :

Située dans le « corridor d'urbanisation » qui relie Toulouse à Montauban, la Ville de Grenade s'est fortement développée grâce à la proximité de nombreux axes de communication : voie ferrée, routes départementales et autoroute.

Positionnée à l'intersection de trois routes départementales majeures RD2, RD17 et RD29, Grenade est une ville de passage qui bénéficie mais également souffre d'une constante augmentation du trafic routier en direction du Nord Toulousain.

Ses entrées de ville ne révèlent, à ce jour, ni la qualité du centre-bourg, ni sa dimension patrimoniale.

Ces entrées de ville, au croisement de la RD17 et de la route de la Hille et du Quai de Garonne, est la seule à avoir conservé au cours des années une vue panoramique sur la bastide qui permet de comprendre d'un seul regard de choix d'implantation original du bourg, sur un plateau qui domine les terres agricoles inondables. Le réaménagement de cette entrée de ville doit permettre de redécouvrir et de mettre en valeur ce socle urbain qui forme l'assise de la bastide.

A ce jour, les aménagements existants répondent prioritairement à des objectifs de fluidité d'un réseau routier extrêmement saturé. En effet, la RD17, dans sa traversée de Grenade, représente l'un des deux points de franchissement de la Garonne du Nord Toulousain, ce qui augmente de manière notoire la densité du trafic sur cette voie.

La commune est consciente que l'attractivité et l'accessibilité de son centre ancien passe obligatoirement par un réaménagement et une requalification des espaces publics en adéquation avec l'évolution des usages et de la demande sociale. L'espace public peut être un levier pour inverser le processus de dévitalisation et redonner confiance aux propriétaires privés et aux investisseurs.

Aujourd'hui, la RD17 qui longe la Bastide, crée une rupture importante dans le centre-ville, de par sa configuration exclusivement routière.

Afin de répondre à l'attente sociale et aux souhaits des élus, cette entrée de ville doit être apaisée afin de sécuriser davantage les différents modes de déplacement ainsi que la traversée piétonne de la RD vers l'esplanade des allées Alsace Lorraine. Les aménagements qui seront réalisés doivent lui donner un caractère plus urbain.

La redynamisation du centre-bourg passe également par la question des transports en commun. C'est pour cela que ce projet s'attachera à améliorer les conditions d'accès aux bus de la ligne 2 du réseau Arc-en-ciel pour les Grenadains.

Afin de répondre à ces différents objectifs, cette opération portera sur :

- Le choix de solutions techniques pour sécuriser et fluidifier la circulation sur cet axe (RD17) à l'intersection de la route de la Hille et du Quai de Garonne qui soient compatibles avec les enjeux patrimoniaux du site.

- La création d'une traversée sécurisée pour les piétons entre les deux esplanades : celle du Quai de Garonne et celle des Allées Alsace Lorraine,

- L'aménagement de l'arrêt des bus de la ligne 2.

Dans le cadre de cette opération de réaménagement de l'entrée de ville, la Commune et le SMEA ont comme projet commun de moderniser les réseaux d'eau, d'assainissement et de pluvial, relevant de la compétence du Syndicat.

Les deux parties souhaitent faire réaliser ces travaux, voire la mission de maîtrise d'œuvre associée, par les mêmes entreprises et par les mêmes prestataires afin d'assurer une meilleure coordination des travaux, d'en réduire le coût pour les deux parties, d'en réduire les délais d'exécution et d'en limiter les désagréments aux riverains.

Pour ce faire, les parties contractantes ont décidé de recourir à la loi du 12 juillet 1985, modifiée par l'ordonnance du 17 juin 2004 sur la maîtrise d'ouvrage publique. L'article 2 de cette loi précise que lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage relèvent simultanément de plusieurs maîtres d'ouvrages, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

En application de la loi précitée,

Vu l'intérêt que présente la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique dans le cadre des travaux « Revitalisation du bourg-centre - Aménagement urbain de l'entrée de ville - route d'Ondes - Quai de Garonne - Allées Alsace Lorraine »,

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **décide que la Commune de Grenade assurera la maîtrise d'ouvrage** pour les travaux « Revitalisation du bourg-centre - Aménagement urbain de l'entrée de ville - route d'Ondes - Quai de Garonne - Allées Alsace Lorraine »,

- **approuve les termes de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée** entre la Commune de Grenade et le SMEA 31, dont le texte est joint en annexe,

- **autorise Mr. le Maire à signer** ladite convention.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 77/2020 - Travaux d'urbanisation sur l'emprise de la RD 17.

Convention à passer avec le Conseil Départemental 31.

M. le Maire rappelle au Conseil Municipal que dans le cadre du programme départemental d'investissement routier, la commune a sollicité l'inscription des études concernant la création d'un giratoire sur la RD 17 (route de Montaigut) à l'intersection avec le chemin de Piquette, par délibération en date du 05.07.2017.

Considérant le dossier technique élaboré par la maîtrise d'œuvre,

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **approuve** l'avant-projet présenté,
- **approuve et autorise** M. le Maire à signer la convention (dont le texte est joint en annexe) à passer entre la Commune de Grenade et le Département de la Haute-Garonne fixant les conditions administratives, techniques et financières dans lesquelles la commune va réaliser cette opération de travaux d'urbanisation sur l'emprise de la RD 17, route de Montaigut, du PR66+000 au PR66+200 et les modalités d'entretien ultérieur des aménagements réalisés,
- **sollicite** l'inscription de la part chaussée de l'opération au programme 2020 des travaux d'urbanisation,
- **sollicite** l'aide du Conseil Départemental pour les travaux de la part communale,
- **s'engage** à rétrocéder au Département, moyennant l'euro symbolique, une partie de la parcelle cadastrée section F n° 2829, nécessaire à la réalisation du projet.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 78/2020 - Régularisation de servitudes entre M. et Mme BARBIERO et la Commune de Grenade.

M. le Maire expose :

M. et Mme Gilbert BARBIERO sont propriétaires de la parcelle cadastrée section C n° 264, située 33, chemin du Pont du Diable. Le bien est constitué d'une maison à usage d'habitation avec piscine et d'un terrain attenant.

La Commune de Grenade, quant à elle, est propriétaire de la parcelle section C n° 2501, située « La Croix d'Huc », mitoyenne à la propriété de M. et Mme Gilbert BARBIERO susvisée, constituée d'un chemin d'accès et d'un terrain sur lequel est implanté une ancienne station d'épuration.

Le but de la présente délibération est de permettre à M. et Mme BARBIERO et à la Commune de régulariser, par acte authentique, sans indemnité, diverses servitudes grevant ou profitant à leurs fonds respectifs.

Ainsi, la Commune de Grenade reconnaît deux servitudes au profit des époux BARBIERO :

❖ ***Une servitude de vue :***

Deux ouvertures ont été créées en 1987 sur la façade Nord de la maison appartenant à M. et Mme BARBIERO donnant sur le chemin d'accès à l'ancienne station d'épuration (parcelle C n° 2501), qui se trouve ainsi grevé d'une servitude de vue, réelle et perpétuelle, acquise par prescription trentenaire, à la suite de l'absence de toute contradiction.

❖ ***Une servitude d'égout de toit*** :

Une partie des eaux pluviales de la toiture de la maison de M. et Mme BARBIERO s'écoule dans une gouttière longeant la façade Nord et surplombant le chemin d'accès à la station d'épuration (parcelle C n° 2501).

Pour leur part, les époux BARBIERO reconnaissent une servitude au profit de la Commune de Grenade :

❖ ***Une servitude de passage :***

Il s'agit plus précisément du passage, sur la parcelle C n° 264, d'une canalisation souterraine d'eau permettant l'arrosage des terrains de sports de Carpenté, au moyen d'une motopompe installée en bordure de la Save.

Afin de régulariser ces différentes servitudes,

Sur proposition de M. le Maire,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- approuve les termes de la convention dont le texte est joint en annexe, à passer entre la Commune de Grenade et M. et Mme Gilbert BARBIERO,

- autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention, par acte notarié établi par Me BOULADE, Notaire à Castelnau d'Estretefonds (Office notarial SCP Jean-Claude ARAGON, Eric FOURNIE, Guillaume TOUSSAINT et Aurélien FOURNIE),

- acte que tous les frais inhérents à cette régularisation seront à la charge de M. et Mme BARBIERO.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne

Commune : **Grenade sur Garonne**

Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE

DE GRENADE-SUR-GARONNE

Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :

M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :

Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 79/2020 - Exclusion de certains lotissements du champ d'application du droit de préemption urbain.

- **PA n° 03123219W0002 et PA n°03123219W0002M01accordés à la SAS Les Parcs Aménageur respectivement le 19/09/2019 et le 23/04/2020 pour la réalisation de neuf lots.**
- **PA n° 03123216W0001 et PA n° 03123216W0001M01 accordés à Mme Taurines et M. Cazelles respectivement le 08/03/2017 et le 02/04/2020 pour la réalisation de huit lots.**

Mme BOULAY, Maire Adjoint déléguée à l'Urbanisme, expose :

Par délibération en date du 20 septembre 2005, le Conseil Municipal a institué le Droit de Préemption Urbain sur les zones urbaines (U) et les zones d'urbanisation future (AU) délimitées par le Plan Local d'Urbanisme.

Les lotisseurs SAS Les Parcs Aménageur et Mme Taurines & M. Cazelles ont été autorisés par arrêté à réaliser les lotissements suivants sur les parcelles cadastrales répertoriées dans le tableau ci-dessous :

Référence PA	Date Arrêté	Lotisseur	Nombre de lots	Adresse	Parcelles cadastrales
PA03123219W0002 et PA03123219W0002M01	21/05/2019 06/03/2020	SAS Les Parcs Aménageur	9	Route de Toulouse 31330 Grenade	Section F n° 995, 3138 et 3145
PA03123216W0001 et PA03123216W0001M01	12/12/2016 27/01/2020	Mme Taurines et M. Cazelles	8	Chemin Vieux de Verdun 31330 Grenade	Section C n° 289 et 290

Les lots de ces lotissements vont prochainement être mis à la vente. Afin d'éviter la multiplication des déclarations d'intention d'aliéner pour des terrains qui n'ont pas d'intérêt pour la Commune, il est proposé au Conseil Municipal d'exclure ces lotissements du champ du Droit de Préemption Urbain, au titre de l'article L211-1, alinéa 4 du Code de l'Urbanisme.

L'article L211-1, alinéa 4 du Code de l'Urbanisme dispose : « *Lorsqu'un lotissement a été autorisé ou une zone d'aménagement concerté créée, la commune peut exclure du champ d'application du droit de préemption urbain la vente des lots issus dudit lotissement ou les cessions de terrain par la personne chargée de l'aménagement de la zone d'aménagement concerté. Dans ce cas, la délibération du Conseil Municipal est valable pour une durée de 5 ans à compter du jour où la délibération est exécutoire* ».

Par ailleurs, conformément à l'article R 211-2 du Code de l'Urbanisme, « *la délibération par laquelle le Conseil Municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent décide, en application de l'article L 211-1, d'instituer ou de supprimer le Droit de Préemption Urbain ou d'en modifier le champ d'application, est affichée en mairie pendant un mois. Mention en est insérée dans deux journaux diffusés dans le département. Les effets juridiques attachés à la délibération mentionnée au premier alinéa ont pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité mentionnées audit alinéa. Pour l'application du présent alinéa, la date à prendre en considération pour l'affichage en mairie est celle du premier jour où il est effectué*. ».

Sur proposition de Mme BOULAY,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 26 voix pour et 1 abstention (Mme TAURINES),

- **décide d'exclure du champ du Droit de Préemption Urbain**, au titre de l'article L211-1, alinéa 4 du Code de l'Urbanisme, les lotissements décrits dans le tableau ci-dessus,
- **autorise Monsieur le Maire à accomplir** toutes les formalités de publicité et à donner à ce dossier la suite qu'il convient.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Département : Haute-Garonne
Commune : **Grenade sur Garonne**
Conseillers Municipaux en exercice : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE GRENADE-SUR-GARONNE
Séance du 16 juin 2020

Le mardi 16 juin, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 09.06.2020), se sont réunis sous la présidence de Mr. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Etaient présents :
M. DELMAS Jean-Paul, Maire de Grenade.

Mme MOREL CAYE Françoise, M. NAPOLI François, Mme BOULAY Dominique, M. VIDONI-PERIN Thierry, Mme TAURINES Anna, Maires Adjoints.

Les conseillers municipaux :
Mme AUREL Josie, M. LOQUET Pierre, M. CAUBET Christian, M. MAREY Patrice, M. MONBRUN René, M. BOISSE Serge, Mme GENDRE Claudie, M. BEN AÏOUN Henri, Mme MERLO SERVENTI Catherine, Mme CHAPUIS BOISSE Françoise, M. PEEL Laurent, Mme MOREEL Valérie, M. DOUCHEZ Dominique, M. XILLO Michel, M. MARTINET Florent, Mme IBRES Laetitia, Mme GARCIA Hélène, Mme VIDAL Aurélie.

Représentés : Mme BRIEZ Dominique (par BOISSE Serge), M. BOURBON Philippe (par CHAPUIS BOISSE Françoise), Mme MANZON Sabine (par DELMAS Jean-Paul).

Absents : Mme D'ANNUNZIO Monique, M. MILLO-CHLUSKI Romain.

Secrétaire : Mme MOREL CAYE Françoise.

N° 80/2020 - Dénomination de rue / Lotissement « Le Clos des Lavandes ».

Le Conseil Municipal est informé de la nécessité d'attribuer un nom à la voie privée desservant les habitations du lotissement « Le Clos des Lavandes » implanté sur la parcelle cadastrée section F n° 160 (cf plan ci-joint).
Sur proposition de Mme BOULAY, Maire Adjoint déléguée à l'Urbanisme,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- décide de baptiser cette voie : « **Rue Géori Boué** ».

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,

DECISIONS

DECISION DU MAIRE n° 12/2020

OBJET : **Avance sur subvention au profit du C.C.A.S.**

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'ordonnance n° 2020-330 du 25.03.2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19

Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 01.04.2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu la délibération du Conseil Municipal - n° 133/2019 - du 10.12.2019 décidant du versement au Centre Communal d'Action Sociale de Grenade (C.C.A.S.) d'une avance de 50.000 € à valoir sur la subvention de fonctionnement qui lui sera attribuée au titre de l'année 2020, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2020,

Considérant que le vote du Budget Primitif 2020 de la Commune est retardé du fait de l'état d'urgence lié à la crise sanitaire de Covid-19,

Considérant qu'il convient de permettre au C.C.A.S. de faire face à ses charges,

DECIDE

ARTICLE 1er :

- du versement au Centre Communal d'Action Sociale de Grenade (C.C.A.S.) d'une nouvelle avance d'un montant de **100.000 €** à valoir sur la subvention de fonctionnement qui lui sera attribuée au titre de l'année 2020.

ARTICLE 2 :

- de prévoir les crédits au BP 2020 de la Commune.

RTICLE 3 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 30 avril 2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

DECISION DU MAIRE n° 13/2020

OBJET : **Démolition de l'ancienne station d'épuration.**

Demande de subvention exceptionnelle au Conseil Départemental 31.

Modification du plan du plan de financement.

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération en date du 8 avril 2014 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire, modifiée par délibération du 15 décembre 2015 et complétée par délibération du 8 mars 2016,

Vu la décision du Maire n° 01/2020 du 06.01.2020 sollicitant une aide financière du Département pour la démolition d'une station d'épuration, située Chemin du Pont du Diable à Grenade, et la remise en état du site,

Considérant la nouvelle estimation du coût de l'opération,

DECIDE

ARTICLE 1 :

de prendre en compte le nouveau montant de l'opération, soit 58 321.60 € HT.

ARTICLE 2 :

de solliciter une subvention exceptionnelle du Conseil Départemental de la Haute-Garonne, la plus élevée possible suite à la nouvelle estimation du coût des travaux d'un montant de 69 985.92 € TTC.

ARTICLE 3 :

de modifier le plan de financement de l'opération comme suit :

Dépenses :

Travaux de démolition de l'ancienne STEP

et remise en état du site ……. 58 321.60 € HT, soit 69 985.92 € TTC.

Recettes :

Commune de Grenade

Département de la Haute-Garonne 69 985.92 €

ARTICLE 4 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 25 mai 2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

DECISION DU MAIRE n° 14/2020

OBJET : **Décision de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2020, en raison de la crise sanitaire.**

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération en date du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Vu la délibération n° 39/2019 du 09/04/2020 fixant les tarifs communaux et notamment les droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces, applicables à compter du 01.01.2020,

Considérant que la crise sanitaire de Covid-19 et une crise majeure qui touche gravement l'économie et notamment les commerces de proximité,

Considérant que la crise sanitaire dure et met en difficulté de nombreux commerçants de la commune,

Considérant que la Ville doit être solidaire de la relance économique et notamment celle de ses commerces,

DECIDE

ARTICLE 1 :

de la gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2020 (ne sont pas concernés entre autres les concessionnaires de réseaux).

ARTICLE 2 :

d'annuler les droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires de l'année 2020 et de rembourser les sommes qui auraient déjà été encaissées à ce titre.

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 31 mai 2020

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

DECISION DU MAIRE n° 15/2020

OBJET : **Avenant n° 2 au bail commercial signé le 14.05.2019 entre la Commune de Grenade et la Société 2BM (Site La Nautique).**

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération en date du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Vu le bail commercial signé le 14.05.2019 afférent à la mise à disposition par la Commune de Grenade à la Société 2BM, représentée par M. Jérémie MARCHES, pour une durée de 6 ans, d'une partie du bâtiment situé sur le site de la Nautique, ainsi que de la totalité du parking (le tout situé parcelle section C n° 70), durant la période estivale (du 1er mai au 30 septembre inclus),

Vu l'avenant n° 1 audit bail commercial, signé le 17.10.2019 autorisant à compter du 1er octobre 2019, la mise à disposition du hangar (partie du bâtiment représentant 57 m² environ) hors période estivale, soit du 1er octobre au 30 avril inclus, pour du stockage de matériel,

Considérant l'impact économique de la crise sanitaire de Covid-19,

Considérant que la Ville de Grenade doit être solidaire de la relance économique, qu'elle doit soutenir ses commerces et notamment la Société 2BM,

DECIDE

ARTICLE 1 :

D'exonérer la Société 2BM, du montant des loyers hors charges des mois de mai 2020 et juin 2020, soit la somme totale de 400 €, dus à la Commune de Grenade au titre de la location de l'ensemble immobilier situé lieu-dit « La Nautique ».

ARTICLE 2 :

De ne pas faire application, en 2020, de la révision annuelle du loyer prévue à l'article 7 du bail commercial signé le 14.05.2019.

ARTICLE 3 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 15 juin 2020

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

DECISION DU MAIRE n° 16/2020

OBJET : Avenant n° 1 au marché n° 20-I-03-T « Travaux de réfection d'un parking à St Caprais. Augmentation du montant initial du marché.

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Vu l'Acte d'Engagement du marché « Travaux de réfection d'un parking à St Caprais » - n° 20-I-03-T en date du 27/04/2020, attribué à l'entreprise SAS DELAMPLE VRD domiciliée à Castelnau d'Estretefonds.

Considérant que, lors des travaux de réfection du parking de St Caprais, objet du présent marché, il a été constaté que le réseau d'eaux pluviales de ce parking était endommagé par les racines des platanes situés à proximité,

Considérant qu'il convient d'entreprendre des travaux de réfection dudit réseau,

Considérant que les prestations supplémentaires ont été estimées, comme suit :

Fourniture et mise en place d'un tuyau PVC CR8 125, y compris calage et remblaiement en 0/20 : 3 005.37 € HT,

Fourniture et mise en place d'un regard 50x50 tampon C250 prof : 0.8m : 544.46 € HT,

Hydrocurage du réseau avec rapport caméra inclus : 943.72 € HT,

DECIDE

ARTICLE 1 :

De conclure un avenant n° 1 au marché n° 20-I-03-T « Travaux de réfection d'un parking à St Caprais », afin d'intégrer les prestations supplémentaires susvisées, non prévues initialement au marché dont le montant est, de ce fait, augmenté de : **+ 4 493.55 € H.T** (soit +17.28%).

ARTICLE 2 :

D'arrêter le nouveau montant du marché, comme suit :

Montant initial du marché public :
Taux TVA : 20%.
Montant HT : 25 998.11 €.
Montant TTC : 31 197.32 €.

Montant de l'avenant n° 1 :

Taux TVA : 20%.
Montant HT : 4 493,55 €.
Montant TTC : 5 392,26 €.
% d'écart introduit par l'avenant : +17.28%

Nouveau montant du marché public :
Taux TVA : 20%.
Montant HT : 30 491.66 €.
Montant TTC : 36 589.58 €.

ARTICLE 3 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 19 juin 2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade sur Garonne,

DECISION DU MAIRE n° 17/2020

OBJET : Avenant n°2 au marché « Maitrise d'œuvre pour la réfection des voiries et chemins piétonniers du cimetière de Grenade sur Garonne » (19-I-02-PI).

Fixation du cout prévisionnel définitif des travaux et du forfait de rémunération définitive du maitre d'œuvre du marché.

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu le Procès-Verbal du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Vu l'Acte d'Engagement du marché « Maitrise d'œuvre pour la réfection des voiries et chemins piétonniers du cimetière de Grenade sur Garonne » - n°20-I-03-T en date du 05/05/2019 attribué au groupement AXE INGENIERIE (mandataire) / ATELIER IBFRA (co-traitant) domicilié à Ramonville St Agne,

Considérant qu'à l'issue des études d'Avant-Projet (AVP), le cout prévisionnel définitif des travaux que le maitre d'œuvre s'engage à respecter est porté de 315 666.67 €HT à 379 145.00 €HT,

Cette augmentation du cout des travaux est due à un changement d'intention du projet de la part de la commune visant à conserver une certaine perméabilisation des sols et à limiter les interventions dans les espaces concédés ainsi que l'agrandissement de l'entrée du cimetière,

L'évolution du montant au travers des phases études depuis l'attribution du marché a été signifié par transmission des détails estimatifs faisant apparaitre chaque modification technique, telles que :

- La gestion du pluvial de la chapelle,

- La gestion du pluvial par rétention et régulation,

- Agrandissement de la zone monument aux morts,

DECIDE

ARTICLE 1 :

De conclure un avenant n° 2 au marché « Maitrise d'œuvre pour la réfection des voiries et chemins piétonniers du cimetière de Grenade sur Garonne » (19-I-02-PI), afin de :

- fixer le coût prévisionnel des travaux à 379 145.00 € HT (valeur juin 2019)
- modifier le forfait de rémunération à : 17 896.28 €HT correspondant au produit du taux de rémunération du marché de 4.72 % rapporté à la nouvelle estimation des travaux 379 145.00 € HT (valeur juin 2019).

Le forfait définitif de rémunération, hors AVP, est de 13 091.13 €HT, et est réparti comme suit :

PRO (19.46%) = 3 482.62 €HT

ACT (5.37%) = 961.03 €HT

VISA (6.04%) = 1 080.93 €HT

DET (36.91%) = 6 605.52 €HT

AOR (5.37%) = 961.03 €HT.

Le forfait de rémunération est porté de 14 900.00 € HT à 17 091.13 € HT, soit une augmentation de 14.70% par rapport au marché initial.

Détail :

AVP : 4 000.00 €HT.

PRO à AOR : 13 091.13 €HT.

Total : 17 091.13 €HT.

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 19 juin 2020
Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade sur Garonne,

DECISION DU MAIRE n° 18/2020

OBJET : Avenant n° 2 au marché « Fourniture de repas pour la restauration scolaire et l'accueil de loisirs sans hébergement » (17-F-18-FS) / lot n°1 : Réalisation des prestations pendant la période scolaire.

Augmentation du prix unitaire d'un repas scolaire.

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22 ;

Vu le Procès-Verbal du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire ;

Vu l'Acte d'Engagement du marché « Fourniture de repas pour la restauration scolaire et l'accueil de loisirs sans hébergement » - n°17-F-18-FS en date du 28/07/2017 attribué à l'entreprise SAS Centrale de Restauration Martel (CRM SAS) domiciliée à Rodez ;

Considérant que l'organisation nécessaire, mise en place pour le déconfinement, relatif à la reprise de écoles dans le cadre particulier de la crise sanitaire du Covid-19, contraint la Commune à ajuster la prestation de fourniture et la livraison en liaison froide de repas pour les restaurants scolaires de la ville ;

Afin d'assurer un accueil des enfants en toute sécurité, la commune de Grenade a fait le choix de les faire déjeuner dans leur classe.

Jusqu'à la fin de l'année scolaire, les repas fournis seront froids et leur conditionnement sera individuel.

Cette modification de la prestation engage des frais supplémentaires de main d'œuvre.

Afin de les réduire, il est convenu que la livraison des repas, pour deux jours consécutifs, s'effectuera deux fois dans la semaine.

DECIDE

ARTICLE 1 :

De conclure un avenant n° 2 au marché « Fourniture de repas pour la restauration scolaire et l'accueil de loisirs sans hébergement » (17-F-18-FS) - lot n°1 : Réalisation des prestations pendant la période scolaire - , afin d'intégrer cette prestation.

Au regard de la situation particulière, et en accord avec le prestataire un surcout de 0.50 €HT sera facturé pour chaque repas qu'il soit livré en école maternelle ou en école élémentaire conformément au Bordereau des Prix Unitaires.

L'incidence financière sera fonction du nombre de repas réellement commandés par la collectivité.

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 19 juin 2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade sur Garonne,

DECISION DU MAIRE n° 19/2020

<u>OBJET</u> : Avenant n° 3 au marché « Maîtrise d'œuvre : Revitalisation du centre-bourg de Grenade : reconfiguration de jardins publics - Lot n°1 : Jardin de la mairie » - Marché n°19-I-08-MO -

Fixation du cout prévisionnel définitif des travaux et du forfait de rémunération définitive du maitre d'œuvre du marché.

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22 ;

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire ;

Vu l'Acte d'Engagement du marché « Maîtrise d'œuvre : Revitalisation du centre-bourg de Grenade : reconfiguration des jardins publics - Lot n°1 : Jardin de la mairie » - Marché n°19-I-08-MO en date du 29/09/2019 attribué au groupement EIRL SAGOLS PAYSAGISTE domicilié à Toulouse ;

Considérant qu'à l'issue des études d'Avant-Projet (AVP), le cout prévisionnel définitif des travaux que le maitre d'œuvre s'engage à respecter est porté de 250 000.00 €HT à 441 667.00 €HT ;

Cette évolution est due en partie à une modification du périmètre et du contenu de l'opération.

En effet, il était prévu au départ, le seul réaménagement des parties en espaces verts du jardin.

Cependant, la collectivité a souhaité, au cours de la phase « études », réaménager entièrement le jardin.

De ce fait, les travaux supplémentaires consistent en :

-la réalisation d'une enceinte maçonnée,

-la création d'un parvis devant la mairie,

-la mise en place d'une borne tactile destinée à l'affichage réglementaire,

-la mise en place du réseau d'eaux pluviales,

-et la reprise de l'éclairage public.

DECIDE

<u>ARTICLE 1</u> :

De conclure un avenant n° 3 au marché « Maîtrise d'œuvre : Revitalisation du centre-bourg de Grenade : reconfiguration de jardins publics - Lot n°1 : Jardin de la mairie » Marché n°19-I-08-MO afin de :

- fixer le coût prévisionnel définitif des travaux à 441 667.00 € HT (valeur juin 2020)

- modifier le forfait de rémunération à : 50 791.71 €HT correspondant au produit du taux de rémunération du marché de 11.5 % rapporté à la nouvelle estimation des travaux 441 667.00€ HT (valeur juin 2020).

Ce forfait définitif de rémunération, hors AVP, est de 41 141.28 €HT, et est réparti comme suit :

PRO (30%) = 15 237.51 €HT

ACT (5%) = 2 539.59 €HT

VISA (5%) = 2 539.59 €HT

DET (36%) = 18 285.01 €HT

AOR (5%) = 2 539.59 €HT

Le forfait définitif de rémunération est porté de 35 525.00 € HT à 52 366.28 € HT, soit une augmentation de 47.4% par rapport au marché initial.

Détail : EP : 5 525.00 €HT

AVP : 5 700.00 €HT

PRO à AOR : 41 141.28 €HT

Total : 52 366.28 €HT.

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Grenade, le 24 juin 2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade sur Garonne,

DECISION DU MAIRE n° 20/2020

OBJET : Attribution du marché de travaux n° 20-I-01-T « *Revitalisation du bourg centre : Aménagement urbain de l'entrée de ville »* - Lot n°1 : Voirie /Réseaux.

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Vu la consultation lancée dans le cadre d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique en vue de la passation d'un marché de travaux relatif à la « Revitalisation du bourg centre »,

Vu l'avis d'appel public à la concurrence (avis publié sur la plateforme de dématérialisation de e-marchespublics.com le 28/01/2020, et affiché en Mairie le 28/01/2020),

Vu l'analyse des candidatures et des offres,

DECIDE

ARTICLE 1 :

D'attribuer le marché de travaux n° 20-I-01-T « *Revitalisation du bourg centre : Aménagement urbain de l'entrée de ville »* - Lot n°1 : Voirie /Réseaux, à :

EIFFAGE ROUTE SUD OUEST

Etablissement Midi Pyrénées

ZI de la Madeleine

BP 23 259

31 132 BALMA Cedex

pour un montant de 794 865.00 € H.T. (soit 853 838.00 € T.T.C.)

La durée du marché se confond avec la durée des travaux, soit 7.25 mois + 30 jours de préparation de chantier à compter de la date fixée sur l'ordre de service de démarrage des travaux.

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne

Fait à Grenade, le 24 juin 2020
Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade sur Garonne,

DECISION DU MAIRE n° 21/2020

OBJET : Attribution du marché de travaux n° 20-I-01-T « *Revitalisation du bourg centre : Aménagement urbain de l'entrée de ville »* - Lot n°2 : Espaces Verts.

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Vu la consultation lancée dans le cadre d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique en vue de la passation d'un marché de travaux relatif à la « Revitalisation du bourg centre »,

Vu l'avis d'appel public à la concurrence (avis publié sur la plateforme de dématérialisation de e-marchespublics.com le 28/01/2020, et affiché en Mairie le 28/01/2020),

Vu l'analyse des candidatures et des offres,

DECIDE

ARTICLE 1 :

D'attribuer le marché de travaux n° 20-I-01-T « *Revitalisation du bourg centre : Aménagement urbain de l'entrée de ville »* - Lot n°2 : Espaces Verts, à :

Midi Pyrénées Environnement

27 Rue de la Plaine

ZA de Piossane

31 590 VERFEIL

pour un montant de 111 130.70 € H.T. (soit 133 356.84 € T.T.C.)

La durée du marché se confond avec la durée des travaux, soit 2.5 mois à compter de date fixée sur l'ordre de service de démarrage des travaux.

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne

Fait à Grenade, le 24 juin
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade sur Garonne,

DECISION DU MAIRE n° 22/2020

OBJET : Tarifs des repas des restaurants scolaires, des activités périscolaires et des accueils de loisirs.

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

Vu la délibération n° 49/2020 du 26 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire,

Considérant que deux lignes de tarifs « ALSH Vacances Journée - ATL (Aide aux Temps Libres - anciennement CVL) » ont été supprimées suite à une erreur matérielle,

Considérant que la CAF propose une aide (ATL) pour les « ALSH Vacances demi-journée »,

Considérant qu'il convient de modifier les conditions pour demander le changement de QF en cours d'année,

DECIDE

ARTICLE 1 :

Les tarifs des **repas des restaurants scolaires, des activités périscolaires et des accueils de loisirs,** sont les suivants :

- **Repas des restaurants scolaires et accueils de loisirs.**

Quotient Familial	Tarifs
QF≤ 400€	**0.77 €**
400€< QF≤680€	**1,00 €**
680€< QF≤900€	**2,19 €**
900€< QF≤1200€	**2,75 €**
1200< QF≤1500€	**3,02 €**
1500< QF≤2000€	**3,17 €**
QF>2000€	**3,27 €**

	Tarifs
Enseignant	**4,72 €**

Accueils périscolaires.

Quotient Familial	Tarifs horaires
QF≤ 400€	**0,23 €**
400€< QF≤680€	**0,30 €**
680€< QF≤900€	**0,38 €**
900€< QF≤1200€	**0,46 €**
1200< QF≤1500€	**0,54 €**
1500< QF≤2000€	**0,56 €**
QF>2000€	**0,58 €**

❖ **Accueils de loisirs extra scolaires.**

ALSH mercredis ½ journée (enfants et jeunes 10-14 ans)

Quotient Familial	Tarifs
QF≤ 400€	**1,50 €**
400€< QF≤680€	**2,71 €**
680€< QF≤900€	**4,51 €**
900€< QF≤1200€	**6,31€**
1200< QF≤1500€	**8,12 €**
1500< QF≤2000€	**8,52 €**
QF>2000€	**9,02 €**
Extérieurs	**18,50 €**

❖ **ALSH vacances journée (enfants et jeunes 10-14 ans)**

Quotient Familial	Tarifs
QF<400€ si ATL	**7,43 €**
401€≤QF≤ 600€ si ATL	**8,65 €**
601€≤QF≤ 800€ si ATL	**10,82 €**
QF≤ 400€	**4,33 €**
400€< QF≤680€	**8,65 €**
680€< QF≤900€	**10,82 €**
900€< QF≤1200€	**12,98 €**
1200< QF≤1500€	**15,14 €**
1500< QF≤2000€	**16,14 €**
QF>2000€	**17,14 €**
Extérieurs	**43,00 €**

❖ **ALSH vacances ½ journée (enfants et jeunes 10-14 ans)**

Quotient Familial	Tarifs
QF<400€ si ATL	**3,72 €**
401€≤QF≤ 600€ si ATL	**4,33 €**
601€≤QF≤ 800€ si ATL	**5,41 €**
QF≤ 400€	**2,16 €**
400€< QF≤680€	**4,33 €**
680€< QF≤900€	**5,41 €**
900€< QF≤1200€	**6,49 €**
1200< QF≤1500€	**7,57 €**
1500< QF≤2000€	**8,07 €**
QF>2000€	**8,57 €**
Extérieurs	**26,50 €**

❖ **Tarif journée exceptionnelle (10-17 ans) :**

Quotient Familial	Tarifs
QF≤ 400€	**8,00 €**
400€< QF≤680€	**11,00 €**
680€< QF≤900€	**14,00 €**
900€< QF≤1200€	**17,00 €**
1200< QF≤1500€	**20,00 €**
1500< QF≤2000€	**23,00 €**
QF>2000€	**26,00 €**
Extérieurs	**35,00 €**

❖ **Accueils 15-17 ans – Halle aux agneaux : Carte d'adhésion.**

La carte d'adhésion est délivrée sur l'année scolaire en cours (de la rentrée scolaire aux vacances d'été incluses), sans possibilité de proratisation.

Quotient Familial	Tarifs / an
QF≤ 400€	**4,00 €**
400€< QF≤680€	**5,00 €**
680€< QF≤900€	**6,00 €**
900€< QF≤1200€	**7,00 €**
1200< QF≤1500€	**8,00 €**
1500< QF≤2000€	**9,00 €**
QF>2000€	**10,00 €**
Extérieurs	**20,00 €**

Il est précisé que, sont considérés comme extérieurs, les enfants des familles qui n'ont pas les liens suivants avec Grenade : domicilié à Grenade, payant une taxe locale à Grenade, scolarisé dans une école maternelle ou élémentaire de Grenade, un des parents au moins travaillant à Grenade.

Les « extérieurs » ont accès au service, en fonction des places disponibles après inscription des enfants considérés comme domiciliés à Grenade, avec application du tarif « extérieurs ».

Précisions concernant le Quotient Familial :

Le QF pris en compte pour le calcul du tarif applicable est celui du 1er janvier de l'année en cours.

Les utilisateurs du service peuvent solliciter une dérogation à cette règle, pour changer le QF pris en compte en cours d'année, uniquement si les deux conditions suivantes sont réunies :

- ❖ un changement de situation est intervenu (type chômage, séparation, maladie, etc…),
- ❖ et ce changement génère une diminution **d'au moins deux tranches de QF**.

ARTICLE 2 :

Le Conseil Municipal sera tenu informé de cette décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne

Fait à Grenade, le 30 juin 2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade sur Garonne,

ARRETES PERMANENTS

AUTORISATION DE TRAVAUX ERP
Délivrée par le Maire au nom de l'Etat

N° 10

Demande déposée le 23/01/2020

Commune : GRENADE

Adresse des travaux : rue de Sports

Pétitionnaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE GARONNE**

Nature du projet : **Mise en accessibilité totale du collège Grand Selve**

N° du dossier : AT 031 232 20 AT 001

MONSIEUR LE MAIRE DE GRENADE

Vu la demande d'autorisation de travaux d'un établissement recevant du public susvisé,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité en **date du 25/02/2020,**

Vu le retour du SDIS en **date du 13.02.2020** la commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP **n'émet pas d'avis sur ce dossier** car les travaux ne touchent pas la sécurité incendie et ne concernent que des aménagements liés à l'accessibilité d'un ERP,

ARRETE

Article n°1 : L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est : **accordée.**

Article n°2 : Le pétitionnaire devra demander à la mairie la visite de réception des travaux afin que je puisse saisir, au moins un mois avant la date d'ouverture envisagée, la commission d'accessibilité compétente pour effectuer la visite de contrôle obligatoire préalable à cette ouverture.

Article n°3 : La notification du présent arrêté sera faite au demandeur.

Article n°4 : La présente autorisation peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois qui suivent sa date de réception, auprès du Tribunal administratif compétent.

Article n°5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Préfet de la Haute-Garonne, contrôle de légalité.

Grenade, le 9 juin 2020
Le Maire,
Jean-Paul DELMAS,

AUTORISATION DE TRAVAUX ERP
Délivrée par le Maire au nom de l'Etat
N°11/2020

Demande déposée le 03/10/2019

Commune : GRENADE

Adresse des travaux : rue de Sports

Pétitionnaire : **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE GARONNE**

Nature du projet : **Remplacement du système de sécurité incendie (SSI) du collège Grand Selve**

N° du dossier : AT 031 232 19 AT 013

MONSIEUR LE MAIRE DE GRENADE

Vu la demande d'autorisation de travaux d'un établissement recevant du public susvisé,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu l'avis de la Commission d'Accessibilité des handicapés en **date du 23/10/2019** indiquant qu'elle ne se prononce pas sur le projet car le remplacement du système de sécurité incendie (SSI) concerne exclusivement la commission de sécurité**,**

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, en **date du 26/11/2019,**

ARRETE

Article n°1 : L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est : **accordée.**

Article n°2 : Le pétitionnaire devra demander à la mairie la visite de réception des travaux afin que je puisse saisir, au moins un mois avant la date d'ouverture envisagée, la commission d'accessibilité compétente pour effectuer la visite de contrôle obligatoire préalable à cette ouverture.

Article n°3 : La notification du présent arrêté sera faite au demandeur.

Article n°4 : La présente autorisation peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois qui suivent sa date de réception, auprès du Tribunal administratif compétent.

Article n°5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Préfet de la Haute-Garonne, contrôle de légalité.

Grenade, le 12 juin 2020

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,
Président de la Communauté de Communes de Hauts Tolosans

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° 12 2O2O.

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

Sur proposition de Monsieur le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1 et suivants,

Considérant la demande de Monsieur SOULIE Gérarld, Gérant du magasin alimentaire « SPAR » 2O rue Gambetta à GRENADE, que pour assurer la continuité de livraison des produits trois fois semaine (lundi mercredi et vendredi), entre 4h et 1Oh du matin, le véhicule de livraison doit emprunter la rue Victor Hugo (par les Allées Alsace Lorraine) sur la Commune de Grenade, pour garantir la livraison du magasin « SPAR »

ARRETE

Article 1 : Une dérogation à la limitation au tonnage est prise au bénéfice du véhicule de livraison pour le magasin « SPAR » dans le cadre de leur service de ravitaillement du magasin exclusivement.

Article 2 : Ces dispositions entreront en vigueur dès l'affichage et diffusion du présent arrêté.

Article 3 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Commune de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade le 17/06/2020
Jean-Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes
Des Hauts-Tolosans.

Copie : à M. SOULIE Gérald gérant du SPAR , 2O rue Gambetta 3133O GRENADE.

AUTORISATION DE TRAVAUX ERP
Délivrée par le Maire au nom de l'Etat

N°13

Demande déposée le 03/03/2020
Commune : GRENADE

Adresse des travaux : 41 rue Pérignon

Pétitionnaire : **Mme SE CHAO Gabrielle**

Nature du projet : **Création d'un cabinet de sophrologie et demande de dérogation aux règles d'accessibilité**
N° du dossier : AT 031 232 20 AT 003

MONSIEUR LE MAIRE DE GRENADE

Vu la demande d'autorisation de travaux d'un établissement recevant du public susvisé,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu les avis défavorables sur l'autorisation et sur la dérogation émis par la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées qui s'est réunie en date du 08.06.2020,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet en date du 08.06.2020 indiquant que la dérogation est refusée,

Vu le retour du SDIS en **date du 17.01.2020** indiquant que depuis la parution de la circulaire préfectorale du 29.05.2019, la commission de sécurité n'instruit plus les dossiers des établissements de 5ème catégorie qui ne disposent pas de locaux réservés au sommeil.

ARRETE

Article n°1 : L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est refusée.

Article n°2 : La dérogation est refusée.

Article n°3 : La notification du présent arrêté sera faite au demandeur.

Article n°4 : La présente autorisation peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois qui suivent sa date de réception, auprès du Tribunal administratif compétent.

Article n°5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Préfet de la Haute-Garonne, contrôle de légalité.

Grenade, le 25 juin 2020

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,
Président de la Communauté de Communes Hauts Tolosans

AUTORISATION DE TRAVAUX ERP
Délivrée par le Maire au nom de l'Etat

N° 14/2020

Demande déposée le 27/05/2020

Commune : GRENADE

Adresse des travaux : 1 rue de Mélican

Pétitionnaire : **M. Quentin DE CHAIGNON**

Nature du projet : **Demande de transfert d'autorisation de travaux délivrée en cours de validité à la SCI DE CHAIGNON.**

N° du dossier : AT 031 232 19 AT 014

MONSIEUR LE MAIRE DE GRENADE

Vu la demande d'autorisation de travaux d'un établissement recevant du public susvisé,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu le courrier de réponse de la Préfecture en **date du 17/06/2020** indiquant que le dossier est irrecevable**,**

Vu le retour du SDIS en date du 17.01.2020 indiquant que depuis la parution de la circulaire préfectorale du 29.05.2019, la commission de sécurité n'instruit plus les dossiers des établissements de 5ème catégorie qui ne disposent pas de locaux réservés au sommeil**,**

ARRETE

Article n°1 : la demande de transfert de l'autorisation de travaux AT 031 232 19 AT 014 à la SCI DE CHAIGNON est **refusée.**

Article n°2: La notification du présent arrêté sera faite au demandeur.

Article n°3 : La présente autorisation peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois qui suivent sa date de réception, auprès du Tribunal administratif compétent.

Article n°4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Préfet de la Haute-Garonne, contrôle de légalité.

Grenade, le 26 juin 2020

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,
Président de la Communauté de Communes
de Hauts Tolosans

Arrêté municipal n° 15/2020

Non-ouverture de la piscine municipale

durant l'été 2020 en raison de l'épidémie du coronavirus (Covid-19)

Le Maire de la Commune de Grenade s/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les consignes et recommandations sanitaires transmises par l'Agence Régionale de Santé (ARS), pour la réouverture et le fonctionnement des piscines dans le cadre de l'épidémie du coronavirus (Covid-19),

Considérant les difficultés techniques et financières pour mettre en œuvre ce protocole sanitaire avant et pendant l'ouverture de la piscine,

Considérant qu'il persiste de grandes incertitudes sur l'état sanitaire futur et la fin de la pandémie,

Considérant qu'il est essentiel d'assurer la sécurité et la santé des personnes,

ARRETE

ARTICLE 1er :

La piscine municipale de Grenade n'ouvrira pas au public durant l'été 2020.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et affiché sur site.

Fait à Grenade S/Garonne, le 29 juin 2020
Jean-Paul DELMAS,

ARRETES TEMPORAIRES

Arrêté n°085-2020

Erreur

Arrêté n° 86/2020 abrogeant l'arrêté n° 42/2020 du 14.02.2020

relatif à la fermeture annuelle de l'aire d'accueil

des gens du voyage « Fort St Bernard » - Année 2020

Le Maire de Grenade sur Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'en application de la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, la compétence "*aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage*" est au 1er janvier 2017, une compétence obligatoire de la Communauté de Communes Save Garonne et Coteaux de Cadours,

Considérant que le pouvoir de police administrative spéciale en matière d'aires d'accueil des gens du voyage appartient au Maire,

Considérant l'arrêté n° 42/2020 du 14.02.2020 décidant de la fermeture de l'aire d'accueil des gens du voyage « Fort St Bernard » de Grenade du lundi 3 août 2020 (12h) au lundi 24 août 2020 (9h),

Considérant que dans le contexte de crise sanitaire du Covid-19, il parait essentiel d'apporter un soutien dans la gestion du confinement des gens du voyage, à court et moyen terme,

A R R E T E

Article 1 :

L'arrêté n° 42/2020 du 14.02.2020 décidant de la fermeture de l'aire d'accueil des gens du voyage « Fort St Bernard » de Grenade, du lundi 3 août 2020 (12h) au lundi 24 août 2020 (9h), est abrogé.

Article 2 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, au Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade, au responsable de la Police Municipale, à la Communauté de Communes Save Garonne et Coteaux de Cadours et affichée sur site.

Fait à Grenade le 23 avril 2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

République Française

Département ; Haute Garonne

Commune Grenade S/Gne

Numéro du dossier : 87/ 2020

Arrêté municipal

portant réglementation temporaire

de la circulation et du stationnement

CHEMIN DE MONTAGNE N°141

Le Maire de Grenade ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, de branchement AEP, et EU pour l'entreprise ESBTP, représentée par M. MENARD, pour le compte du SMEA et travaux télécom, du 27/O4/2O2O au O7/O5/2O2O.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :

Entre le 27/O4/2O2O et le O7/O5/2O2O

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de voie **sera fermée à la circulation** sauf aux riverains de la rue, au bus de ramassage scolaire, au véhicule de ramassage des ordures ménagères et aux véhicules de secours.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 24/04/2020
Le Maire,
***Jean-Paul DELMAS*,**
PLAN déviation.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :88/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT

PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la réservation d'une place de stationnement par la mise en place d'une benne ou engin de chantier ou dépôt de matériaux au droit du 7 rue Cazalès par l'entreprise FIORITO Christian sis à GRENADE pour le compte de la SCI PIERRAN entre le 14/O4/2O2O et le 3O/O8/2O2O.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 27/04/2020 au 30/08/2020 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

La benne, engin de chantier à l'exception de bétonnière, sableuse, etc…. devra stationner impérativement sur l' emplacements réservé à cet effet. **Il est formellement interdit de déverser les eaux sales ou tous autres résidus de chantier sur le domaine public.-**

L'installation (engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 24/04/2020

Le Maire,
Jean Paul DELMAS

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :89/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT

PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la réservation d'une place de stationnement au droit du 4 rue Wagram, à la demande de M. DUROT, en raison d'un déménagement entre le 1/O5/2O2O et le 2/O5/2O2O.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 01/05/2020 au 02/05/2020 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de chantier devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (véhicule) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 27/04/2020
Le Maire,
Jean Paul DELMAS
Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade sur Garonne

N°90/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT

PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique pendant la durée des travaux par la mise en place d'un échafaudage, stationnement d'un véhicule de 3.5T, et stockage de bois de charpente au droit du bâtiment , pigeonnier de la propriété cadastrée section C N° 184O, Quai de Garonne par l'entreprise JAM « les Clauzaulles » 81 Maurens Scopont pour la période du 23.O3.2O2O au 23.O7.2O2O.

ARRETE

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **29/04/2020 au 23/O7/2O2O** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

EMPRISE SUR LE DOMAINE PUBLIC :

Le stationnement sera interdit au droit du chantier sauf pour le véhicule de l'entreprise demanderesse. Pendant le chantier.

L'engin de chantier, matériaux bois de charpente,…. devra stationner impérativement sur la place réservée à cet effet au plus près du chantier.

L'installation n'est pas autorisée sur les places de stationnement en zone arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions. Il est interdit de déverser les eaux de chantier sur le domaine public ou tout autre

PASSAGE DES PIETONS :

1er cas : L'installation (échafaudage) sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé de 1,20 m de large pour les usagers de la dépendance domaniale occupée et les piétons.

Dans le cas où les travaux ne concernant pas le rez-de-chaussée du bâtiment, le passage des piétons devra être maintenu sur le trottoir sous l'échafaudage selon les prescriptions réglementaires de sécurité.

2nd cas : Si l'occupation empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

Toutes les précautions devront être prises de manière à éviter toute chute de matériaux sur la voie publique.

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE CHANTIER

La réservation de l'emplacement nécessaire à l'occupation du domaine public sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son chantier, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement des travaux, il sera tenu d'enlever tous les décombres, pierres, gravats, bois…de nettoyer et de réparer tous les dommages qui auraient pu être causés au domaine public ou à ses dépendances afin de restituer l'espace public dans son état initial.

Il est formellement interdit de déverser les eaux sales ou tous autres résidus de chantier sur le domaine public

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 28/04/2020
Le Maire,
Jean-Paul DELMAS
Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade S/Gne

N°91./2020

Arrêté municipal

portant réglementation temporaire

de la circulation et du stationnement

rues : Victor Hugo, Lafayette, Castelbajac, République

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers en raison de travaux de chemisage collecteurs sur le territoire de GRENADE par l'entreprise DPSM pour le SMEA du 13/O5/2O2O au 26/05/2020.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur comme suit

Rue de la République : 13/05/2020 ; N°85 à intersection rue Roquemaurel.

14/05/2020 ; intersection rue Roquemaurel/Quai de Garonne.

15/05/2020 ; Quai de Garonne.

Rue Castelbajac : 18/05/2020 :(intersection de la Halle N°44 au N°58)

19/05/2020 :(N°44 au Quai de Garonne)

Rue Victor Hugo : 20/05/2020 ; intersection rue de la République/rue Castelbajac ;

Rue Lafayette : 25/05/2020 ; N°4B/ intersection rue de la République.

26/05/2020 ; N°4B/intersection rue Castelbajac.

Article 1 :

La voie **sera fermée à la circulation** sauf aux véhicules de secours. Mise en place en rue barrée par secteur : jour par jour suivant le planning d'intervention, (désigné ci-dessus).

Article 2 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 4 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 6 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 7:

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 04/05/2020
Le Maire,
***Jean-Paul DELMAS*,**
Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

de la Haute-Garonne

Commune de : Grenade s/Garonne

N°92/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement :

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant la demande du représentant de l'entreprise FLORES T.P, domiciliée à 8217O BESSENS, pour le compte de la commune de Grenade, de la réalisation de travaux d'aménagement de la rue Gambetta à GRENADE, (entre la rue de la République et les Allées Sébastopol) reprise des travaux interrompus en raison sanitaire (Covid 19), entre le 11 MAI 2O2O et le O8 JUIN 2O2O.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur du : 11/05/2020 au 08/06/2020

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit sur les tronçons de la rue Gambetta, aux périodes définies par les phases désignées ci-dessus).**

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de voie **sera fermée à la circulation** aux périodes définies par les phases désignées ci-dessus, sauf aux véhicules de secours, et à l'entreprise GABRIELLE FAYAT, au cours de la semaine 2O, en entente avec le responsable de l'entreprise FLORES TP pour un branchement Eau au niveau du 47B rue Gambetta.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux

réglementaire B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparus.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 05/05/2020
Le Maire,
Jean-Paul DELMAS

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 93/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT

PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la réservation de deux places de stationnement au droit du 6A rue Métairie Foch à GRENADE en raison d'un déménagement par l'entreprise A.RAYNAL le 22 MAI 2O2O.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 22/05/2020 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de déménagement r devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (véhicule de déménagement ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

❖ **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 05/05/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département :Haute-Garonne

Commune : Grenade sur Garonne

N°94/2O2O.

Arrêté municipal

portant règlementation temporaire de la circulation et du stationnement

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-, R417-6, R417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, de matérialisation au sol d'un couloir sur ½ chaussée , implantation extension LABO de Grenade BIOFUSION pour test COVID, rue Chaupy/rue des Jardins le 11 MAI 2O2O, trottoir côté salle des fêtes par les services techniques Municipaux.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur du :11 mai 2O2O jusqu'à la levée de la période de crise sanitaire COVID 19.-

Article 1 :
L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse labo Grenade.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :
La circulation sur la rue de la rue Chaupy se fera de manière restreinte au droit de l'implantation.

Article 3 :
La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :
L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :
L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 7:
La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 11/05/2020

Le Maire,
Jean Paul DELMAS

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département de la Haute-Garonne

Commune de Grenade-sur-Garonne

N° 95/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, pour faire suite à la demande déposée par M.DARTIGALONGUE/DUPRAT , pour la mise en place d'une benne du 15/O5/2O2O au 2O/O5/2O2O.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande entre le **15/05/2020 au 20/05/2020** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

2nd cas : Si le stationnement de la benne empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

STATIONNEMENT :

La benne devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions.

IX) LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de la benne, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 11/05/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département Haute Garonne

Commune de GRENADE sur Garonne.

n°96/2020

Péril ordinaire

Le maire de *Grenade sur Garonne,*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212 -2, L.2212- 4 et L.2215-1,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et L.541-3, et les articles R.511-1 à R.511-12

Vu la lettre d'information adressée à Madame FOURTANET Suzanne, lui signalant des désordres sur le bâtiment susceptible de porter atteinte à la sécurité publique et lui ayant demandé ses observations ;

Vu l'absence de réponse et/ou vu la persistance de désordres mettant en cause la sécurité publique ; ainsi que le bâtiment mitoyen occupé par M. DUPRAT ;

Vu les éléments techniques apparaissant dans le rapport en date du *24/04/2020* constatant les désordres suivants dans l'immeuble du bâtiment, cadastré section F N° 147, situé 38 avenue du 8 mai 1945 à GRENADE ;

Le mur de séparation entre les deux bâtisses est en partie dégradé sur la partie supérieure.

Un décrochage de tuiles sur l'aplomb du mur, produit des infiltrations d'eau de pluie.

Une partie ou la totalité du versant arrière du bâtiment, ainsi que le toit se sont effondrés.

Considérant qu'en raison de la gravité de la situation et de la persistance des désordres, il convient d'engager la procédure de péril afin que la sécurité publique et celle des occupants du bâtiment cadastré section F N° 145, soit sauvegardées.

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1

Mme FOURTANET Suzanne, domiciliée à *126 Ancien chemin de Merville 3133O GRENADE* née 03/04/1952 à Merville (31330) propriétaire de l'immeuble sis à 38 Avenue du 8 mai 1945, à GRENADE sur Garonne références cadastrales : section F N° 147 est tenue de réaliser :

La mise en sécurité des lieux :

Mur de séparation entre les deux bâtisses en partie dégradé sur la partie supérieure ;

Décrochage de tuiles sur l'aplomb du mur, partie ou totalité du versant arrière du bâtiment ainsi que le toit ; effondrés.

ARTICLE 2

Le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-6 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, reproduits en annexes 2 et 3.

ARTICLE 3

Faute pour le propriétaire mentionné à l'article 1 d'avoir réalisé la mise en sécurité des lieux suivant courrier du Mairie notifié en date du 24 AVRIL 2O2O, et dans un délai de deux mois réalisés les travaux prescrits au même article et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à ses frais, ou à ceux de ses ayants droit.

La mainlevée du présent arrêté de péril ne pourra être prononcée qu'après constatation par les services de la commune de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites par le présent arrêté.

Le propriétaire mentionné à l'article 1, ou ses ayants droit, tient à disposition des services de la mairie tous justificatifs attestant la mise en sécurité des lieux et de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à Madame FOURTANET Suzanne.

Il sera également notifié aux occupants de l'immeuble mitoyen M. DUPRAT.

Le présent arrêté sera affiché en mairie de *GRENADE sur Garonne ainsi* que sur la façade de l'immeuble.

ARTICLE 5

Le présent arrêté est transmis au service contrôle de légalité de la Préfecture de la Haute-Garonne.

ARTICLE 6

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au fichier immobilier de la conservation des hypothèques aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1.

ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le maire de Grenade sur Garonne dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de TOULOUSE dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à GRENADE le, 11 MAI 2020.
Jean-Paul DELMAS,
Maire de GRENADE.

ANNEXE N ° 1
Reproduction des articles L.521-1 à L.521-3-2 du CCH
ANNEXE N ° 2
Reproduction des articles L.511-6 et L.521-4 du CCH
ANNEXE N ° 3
Reproduction de L'article L.111-6-1 du CCH

République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :97/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT

PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; à la demande de M. SAURAT, pour la réservation de deux places de stationnement matérialisées sur la chaussée au droit du 32 rue Roquemaurel à GRENADE pour l'entreprise EPILOGUE RENOVATION de GRENADE, du O4/O5/2O2O au O7/O8/2O2O.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 20/05/2020 au 07/08/2020 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

La benne, engin de chantier à l'exception de bétonnière, sableuse, etc…. devra stationner impérativement sur l' emplacements réservé à cet effet. **Il est formellement interdit de déverser les eaux sales ou tous autres résidus de chantier sur le domaine public.-**

L'installation (engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 12/05/2020
Le Maire,
Jean Paul DELMAS

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :98/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT
PERMIS DE STATIONNEMENT
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; à la demande de M. GUILLOU pour la réservation de places de stationnement au droit du 2 Avenue Lazare Carnot pour la mise en place d'un engin de chantier de l'entreprise CJC GUYON en raison de travaux de toiture, du 18/05/2020 au 05/06/2020

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 18/05/2020 au 05/06/2020 charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

L' engin de chantier à l'exception de bétonnière, sableuse, etc…. devra stationner impérativement sur l' emplacements réservé à cet effet. **Il est formellement interdit de déverser les eaux sales ou tous autres résidus de chantier sur le domaine public.-**

L'installation (engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 12/05/2020
Le Maire,
Jean Paul DELMAS
Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département de la Haute-Garonne

Commune de Grenade-sur-Garonne

N° 99/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, pour faire suite à la demande déposée par M GENDRE, pour la mise en place d'une benne entre le 18/05/2020 et le 18/07/2020, au droit du 57 Allées Sébastopol.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande entre le **18/05/2020 au 18/07/2020** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

2nd cas : Si le stationnement de la benne empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

STATIONNEMENT :

La benne devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de la benne, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 12/05/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département de la Haute-Garonne

Commune de Grenade-sur-Garonne

N° 100/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, pour faire suite à la demande déposée par M. FERRAND, pour la mise en place d'une benne au droit du 31 hameau de Berty du 29/05/2020 au 05/06/2020.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande entre le **29/05/2020 au 05/06/2020** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

2nd cas : Si le stationnement de la benne empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

STATIONNEMENT :

La benne devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions.

IV) LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de la benne, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 12/05/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

N° 101/2020

Arrêté portant modification de l'arrêté n°82/2020 du 13.03.2020 relatif à la fermeture des lieux accueillant du public suite à l'épidémie de CORONAVIRUS - COVID 19

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu le décret n°2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Considérant l'arrêté n° 82/2020 du 13.03.2020 décidant de la fermeture des lieux accueillant du public suite à l'épidémie de CORONAVIRUS-COVID,

Considérant les risques de propagation liés au Coronavirus Covid 19, pour la population,

Considérant qu'il faut, par tous les moyens, protéger la population et empêcher la propagation du virus,

Considérant l'intérêt général,

A R R E T E

Article 1er :

L'arrêté 82/2020 du 13.03.20 portant fermeture des lieux accueillant du public suite à l'épidémie de CORONAVIRUS -COVID 19 est abrogé.

Article 2 :

A compter du lundi 11 mai 2020, sur le territoire de la Commune de Grenade, et jusqu'à nouvel ordre, sont maintenues les dispositions suivantes :

Toutes les manifestations et activités sportives (en intérieur ou en extérieur) sont annulées.

Toutes les réunions et activités associatives (en intérieur ou en extérieur) sont annulées.

Toutes les locations et mises à disposition de salles communales sont annulés.

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, à M. le Commandant de la Gendarmerie de Grenade, à Mme la Directrice Générale des Services, au Responsable de la Police Municipale.

Fait à Grenade, le 13.05.2020

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT HAUTE-GARONNE

COMMUNE DE GRENADE sur GARONNE

Arrêté municipal n° 102/2020

Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Arrêté Municipal portant réglementation temporaire de la circulation

N° 22 rue Gambetta

Le Maire de la Commune de Grenade sur Garonne,
Vu le Code de la route et notamment l'article R 411- et suivants,
Vu l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié par l'arrêté du 4 janvier 1995,
L'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31 juillet 2002,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L2213-6,
Vu la demande présentée par **Monsieur SOULIE, demande l'autorisation d'accès d'un camion PL pour la livraison de marchandises, ainsi que la réservation de 4 places de stationnement au droit du N° 32 rue Gambetta à GRENADE en raison de l'ouverture prochainement d'un SPAR (superette) le LUNDI 18/O5/2O2O.**

Sur avis du responsable du Service Urbanisme,

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le : lundi 18 MAI 2O2O dans la matinée

Article 1 : Le véhicule de livraison sera autorisé à circuler à contresens à la zone de livraison.

Article 2 : La circulation sera interdite sur le tronçon de rue concerné par la zone de livraison.

Article 3 : passage des piétons :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.
Stationnement :
Le(s) véhicule(s) de livraison devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée de l'intervention, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins, d'obstacle) auront disparus.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés, **L'entreprise chargée de l'intervention** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du

déroulement de la livraison , qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 7 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne le : 15/05/2020

Le Maire,
Jean-Paul DELMAS,



République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade sur Garonne

N°103/2020.

Arrêté municipal

portant règlementation temporaire de la circulation et du stationnement

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-, R417-6, R417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, création d'un réseau AEP et branchement EU/EP, 5 impasse Alphonse Daudet à GRNADE par l'entreprise GABRIELLE FAYAT pour le compte du SMEA du 18/05/2020 au 22/05/2020.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur du :18/05/2020 au 22/05/2020

Article 1 :
L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :
La circulation sur la rue de l'impasse Alphonse Daudet se fera de manière restreinte au droit du chantier.

Article 3 :
La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :
L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.
Article 5 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 7:
La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 15/05/2020
Le Maire,
Jean Paul DELMAS

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département de la Haute-Garonne
Commune de Grenade-sur-Garonne

N° 104/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, pour faire suite à la demande déposée par MM. BENOIT/RASSINIER, pour la mise en place d'une benne à végétaux, au droit du 7 impasse du Pin du 25/O5/2O2O au 29/O5/2O2O.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande entre le **25/05/2020 au 29/05/2020** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

2nd cas : Si le stationnement de la benne empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

STATIONNEMENT :

La benne devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de la benne, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 18/05/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

N° 105/2020

Arrêté portant obligation du port du masque dans les bâtiments publics pour toute personne de plus de 10 ans
suite à l'épidémie de CORONAVIRUS - COVID 19

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du Covid-19,

Vu le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Vu le communiqué du 22 avril 2020 de l'académie de médecine évoquant l'importance du port du masque,

Considérant les risques de propagation liés au Coronavirus Covid 19, pour la population,

Considérant qu'il faut, par tous les moyens, protéger la population et empêcher la propagation du virus,

Considérant l'intérêt général,

Considérant la distribution gracieuse de masques tissus faite à la population,

A R R E T E

Article 1er :

Sur le territoire de la Commune de Grenade, et jusqu'au 2 juin 2020 :

Le port du masque est obligatoire (masque grand public ou alternatif aux masques médicaux) pour les personnes de plus de 10ans lors des déplacements ou présences dans les bâtiments publics. Ce masque devra être couvrant (couvrir la bouche et le nez).

Cette obligation concerne aussi les usagers et professionnels des marchés.

En dehors de ces lieux, le port du masque est fortement recommandé pour tous déplacements sur l'espace public.

Article 2 : cet arrêté pourra être prorogé au-delà du 2 juin 2020 si les circonstances liées à l'épidémie de Covid-19 le nécessitent.

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, à Mme la Directrice Générale des Services, au Responsable de la Police Municipale.

Fait à Grenade, le 19.05.2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :106/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT

PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la réservation de places de stationnement en raison de la réalisation de marquage au sol par l'entreprise SIGNAL PLUS SA DISTRIBUTION pour le compte de la communauté de Communes les Hauts Tolosans- Allées Sébastopol côté impair entre la rue de Belfort et l'avenue du 22 septembre à GRENADE, du 25/05/2020 au 29/05/2020

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 25/05/2020 au 29/05/2020 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de chantier devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 20/05/2020
Le Maire,
Jean Paul DELMAS

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade/Gne

N°1O7/2O2O.

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté de voirie N° 2O2O-1218, délivrée par la Communauté de Communes les Hauts-Tolosans ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement, pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, création de réseaux par l'entreprise CIRCET , représentée par M. BOHN Stéphane, du 2O/O5/2O2O au 15/06/2020, chemin de montagne (entre chemin de la Croix et chemin de las Caguères).

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :

20/05/2020 au 15/06/2020

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de voie, chemin de montagne, **sera fermée à la circulation** sauf aux riverains de la rue, au bus de ramassage scolaire, au véhicule de ramassage des ordures ménagères et aux véhicules de secours.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 20/05/2020
Le Maire,
***Jean-Paul DELMAS*,**

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade S/Gne

N°108/2020

Arrêté municipal
portant réglementation temporaire
de la circulation et du stationnement
41 rue Kleber

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers en raison de travaux de terrassement 25m pour raccordement ENEDIS, 41 rue Kléber à GRENADE, par l'entreprise DEBELEC CARCASSONNE pour ENEDIS du 25/O5/2O2O au O8/O6/2O2O.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur entre le :

25/05/2020 et le 08/06/2020

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules du demandeur.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de voie **sera fermée à la circulation** sauf aux riverains de la rue, au véhicule de ramassage des ordures ménagères et aux véhicules de secours.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 20/05/2020

Le Maire,

***Jean-Paul DELMAS*,**

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Garonne

N°109/2O2O.

Arrêté municipal portant réglementation temporaire

de la circulation et du stationnement

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, de raccordement pour ENEDIS ELECTRICITE EN RESEAU, par l'entreprise DEBELEC CARCASSONNE, représentée par M MONEREAU Mathieu, 52 rue Wagram à GRENADE le 28 MAI 2O2O.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :

28 mai 2O2O.

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par l'entreprise DEBELEC CARCASSONNE, la circulation des véhicules *rue Wagram* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus. La circulation sera réglée par l'entreprise demanderesse par un alternat manuel type B15 – C 18 .

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 4 :

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

- Fait à Grenade sur Garonne, le 25/05/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne

Numéro du dossier : 110/2020

Arrêté municipal
portant réglementation temporaire
de la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux d'élagage réalisés par l'entreprise SERPE pour le compte de la Commune de Grenade , les 17 et 18 juin 2O2O, rues Gambetta, Castelbajac, Victor Hugo, de la République, autour de la Halle de Grenade.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Autour de la Halle, rues Gambetta, Castelbajac, Victor Hugo et de la République

Les 17 et 18 JUIN 2O2O.

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur les portions de voies désignées ci-dessus en fonction de l'avancement des travaux, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les emplacements des terrasses Café/Restauration sur les contre-allées de la Halle devront être préservées et maintenus- (en fonction des décisions gouvernementales suivant les dispositions prises dans cette période de COVID-19).

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

Les portions de voies désignées ci-dessus seront fermées **à la circulation** si nécessaire sauf, au bus de ramassage scolaire, au véhicule de ramassage des ordures ménagères et aux véhicules de secours.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 26/05/2020
Le Maire,
Jean-Paul DELMAS

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département de la Haute-Garonne
Commune de Grenade-sur-Garonne

N° 111/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, pour faire suite à la demande déposée par M. TRICOT pour la mise en place d'une benne entre le 05/06/2020 au 08/06/2020, 36 rue Gambetta à GRENADE.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande entre le **05/06/2020, à partir de 15h30 et le 08/06/2020, 8h30 au plus tard en raison des travaux de voirie sur cette portion de voie,** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le positionnement de la benne en raison du chantier de rénovation de la voirie, en cours devra être validé sur place par le responsable du chantier de l'entreprise FLORES TP, Monsieur CARADEC Alain, avant 16hOO le vendredi 29/O5/2O2O. La benne devra être installée sur la chaussée, il est impératif que ni la benne ni le camion ne devront s'approcher des bordures de trottoirs qui viendront d'être installés. Les mêmes précautions devront être prises pour la dépose de la benne.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de la benne, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 26/05/2020
Le Maire,
Jean Paul DELMAS

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade S/Gne

N°112/2O2O.

Arrêté municipal
portant réglementation temporaire
de la circulation et du stationnement rue Cazalès

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement pour la sécurité des usagers en raison de la réalisation de travaux de rénovation voirie par l'entreprise FLORES TP rue Gambetta, rue Cazalès.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :

Entre le 27 MAI 2O2O et le O6 JUILLET 2O2O

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la voie citée ci-dessus, en fonction de l'avancement des travaux sauf pour les véhicules de l'entreprise FLORES TP 31 pour le compte de la commune.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de voie **sera fermée à la circulation** sauf véhicules de secours comme suit :
Rue Cazalès : entre la rue Victor Hugo intersection non comprise et la rue Pérignon, intersection comprise.

Rue Cazalès : entre la rue Gambetta, et les Allées Sébastopol, intersections comprises.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 26/05/2020
Le Maire,
Jean-Paul DELMAS,

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade S/Gne

N°113/2O2O.

Arrêté municipal
portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

rue Gambetta, (intersection comprise rue Cazalès au Allées Sébastopol)
Allées Sébastopol sur 30 métres au niveau du N°14 /intersection comprise rue Gambetta

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement pour la sécurité des usagers en raison de la réalisation de travaux d'enrobés sur voirie par l'entreprise COLAS pour le compte du Conseil Départemental 31, eu 15 au 19 JUIN 2O2O.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :
Entre le 15 et le 19 juin 2O2O.

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la voie citée ci-dessus, en fonction de l'avancement des travaux sauf pour les véhicules de l'entreprise COLAS..

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de voie **sera fermée à la circulation** sauf véhicules de secours et aux véhicules de l'entreprise COLAS et du Conseil Départemental 31.-

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.**
  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 26/05/2020
Le Maire,
Jean-Paul DELMAS,

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

Arrêté municipal n° 114 / 2020
portant délégation de fonctions aux 5 adjoints et à 5 conseillers municipaux

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Agissant es qualité,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2122-18, L 2122-20 et L 2122-23,

Considérant que le Maire est seul chargé de l'administration, mais qu'il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du conseil municipal,

Vu le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal en date du 20.03.2020 au cours de laquelle il a été procédé à l'élection du Maire et des Adjoints, et à l'établissement du tableau des conseillers municipaux,

A R R E T E

Article 1er :

A compter du 28.05.2020, il est donné délégation de fonctions aux 5 adjoints, comme suit :

LES ADJOINTS		
1	**Françoise MOREL CAYE**	Finances : Analyses rétrospectives et prospectives, Programmation pluriannuelle des investissements, Politique fiscale et tarifaire, Impact financier des mutualisations et transferts de compétence, Elaboration, Suivi des budgets, Suivi du plan de trésorerie, Suivi, gestion des impayés, Emprunts. En matière de marchés publics et accords-cadres de travaux, maîtrise d'œuvre, services et fournitures courantes, en cas d'absence du Maire : Il est donné délégation de fonction et de signature à Mme Morel Caye, dans les limites suivantes : préparation, correspondances courantes (lettre de consultation, mise au point, lettre d'avis d'attribution aux candidats non retenus et retenus, négociation, etc.), mise en concurrence (demandes, avis de publicité, cahier des charges), passation (acte d'engagement, mise au point, envoi des dossiers de consultation, compléments, etc.), exécution et règlement des marchés, suivi et mise en ordre (avenants, pénalités, mise en demeures, sous-traitance, tous documents

		relatifs à la vie du marché ou de l'accord cadre), bons de commandes, ordres de services, résiliation et contentieux.
2	**François NAPOLI**	Affaires sociales. Emploi et insertion en relation avec le service Emploi de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans. Logement social. Relations avec les associations à caractère social. Personnes âgées. Colis de Noël et organisation du thé dansant de fin d'année.
3	**Dominique BOULAY**	P.L.U, aménagement du territoire (SCOT…). Urbanisme règlementaire (PC, autorisations, etc…). Réseaux divers (eau, assainissement, électricité, téléphone, pluvial) : Relations avec les organismes concernés. Programmation, financements et suivi des travaux. Relations avec la Communauté Communes des Hauts Tolosans pour le Pool Routier (Mme BOULAY sera assistée de M. Pierre LOQUET, conseiller municipal, sur ce dossier). Travaux d'urbanisation et amendes de police. Plan global de déplacements en relation avec la Communauté de Communes des Hauts Tolosans (Mme BOULAY sera assistée de M. Florent MARTINET, conseiller municipal, sur ce dossier). Gestion du patrimoine communal. Travaux de constructions neuves. Cessions, locations, acquisitions en lien avec l'élue déléguée aux finances. Patrimoine historique (mobilier et immobilier), relations avec la DRAC et autres institutions spécialisées, financements, programmation des travaux et suivi des travaux, en relation avec le Manager de Ville (Mme BOULAY sera assistée de Mme Claudie GENDRE, conseillère municipale, sur ce dossier). Suivi des déclarations pour mise à jour des valeurs locatives et évolution des bases fiscales avec le CDIF en lien avec l'élue déléguée aux finances. En relation avec la Communauté de Communes des Hauts Tolosans : politique de l'habitat, développement économique, aménagement du territoire. Accessibilité.
4	**Thierry VIDONI-PERIN**	Services Techniques municipaux. Réhabilitation ou extension des bâtiments communaux. Déclaration de sinistres, dépôts de plaintes. Cimetières. En relation avec la Communauté de Communes des Hauts Tolosans, suivi de la voirie communale classée (M. VIDONI-PERIN sera assisté de M. Pierre LOQUET, conseiller municipal, sur ce dossier). Gestion et entretien de la voirie départementale en zone urbaine et de la voirie communale non classée (M. VIDONI-PERIN sera assisté de M. Pierre LOQUET, conseiller municipal, sur ce dossier) Actions citoyennes : Journée Citoyenne, logiciels participatifs, ... (M. VIDONI-PERIN sera assisté de Mme Dominique BRIEZ, conseillère municipale, sur ce dossier).

		Environnement : Amélioration de la performance énergétique des bâtiments : diagnostic énergétique, programmation des travaux, évaluations des résultats, (M. VIDONI-PERIN sera assisté de M. Florent MARTINET, conseiller municipal, sur ce dossier). Qualité de vie et bien être des administrés (M. VIDONI-PERIN sera assisté de Mme Dominique BRIEZ, conseillère municipale, sur ce dossier). Embellissement de la ville (M. VIDONI-PERIN sera assisté de Mme Josie AUREL et de Mme Dominique BRIEZ, conseillères municipales, sur ce dossier). Amélioration du cadre de vie, notamment le fleurissement, les illuminations, les décorations de Noël et des fêtes ... et la propreté (centre-ville, déjections canines ...). M. VIDONI-PERIN sera assisté de Mme Josie AUREL et de M. Laurent PEEL, conseillers municipaux sur ces dossiers). Agriculture : Aménagement rural et relations avec le monde agricole, autorisations & surveillance épandages (M. VIDONI-PERIN sera assisté de M. Laurent PEEL et de M. Patrice MAREY, conseillers municipaux, sur ce dossier).
5	**Anna TAURINES**	Communication : bulletin municipal, flash, site Internet, invitations, flyers … Protocole. Mise en place de la politique culturelle de la Ville, relations avec les associations culturelles. Manifestations et cérémonies organisées par la Collectivité (dont Noël du Personnel). Archives & Documentation. Relations avec l'Office de Tourisme Intercommunal.

Hospitalisations d'office.
Les 5 Adjoints susvisés reçoivent délégation de fonction, pour prendre toute décision d'hospitalisation d'office.
L'ordre de priorité sera leur rang de nomination.

Dépôts de plainte.
Les 5 Adjoints susvisés reçoivent délégation de fonction, pour déposer plainte auprès de la Gendarmerie.
L'ordre de priorité sera le suivant : M. Thierry VIDONI-PERIN, 4ème Adjoint, puis selon leur rang de nomination.

"Urbanisme, PLU, permis de construire, logement" & "Voirie et Réseaux Divers".
Délégation de fonction est donnée à Mme MOREL CAYE, 1ère Adjointe, en matière de « Urbanisme, PLU, permis de
construire, logement » et en matière de « Voirie et Réseaux Divers », en cas d'absence de Mme Dominique BOULAY,
2ème Adjointe.

Pouvoirs de Police du Maire.
En vertu de l'article L2212-1 du CGCT, les pouvoirs de police sont attribués au Maire de façon exclusive. Aucune délégation au Conseil Municipal, au Directeur Général des Services de la commune ou à une société privée n'est possible. En revanche, selon l'article L2122-18 du CGCT, une délégation est possible à un adjoint.
Mme MOREL CAYE, 1ère Adjointe, et M. François NAPOLI, 2ème adjoint, reçoivent, dans cet ordre, délégation pour
exercer les pouvoirs de police du Maire, sous la surveillance et la responsabilité de ce dernier.

L'adjoint délégué assurera l'instruction et le suivi des dossiers relevant de sa délégation et pourra signer tous les documents y ayant droit.

Article 3 :

A compter du 28.05.2020, il est donné délégation de fonctions à 5 conseillers municipaux, comme suit :

LES CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉLÉGUÉS		
1	**Aurélie VIDAL**	Elue référente pour le hameau de Saint-Caprais.
2	**Henri BEN AÏOUN**	Affaires scolaires : Suivi des effectifs scolaires. Application de la carte scolaire. Participation à l'organisation des transports scolaires. Relations avec le corps enseignant. Subventions aux coopératives scolaires. (M. BEN AÏOUN sera assisté de Mme Hélène GARCIA, conseillère municipale, sur ce dossier). Conseil Municipal des Jeunes.
3	**Françoise CHAPUIS BOISSE**	Assistante du 2ème Adjoint pour la prise en charge des Personnes âgées, des colis de Noël et de l'organisation du thé dansant de fin d'année. Elections (Découpage des bureaux, révision des listes électorales, relations avec les services pour l'organisation matérielle des scrutins, etc …).
4	**Philippe BOURBON**	Commerce et artisanat en lien avec le Service Economie de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans. Occupation du domaine public.
5	**Laetitia IBRES**	Assistante de la 5ème Adjointe sur la Culture. Territoires Engagés pour la Nature : suivi du plan d'actions, ... en lien avec le Manager de Ville. Suivi des sites d'intérêt naturel : île de Martignac, Nautique, etc … en lien avec la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Le conseiller municipal délégué assurera l'instruction et le suivi des dossiers relevant de sa délégation mais ne reçoit pas délégation de signature.

Article 4 :
L'article L 2122-18 du Code Général des Collectivités Locales stipule que : « … *Le Maire est seul chargé de l'administration, il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints, et, en l'absence des adjoints, à des membres du conseil municipal…* ». Ces délégations ne peuvent en aucun cas faire obstacle au pouvoir du Maire d'accomplir personnellement tout acte ou décision se rapportant aux attributions déléguées.
Sauf impossibilité constatée, les arrêtés sont revêtus de la signature du Maire.
De même, les convocations du Conseil Municipal seront faites uniquement sur son ordre et sa signature.
Par ailleurs, conformément à l'article 2121-29-5°, le Conseil Municipal est compétent pour prendre des décisions relatives au statut général des agents ou à l'organisation des services, et seul le Maire est compétent pour prendre les mesures individuelles d'application de ces décisions à l'égard des agents communaux.

Article 5 : **Le Maire se réserve personnellement toute question non expressément déléguée par arrêté.**

Article 6 : Les présentes délégations sont consenties par le Maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, le délégataire rendra compte au Maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Article 7 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa publication et de sa notification aux délégataires.

Article 8 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 28.05.2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

n° 115/2020

Arrêté portant délégations de signature à certains fonctionnaires de la Collectivité

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu l'article R. 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints en date du 26.05.2020,

A R R E T E

ARTICLE 1er :
Mme Christine LAMOULIATTE, fonctionnaire titulaire de catégorie A de la commune de Grenade, **est déléguée,** sous ma surveillance et ma responsabilité, **pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures, pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.**

ARTICLE 2 :
Mme BELLOC Danièle et Mme ESCAFIT Sylvie, fonctionnaires titulaires de la commune de Grenade, **sont déléguées,** sous notre surveillance et notre responsabilité, **pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés municipaux, la délivrance des expéditions de ces registres, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures.**

ARTICLE 3 :
Mme MASSIP Virginie, Mme DANIAUD Sabine, Mme ORTIZ Brigitte et Mme MARGAND Lysiane, fonctionnaires titulaires de la commune de Grenade, **sont déléguées,** sous notre surveillance et notre responsabilité, **pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et pour la légalisation des signatures.**

ARTICLE 4 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, aux l'intéressées.

Fait à Grenade, le 28.05.2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Reçu notification le : LAMOULIATTE Christine	Reçu notification le : BELLOC Danièle	
Reçu notification le : ESCAFIT Sylvie	Reçu notification le : MASSIP Virginie	
Reçu notification le : DANIAUD Sabine	Reçu notification le : ORTIZ Brigitte	Reçu notification le : MARGAND Lysiane

n° 116/2020

Arrêté portant délégation de fonction

en matière d'état civil à Mme Virginie MASSIP

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu l'article R 2122-10 du Code Général des Collectivités Territoriales qui confère au Maire, le pouvoir de déléguer à un fonctionnaire titulaire de la commune, les fonctions qu'il exerce en tant qu'officier de l'état civil,

Vu l'Instruction générale relative à l'Etat Civil,

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints en date du 26.05.2020,

A R R E T E

ARTICLE 1er :

Délégation en matière d'Etat Civil est accordée à **Mme Virginie MASSIP,** fonctionnaire titulaire de la commune de Grenade, pour :

- recevoir les déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de changement de nom ou de prénom de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, de consentement de l'enfant de plus de treize ans à son changement de nom, du consentement d'un enfant majeur à la modification de son nom en cas de changement de filiation, des demandes de changement de prénom,
- réaliser les auditions communes ou les entretiens séparés, préalables au mariage.
- enregistrer les déclarations, modifications et dissolutions de pactes civils de solidarité (PACS),
- effectuer les transcriptions, les mentions en marge de tous actes ou jugements sur les registres de l'état civil,
- dresser tous les actes relatifs aux déclarations ci-dessus.

ARTICLE 2 : **Mme Virginie MASSIP**, déléguée pour la réception des déclarations, la rédaction, la transcription et la mention en marge des actes de l'état civil, peut valablement délivrer toutes copies, et extraits, quelle que soit la nature des actes.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, à Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Toulouse, à l'intéressée.

Fait à Grenade, le 28.05.2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Le présent arrêté a été notifié à l'intéressée le :
(signature)

n° 117/2020

Arrêté portant délégation de fonction

en matière d'état civil à Mme Sabine DANIAUD

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu l'article R 2122-10 du Code Général des Collectivités Territoriales qui confère au Maire, le pouvoir de déléguer à un fonctionnaire titulaire de la commune, les fonctions qu'il exerce en tant qu'officier de l'état civil,

Vu l'Instruction générale relative à l'Etat Civil,

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints en date du 26.05.2020,

A R R E T E

ARTICLE 1er :

Délégation en matière d'Etat Civil est accordée à **Mme Sabine DANIAUD,** fonctionnaire titulaire de la commune de Grenade, pour :

- recevoir les déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de changement de nom ou de prénom de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, de consentement de l'enfant de plus de treize ans à son changement de nom, du consentement d'un enfant majeur à la modification de son nom en cas de changement de filiation, des demandes de changement de prénom,
- réaliser les auditions communes ou les entretiens séparés, préalables au mariage.
- enregistrer les déclarations, modifications et dissolutions de pactes civils de solidarité (PACS),
- effectuer les transcriptions, les mentions en marge de tous actes ou jugements sur les registres de l'état civil,
- dresser tous les actes relatifs aux déclarations ci-dessus.

ARTICLE 2 : **Mme Sabine DANIAUD**, déléguée pour la réception des déclarations, la rédaction, la transcription et la mention en marge des actes de l'état civil, peut valablement délivrer toutes copies, et extraits, quelle que soit la nature des actes.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, à Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Toulouse, à l'intéressée.

Fait à Grenade, le 28.05.2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,

Le présent arrêté a été notifié à l'intéressée le :

n° 118/2020

Arrêté portant délégation de fonction

en matière d'état civil à Mme Danièle BELLOC

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu l'article R 2122-10 du Code Général des Collectivités Territoriales qui confère au Maire, le pouvoir de déléguer à un fonctionnaire titulaire de la commune, les fonctions qu'il exerce en tant qu'officier de l'état civil,

Vu l'Instruction générale relative à l'Etat Civil,

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints en date du 26.05.2020,

A R R E T E

ARTICLE 1er :

Délégation en matière d'Etat Civil est accordée à **Mme Danièle BELLOC,** fonctionnaire titulaire de la commune de Grenade, pour :

- recevoir les déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de changement de nom ou de prénom de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, de consentement de l'enfant de plus de treize ans à son changement de nom, du consentement d'un enfant majeur à la modification de son nom en cas de changement de filiation, des demandes de changement de prénom,

- réaliser les auditions communes ou les entretiens séparés, préalables au mariage.

- enregistrer les déclarations, modifications et dissolutions de pactes civils de solidarité (PACS),

- effectuer les transcriptions, les mentions en marge de tous actes ou jugements sur les registres de l'état civil,

- dresser tous les actes relatifs aux déclarations ci-dessus.

ARTICLE 2 : **Mme Danièle BELLOC,** déléguée pour la réception des déclarations, la rédaction, la transcription et la mention en marge des actes de l'état civil, peut valablement délivrer toutes copies, et extraits, quelle que soit la nature des actes.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, à Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Toulouse, à l'intéressée.

Fait à Grenade, le 28.05.2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,
le présent arrêté a été notifié à l'intéressée le : *(signature)*

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°119/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, acheminement par camion toupie de béton chantier, au droit du 78 rue Hoche par T.A.B., 31 CUGNAUX le Lundi 1er juin 2O2O entre 8h et 10h.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :
LUNDI 1ER JUIN 2O2O entre 8h et 1Oh

Article 1 :
L**e stationnement sera interdit** au droit du chantier désigné ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :
La portion de voie **sera fermée à la circulation** sauf aux riverains de la rue, au véhicule de ramassage des ordures ménagères et aux véhicules de secours.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.**
  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».
L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.
Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 29/05/2020
Le Maire,
***Jean-Paul DELMAS*,**

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

n° 120/2020

ARRETE MUNICIPAL PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu les articles R.123-11, R.123-12 et R.123-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération n° 31/2020 du Conseil Municipal en date du 26.05.2020 fixant à « 6 », le nombre d'administrateurs du C.C.A.S.,

Vu l'information collective (publiée sur le site Internet de la Ville, affichée en Mairie et au CCAS) portant sur le renouvellement du Conseil d'Administration et faisant appel à candidatures auprès des associations,

Considérant la proposition de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF),

A R R E T E

Article 1er :

Sont nommés membres du Conseil d'Administration du C.C.A.S. :

- 1 représentant de l'UDAF :

M. Marc GAMMAL

- 5 représentants d'associations :

Mme Renée BOUZIGUET (Cinéma l'Entract),

Mme Laura DELAUNAY (Multimusique),

Mme Annick GIRARDOT (Gymnastique Volontaire - section séniors),

Mme Maryse TROMEUR (Secours Catholique),

Mme Fabienne TONDEUR (Association des donneurs de sang).

Article 2 : Le mandat des membres du Conseil d'Administration du C.C.A.S. expirera, conformément à la règlementation en vigueur, lors du prochain renouvellement du Conseil Municipal de Grenade.

Article 3 : Ampliation sera adressée à Mr. le Préfet de la Haute-Garonne, aux intéressés.

Fait à Grenade, le 2 juin 2020

Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,

Président du CCAS,

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°121/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire

de la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de **réfection de la Place au droit de l'école des Garosses -St Caprais à GRENADE, (au niveau de la rue des Garosses/rue Neuve**) par l'entreprise DELAMPLE VRD, pour le compte de la commune de Grenade, du 02/06/2020 au 22/06/2020

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :

02/06/2020 au 22/06/2020

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie et place citées ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La Place de l'école **sera fermée à la circulation** aux véhicules de secours.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes signalisations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités des voies concernées.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 29/05/2020.
Le Maire,
***Jean-Paul DELMAS*,**

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade s/Gne.

N°122

Arrêté municipal portant réglementation temporaire

de la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, extension réseau ENEDIS (dossier DF26/O19526) – par l'entreprise SOBECA représentée par M. DESTARAC Roger, **chemin de Mignan** à GRENADE du O2/O6/2O2O au O7/O7/2O2O.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :

02/06/2020 au 07/07/2020

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

Le chemin de Mignan **sera fermé à la circulation** sauf aux riverains de la rue, au bus de ramassage scolaire, au véhicule de ramassage des ordures ménagères et aux véhicules de secours.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée : déviation par RD29, et RD87.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière », KC1 « route barrée », KD22a « Déviation).

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 29/05/2020

Le Maire,

***Jean-Paul DELMAS*,**

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :123/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT

PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la réservation de places de stationnement et de circulation restreinte, en raison de la réalisation de marquage au sol par l'entreprise SIGNAUX GIROD, représentée par M. PREUD'HOMME Léa, pour le compte de la Commune de Grenade, entre le O2/12/2O2O et le 16/06/2020. RD2 (Avenue Lazare Carnot/route de Toulouse, et sortie d'agglo, RD2 Avenue Lazare Carnot, rue Gambetta, Allées Sébastopol, Avenue du 22 septembre) RD17 Allées Alsace Lorraine et Avenue du 8 mai 1945, RD29 (Allées Alsace Lorraine), RD29 (Cours Valmy) RD29 (pont de Save jusqu'à la sortie d'agglomération, intersection chemin de la Pérignone.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 02/06/2020 au 16/06/2020 entre 2Oh et 7h, à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de chantier devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

La circulation sur les voies désignées ci-dessous (annexe N°1) se fera de manière restreinte sur une file au droit du chantier.

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 02/06/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Annexe N°1. PJ ;

Peinture routière sur routes départementales - Commune de GRENADE sur GARONNE 31330

ZONE	LIEUX DES TRAVAUX	DESCRIPTION	COULEUR	QUANTITE	UNITE	OBSERVATIONS
RD 2 Entre le Rond Point de la Mairie et le Rond Point de SUPER U	PM	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	21	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	CCAS	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Amiral Cabanier	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Rond point RD 2/RD 17	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	28	m²	Enduit à froid pour passage piétons
		Marquage céder le passage sur les 4 voies	Blanc	9	m²	Enduit à froid
	Laboratoire	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
		Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Rond Point SUPER U	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 2 Entre Rond Point de SUPER U et la sortie d'agglo.	Chemin de la Croix	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	23	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Chemin de St Sulpice	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	23	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Rond Point MR. Bricolage	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	15	m²	Enduit à froid pour passage piétons
		Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	15	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 2 entre Rond Point Mairie et les Allées Sébastopol	2 rue Gambetta	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	21	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	13 rue Gambetta	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	21	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	15A rue Gambetta	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	7,5	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	43 rue Gambetta	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	7,5	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	47B rue Gambetta	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	7,5	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	42 rue Gambetta	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	7,5	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 2 Avenue du 22 septembre	Intersection rue de l'Abattoir	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intersection rue Larroque	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 17 Allées Alsace Lorraine	Rond Point Allées Alsace Lorraine	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	21	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Angle Allées Alsace Lorraine et rue Victo Hugo	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	19, Allées Alsace Lorraine	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	25, Allées Alsace Lorraine	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	27, Allées Alsace Lorraine	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	29, Allées Alsace Lorraine	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intersection Quais de Garonne	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 17 Avenue du 8 mai 1945	Rond Point RD 2 et RD 17	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intersection rue Louise Michel	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 29 Allées Alsace Lorraine	Face jardin anc. Perception	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intersection rue Pérignon	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intersection rue René Teisseire	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 29 Cours Valmy	Face résidence Beaumarchais	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Impasse St Jacques	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Face "Bascule"	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	13,5	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Entrée du Pont	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Face cimetière (X 2)	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	18	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 29 du Pont de Save à la sortie d'agglo	Pont de Save	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intermarché	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Face au Stade	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
		Marquage pour dos d'âne triangles	Blanc	4	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Face entrée de la Piscine	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intersection chemin de la Pérignonne	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	13,5	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 2 AGGLO	av du 22 septembre	stationnement PMR sans fond bleu+signalisation vertical GIC / GIG suivant L'arrêté du 20 avril 2017	Blanc	20	m²	Enduit à froid pour stationnement PMR 6,2 m x 3,3 m
		TOTAL		665	m²	

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT : Haute-Garonne
COMMUNE : Grenade sur Garonne.

N°124/2020

Arrêté municipal

portant réglementation temporaire

de la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, de sondage **Quai de Garonne, route de la Hille, RD17 (voie et trottoir),** par l'entreprise HYDROGEOTECHNIQUE, représentée par M. HOURY, pour le compte de la Commune de Grenade, entre le 8 juin 2O2O et le 12 juin 2O2O , (stationnement d'un engin de chantier à compter du 3 juin 2O2O, parking Allées Alsace Lorraine, côté quai de Garonne).

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur du :

3 JUIN 2O2O au 12 JUIN 2O2O *

*** entre 8h3O et 16HOO au niveau de la RD17 (Allées Alsace Lorraine/route d'Ondes).**

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par la ste HYDROEGOTECHNIQUE, la circulation des véhicules *quai de Garonne, route de la Hille, RD17 (Allées Alsace Lorraine /route d'Ondes)* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus. La circulation sera réglée par l'entreprise demanderesse par un alternat manuel type B15 – C 18 .

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

rticle 3 :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 4 :

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

- Fait à Grenade sur Garonne, le 03/06/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°125/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de branchement AEP/EU pour le SMEA, rue de mélican alimentation nouveau lotissement par l'entreprise LACLAU du O4/ O6/2O2O au 15/O6/2O2O.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :

02/06/2020 au 07/07/2020

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La rue Mélican (entre chemin de fontaine et rue du Port Haut) **sera fermé à la circulation** sauf aux riverains de la rue, au bus de ramassage scolaire, au véhicule de ramassage des ordures ménagères et aux véhicules de secours.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée : déviation .

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux

réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière », KC1 « route barrée », KD22a « déviation ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 03/06/2020

Le Maire,

Jean-Paul DELMAS,

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département-Haute-Garonne

Commune : GRENADE sur Garonne

N°126/2O2O.

Arrêté municipal portant réglementation temporaire

de la circulation et du stationnement

Rue Castelbajac (entre la rue Victor Hugo et le Quai de Garonne)

Rue Roquemaurel et Rue Lafayette

(entre la rue de la République et la rue Castelbajac)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R-417-6 et R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et le bon déroulement du marché hebdomadaire le SAMEDI matin, en complément de l'arrêté permanent N°17 2018 article 2O – en date du 2O/11/2O18.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur à compter du :

6 JUIN 2O2O jusqu'à la fin de la période du Covid 19.

Article 1 :

Le stationnement sera interdit sur le tronçon de rue concerné rue Castelbajac **à partir de 4h jusqu'à 15h le samedi.**

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

Article 2 :

Les portions de voies désignées ci-dessus **seront fermées à la circulation** sauf aux véhicules de secours. **Rues Roquemaurel et Lafayette (entre 7h et 13h), rue Castelbajac entre 4h et 15h.**

Article 3 :

La circulation sera ouverte à la fin du marché.

Article 4 :

La personne demanderesse mettra en place et enlèvera la signalisation temporaire.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette signalisation devra être conforme aux dispositions édictées par l'arrêté interministériel du 6 juin 1977 et par l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière, livre I, huitième partie, modifiée notamment par l'arrêté du 15 juillet 1974.

Article 5 :

Le bénéficiaire sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement de la manifestation, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités des sections réglementées.

Article 8 : La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

- **Fait à Grenade, le 03/06/2020**

LE MAIRE,

Jean Paul DELMAS

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

N° 127/2020

Prolongation de l'arrêté portant obligation du port du masque dans les bâtiments publics pour toute personne de plus de 10 ans suite à l'épidémie de CORONAVIRUS - COVID 19

Le Maire de la Commune de Grenade,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du Covid-19,

Vu le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Vu le communiqué du 22 avril 2020 de l'académie de médecine évoquant l'importance du port du masque,

Considérant les risques de propagation liés au Coronavirus Covid 19, pour la population,

Considérant qu'il faut, par tous les moyens, protéger la population et empêcher la propagation du virus,

Considérant l'intérêt général,

Considérant la distribution gracieuse de masques tissus faite à la population,

A R R E T E

Article 1er :

Sur le territoire de la Commune de Grenade, et ce durant la période de crise sanitaire :

Le port du masque est obligatoire (masque grand public ou alternatif aux masques médicaux) pour les personnes de plus de 10ans lors des déplacements ou présences dans les bâtiments publics. Ce masque devra être couvrant (couvrir la bouche et le nez).

Cette obligation concerne aussi les usagers et professionnels des marchés.

En dehors de ces lieux, le port du masque est fortement recommandé pour tous déplacements sur l'espace public.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, à Mme la Directrice Générale des Services, au Responsable de la Police Municipale.

Fait à Grenade, le 03.06.2020
Jean-Paul DELMAS,

Maire de Grenade,
République Française
Département :Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N°128/2O2O.

Arrêté municipal

portant règlementation temporaire de la circulation et du stationnement

Chemin de Montagne (aux abord de l'école J.DIEUZAIDE)
Aux abords du n°14 rue de Belfort.

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-, R417-6, R417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers dans le cadre d'une installation de mesure sur le réseau d'assainissement ainsi qu'à la station d'épuration à partir du 2 juin 2O2O pour une période de trois semaines, par l'entreprise IRH ingénieurs conseilsè 31 TOULOUSE, représentée par M. ALLEON, pour le compte du SMEA.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur du :03/06/2020 au 23/06/2020

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La circulation sur la rue de la rue se fera de manière restreinte au droit du chantier.

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès

lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 6 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 7:

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 03/06/2020

Le Maire,
Jean Paul DELMAS

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune de : Grenade sur Garonne

N°129/2020

ARRETE MUNICIPAL PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU SATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE SUR GARONNE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'arrêté de voirie portant permission de voirie N° 2O2O 232 231, délivré le 28/O5/2O2O par le Conseil Départemental 31.

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique pendant la durée des travaux de sondage voirie par l'entreprise HYDROGEOTECHNIQUE, pour le compte de la commune de Grenade, RD17 (Allées Alsace Lorraine/route d'Ondes) en agglomération, entre le 8 JUIN 2O2O et le 12 JUIN 2O2O.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur : du 8/O6/2O2O au 12/O6/2O2O.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande, du O8 JUIN 2O2O au 12 JUIN 2O2O.

Les engins de chantier devront impérativement stationnés sur la chaussé. Ces travaux nécessitent la mise en place d'une circulation alternée par feu homologué.

En dehors de ces horaires et durant les week-ends, la circulation sera rendue à la normale ; à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES DU STATIONNEMENT

STATIONNEMENT :

Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions.

PASSAGE DES PIETONS :

Le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sur le trottoir.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DU STATIONNEMENT

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son chantier, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

En dehors des jours et horaires définis à l'article 1, et après l'achèvement des travaux, il sera tenu d'enlever tous les décombres, pierres, gravats… de nettoyer et de réparer tous les dommages qui auraient pu être causés au domaine public ou à ses dépendances afin de restituer l'espace public dans son état initial.

Article 4 : CIRCULATION

Cet alternat sera effectué au moyen de feux homologués conformément au cahier des charges approuvé par l'arrêté du 26 mars 1985 modifié (feux indépendants à intervalles de temps programmés ou feux interconnectés à cycle synchronisé). Ces feux seront précédés d'une signalisation d'approche et d'une signalisation de position rétro-réfléchissante de classe II.

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 5 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 7 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 8 : La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargés de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 04/06/2020

PJ : plan circulation alternée.

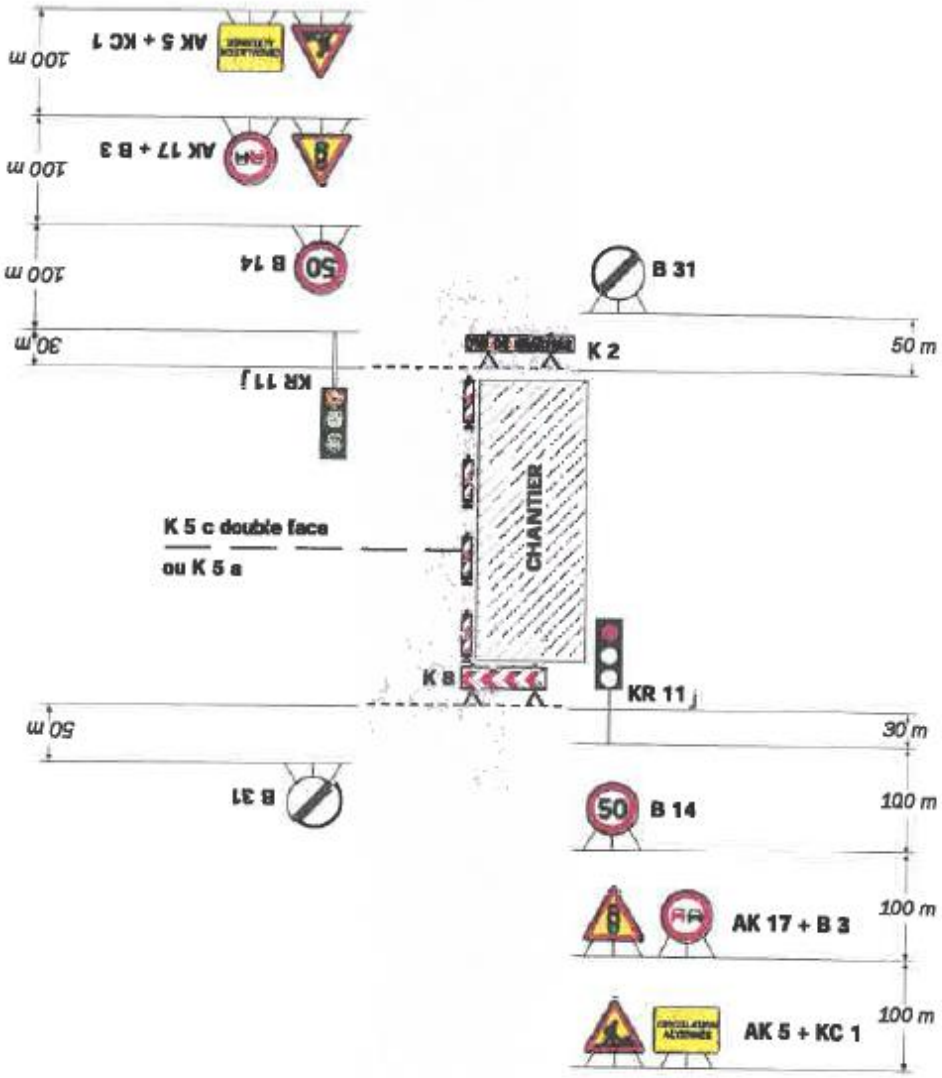
Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne désignée ci-dessus

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°130/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire

de la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de branchement AEP/EU par l'entreprise GABRIELLE FAYAT pour le compte du SMEA, **34 rue de la République** à GRENADE entre le 8/O6/2O2O et le 12/O6/2O2O.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Du 08/06/2020 au 12/06/2020 et pour la durée des travaux.

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus au droit du chantier, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de voie désignée ci-dessus **sera fermée à la circulation, lundi 8 juin 2020 et si nécessaire mardi 9 juin 2020** pendant la durée de l'intervention, sauf au véhicule de ramassage des ordures ménagères et aux véhicules de secours.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 04/06/2020
Le Maire,
***Jean-Paul DELMAS*,**

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

Arrêté municipal n° 131 / 2020

portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons

temporaire de 3ème catégorie

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 03 juin 2020 par Madame RIGOULET Sylvie agissant pour le compte de l'association foyer rural dont le siège est situé 26A rue Victor Hugo 31330 GRENADE, en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale en date du 08 juin 2020,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Madame RIGOULET Sylvie, représentante de l'association foyer rural, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

A R R E T E

Article 1er : L'association foyer rural, représentée par Madame RIGOULET Sylvie, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire au foyer rural de GRENADE, du 12 septembre 2020 au 13 septembre 2020 de 14h00 à 20h00, à l'occasion du GRELIN GRENADE.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 4 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au demandeur.

Grenade, le 08 juin 2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 132/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT

PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la réservation d'une place de stationnement par la mise en place d'une benne ou engin de chantier ou dépôt de matériaux au droit du chantier angle rue KLEBER/CAZALES par l'entreprise FIORITO Christian sis à GRENADE pour le compte de la SCI PIERRAN entre le 08/06/2020 et le 08/10/2020.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 08/06/2020 au 08/10/2020 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

La benne, engin de chantier à l'exception de bétonnière, sableuse, etc…. devra stationner impérativement sur l' emplacements réservé à cet effet. **Il est formellement interdit de déverser les eaux sales ou tous autres résidus de chantier sur le domaine public.-**

L'installation (engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

I) LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 08/06/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :133/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT

PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la réservation de trois places de stationnement matérialisées au sol, au droit du N°5O rue Victor Hugo à GRENADE, d'un véhicule et outils de l'entreprise JARDI PAYSAGE, entre le 14/O6/2O2O et le 19/O6/2O2O.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 14/06/2020 au 19/06/2020 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de chantier devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (benne, engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

I) LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

<u>Article 6</u> : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 09/06/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

<u>Diffusion</u> :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :134/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT

PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; de la réservation de places de stationnement au droit du 47Bis Allées Sébastopol, pour une intervention raccordements électriques pour ENEDIS représentée par M. SAUNIER, effectuée par DEBELEC, (dossier TEULADE 64946984) le 15 JUIN 2O2O.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 15/06/2020 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de chantier devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

I) LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 09/06/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département de la Haute-Garonne
Commune de Grenade-sur-Garonne

N° 135/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, pour faire suite à la demande déposée par sarl PEDRO fréres – 31 AUSSONNE, pour une demande de deux zones de stationnement pour la mise en place de benne, et stationnement engins de chantier, au droit du N° 33 rue Cazalès et stationnement engins de chantier et dépôt de matériaux au droit du 34C/36 rue René Teisseire. Pour une période de quatre mois (juin à septembre 2020).

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande entre le **10/06/2020 et le 30/09/2020**à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

2nd cas : Si le stationnement de la benne, engin de chantier, dépôt de matériaux, empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

STATIONNEMENT :

La benne, engins….. devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions.

I) LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de la benne, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai

au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 09/06/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département de la Haute-Garonne

Commune de Grenade-sur-Garonne

N° 136/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, pour faire suite à la demande déposée par M. MAKSIMOVIC, pour la mise en place d'une benne entre le 19/O6/2O2O et le 22/O6/2O2O, au droit du N°7 Hameau de Berty GRENADE.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande entre le **19/06/2020 au 22/06/2020** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

2nd cas : Si le stationnement de la benne empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

STATIONNEMENT :

La benne devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions.

I) LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de la benne, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES IEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 09/06/2020
Le Maire,
Jean Paul DELMAS

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade S/Gne

N°137/2O2O.

Arrêté municipal
portant réglementation temporaire
de la circulation et du stationnement

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement pour la sécurité des usagers en raison de la réalisation de travaux de mise en place de borne amovible rue de la République par le personnel des services Techniques Municipaux du 22/O6/2O2O au 23/O6/2O2O.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :

Entre le22/06/2020 et le 23/06/2020

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la voie citée ci-dessus au droit du chantier, en fonction de l'avancement des travaux.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de voie **sera fermée à la circulation** sauf véhicules de secours et véhicule du ramassage des ordures ménagères.

I) **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.**
La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 09/06/2020

Le Maire,

***Jean-Paul DELMAS*,**

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département :Haute-Garonne
Commune : GRENADE S/Garonne

N°138/2020

Arrêté municipal

portant règlementation temporaire de la circulation et du stationnement

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-, R417-6, R417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, d'adduction chambre orange existante sur trottoir pour la fibre rue du Port Haut (intersection chemin St Sulpice) à GRENADE, par l'entreprise FIBRE 31 DEPLOIEMENT, CIRCET et leurs sous-traitants entre le 15/O6/2O2O au 31/08/2020.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur du :15/06/2020 au 31/08/2020

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus au droit du chantier, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :
La circulation sur les rues du Port Haut et Chemin St Sulpice se fera de manière restreinte au droit du chantier, la vitesse sera limitée à 3Okm.

Article 3 :
La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :
L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :
L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 6 :
Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 7:
La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 10/06/2020
Le Maire,
Jean Paul DELMAS

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne

N°139/2O2O.

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement.

Le Maire de Grenade,

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le Code de la route notamment l'article R.417-10.

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la demande présentée le O5/O6/2O2O par ENEDIS, sur la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique pendant la durée des travaux de terrassement sous chaussée pour réalisation de deux boîtes de jonction afin d'alimenter le lotissement « Cabié », rues Mélican/rosiers , par l'entreprise STTP pour le compte de ENEDIS représenté par M. GAGNEUX, entre le O4/O6/2O2O et le 22/O6/2O2O

ARRETE

Article 1er : AUTORISATION
Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 1O/O6/2O2O au 22/O6/2O2O. Les engins de chantier devront impérativement stationnés sur la chaussé.

Ces travaux nécessitent la mise en place d'une circulation alternée ;

En dehors de l'intervention , la circulation sera rendue à la normale ; à charge pour l'intervenant de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES DU STATIONNEMENT
STATIONNEMENT :

Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions.

PASSAGE DES PIETONS :
Le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DU STATIONNEMENT
La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son chantier, de jour comme de nuit.
Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

En dehors des jours et horaires définis à l'article 1, et après l'achèvement des travaux, il sera tenu d'enlever tous les décombres, pierres, gravats… de nettoyer et de réparer tous les dommages qui auraient pu être causés au domaine public ou à ses dépendances afin de restituer l'espace public dans son état initial.

Article 4 : CIRCULATION
La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus. La circulation sera réglée par l'entreprise demanderesse par un alternat manuel type K10, AK5, AK14, K8..

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 5 : RESPONSABILITE
Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme

duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : FORMALITES D'URBANISME
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 7 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX
La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 8 : La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargés de l'application du présent arrêté.
Fait à Grenade, le 10/06/2020

Le Maire,
Jean Paul DELMAS

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Garonne

Numéro de dossier :140/2020

COMMUNE DE GRENADE SUR GARONNE

ARRÊTÉ D'AUTORISATION INDIVIDUELLE D'OCCUPATION SUPERFICIELLE DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 39/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;

Vu la décision de Maire N° 14/2O2O en date du 31 Mai 2O2O,

Vu l'état des lieux;

Considérant la demande présentée par Mle. JUANOLA Chrystelle**,** gérant du restaurant SAS Chrysmadady LE GRENADIN » , 85 rue de la République, demandant :

- l'autorisation d'installer une terrasse de restaurant sur les contre allées de la Halle du 10/06/2020 au 31/10/2020 pour une surface de 100 m² comprenant 30 tables et 60 chaises (à l'exception du samedi jusqu'à la fin du marché, nettoyage par les services municipaux compris).
- un chevalet (porte menu) et une petite table d'appoint annuellement

ARRÊTE

Article 1er : Autorisation

Mle JUANOLA Chrystelle gérante du restaurant SAS Chrysmadady « LE GRENADIN », 85 rue de la République à Grenade, est autorisée à l'utilisation superficielle du domaine public :

pour la période du 10/06/2020 au 31/10/2020, aux heures d'ouvertures des commerces, pour l'occupation d'une surface de 100 m², correspondant à l'installation sur la contre allée de la Halle (place Jean Moulin) de 30 tables et 60 chaises (à l'exception du samedi en raison du marché et jusqu'à la fin de l'intervention du nettoyage par les services municipaux).

un chevalet à l'année.

Une petite table d'appoint à l'année, au droit de l'établissement.-

Article 2 : Caractères de l'autorisation

L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.

En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :

- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;

- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public

Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 4 : Responsabilité

Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai

au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Horaires d'exploitation

L'installation de la terrasse doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

Article 6 : Agencement de la terrasse et du chevalet

L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.

Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 7 : Nettoyage de l'emplacement réservé à la terrasse et chevalet.

La partie du domaine public sur laquelle est installée la terrasse et le chevalet doit être maintenue en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 8 : Maintien en état du domaine public

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les

lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 10 : Tarifs

Décision du Maire, N°14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise sanitaire COVID19.

Article 11 : Cas des éléments installés sans autorisation

Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.

Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.

L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 12 : Sanctions civiles

La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :

- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;

- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;

- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;

- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 13 : Sanctions pénales

Des procès verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :

- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;

- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.

- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;

- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 14 : Publication, affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 15 : Exécution de l'arrêté

Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne

Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

Monsieur le Receveur Municipal

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 : Ampliation

Le présent arrêté sera transmis à :

Monsieur le Responsable de la Police Municipale.

Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.

Monsieur le Chef de centre des Sapeurs Pompiers.

Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 11/06/2020

Le Maire,
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes Des Hauts Tolosans.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Garonne

N° 141 /2O19.

Arrêté municipal
portant autorisation individuelle d'occupation superficielle du domaine public

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 N°39/2O19 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne ;

Vu l'arrêté municipal en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne ;

Vu la décision du Maire N° 14/2O2O en date du 31 MAI 2O2O ;
Vu l'état des lieux;

Considérant la demande de Monsieur FEVRIER Laurent commerçant, 40 rue Victor Hugo, bar le Café du Commerce sollicitant :

- l'autorisation d'installer une **terrasse café** place Jean Moulin, (à l'exception du samedi matin) de 90m² du 10/06/2010 au 31/10/2020 et du 01/06/2020 au 31/12/2020 et de 10m² au droit de son établissement 4O rue Victor Hugo Grenade.-

ARRÊTE

Article 1er : Autorisation

M. FEVRIER Laurent, commerçant, 40 rue Victor Hugo, à Grenade, est autorisé à l'utilisation superficielle du domaine public :

pour la période du 01/06/2020 au 31/10/2020 aux heures d'ouvertures des commerces pour l'occupation d'une surface de 90m² contre allées intérieur de la Halle. à l'exception du samedi et jour de foire, jusqu'à la fin du marché/foire (nettoyage par les services municipaux compris
Pour la période du 01/06/2020 au 31/12/2020, pour l'occupation de 10m², au droit de l'établissement 4O rue Victor Hugo.

Article 2 : Caractères de l'autorisation

L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.
En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :
- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public

Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne (arrêté municipal du 28 janvier 2011).

Article 4 : Responsabilité

Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette
intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Horaires d'exploitation

L'installation de la terrasse doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

Article 6 : Agencement de la terrasse.

L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.
Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 7 : Nettoyage de l'emplacement réservé à la terrasse.

La partie du domaine public sur laquelle est installée la terrasse doit être maintenue en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 8 : Maintien en état du domaine public

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.
A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux

dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 10 : Tarifs

Décision du Maire, N°14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise sanitaire COVID19.

Article 11 : Cas des éléments installés sans autorisation

Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.

L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 12 : Sanctions civiles

La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans a*ut*orisation ou non conforme à l'autorisation délivrée
- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;
- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;
- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 13 : Sanctions pénales

Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :
- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;
- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.
- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;
- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 14 : Publication, affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 15 : Exécution de l'arrêté

Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Receveur Municipal
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 : Ampliation

Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs-Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 11/06/2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune de : Grenade s/Garonne

Arrêté municipal n° 142/2020

portant autorisation individuelle d'occupation superficielle du domaine public

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;

Vu la décision de Maire N° 14/2O2O en date du 31 Mai 2O2O,

Vu l'état des lieux;

Considérant la demande de Mme JAU Isabelle, sise 24 rue Victor Hugo, commerçante esthéticienne ; « institut de beauté » sollicitant l'autorisation d'installer un étalage de $\leq 2m^2$ du 06/06/2020 au 31/12/2020 au droit de son établissement et $2m^2$ sur une place de stationnement matérialisée au sol, au droit de son établissement le samedi pendant le marché hebdomadaire.

ARRÊTE

Article 1er : Autorisation

Mme JAU commerçante, 24 rue Victor Hugo à Grenade, est autorisée à l'utilisation superficielle du domaine public :

- pour la période du 06/06/2020 au 31/12/2020 pour un étalage (≤ 2 m²).
- pour la période du 06/06/2020 au 31/12/2020 pour un étalage sur une place de stationnement matérialisée au sol le samedi matin au droit de son établissement de 2m² (mise en place de la réservation la veille à partir de 19h00 par le bénéficiaire).

Article 2 : Caractères de l'autorisation

L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.
En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :
- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public

Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 4 : Responsabilité

Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Horaires d'exploitation

L'installation de l'étalage doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

Article 6 : Agencement.

L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.
Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 7 : Nettoyage de l'emplacement réservé.

La partie du domaine public sur laquelle est installé l'étalage doit être maintenu en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 8 : Maintien en état du domaine public

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.
A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 10 : Tarifs

Décision du Maire, N°14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise sanitaire COVID19.

Article 11 : Cas des éléments installés sans autorisation

Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.

L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 12 : Sanctions civiles

La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :
- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;
- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;
- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 13 : Sanctions pénales

Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :
- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;
- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.
- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;
- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 14 : Publication, affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 15 : Exécution de l'arrêté

Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Receveur Municipal
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<u>Article 16</u> : Ampliation

Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs-Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 11/06/2020

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Garonne

Numéro de dossier :143/2020

ARRÊTÉ D'AUTORISATION INDIVIDUELLE D'OCCUPATION SUPERFICIELLE DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;
Vu la décision du Maire N° 14/2O2O en date du 31/O5/2O2O.

Vu l'état des lieux;

Considérant la demande présentée par **M. DERC Romuald** 46 rue Castelbajac, gérant du bar/restaurant « LA RECOLETA »

X) l'autorisation d'installer une terrasse café au droit de son établissement d'une superficie de 13m² du 06/06/2020 au 31/12/2020 comprenant 4 tables et 6 chaises.

XI) Un chevalet publicitaire (menu).

XII) l'autorisation d'installer une terrasse restaurant sur la contre allée de la halle au niveau de son établissement d'une superficie de 50 m² comprenant 30 tables 60 chaises, pour une durée de 7 mois (du 06/06/2020 au 31/12/2020)

ARRÊTE

Article 1er : Autorisation
M. DERC Romuald commerçant, 46 rue Castelbajac à Grenade, est autorisé à l'utilisation superficielle du domaine public :

XIII) pour la période du 06/06/2020 au 31/12/2020 comprenant 4 tables et 6 chaises une terrasse café au droit de son établissement d'une superficie de 13 m², aux heures d'ouvertures des commerces pour l'occupation au droit de son commerce.

XIV) pour la période du 06/06/2020 au 31/10/2020 aux heures d'ouvertures des commerces pour l'occupation d'une surface de 50 m² sur contre allée de la Halle au niveau de son établissement comprenant 30 tables et 60 chaises, à l'exception du samedi en raison du marché/ foire annuelle, et jusqu'à la fin de l'intervention du nettoyage par les services .

XV) un chevalet (menu) annuel.

Article 2 : Caractères de l'autorisation
L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.
En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :
- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public
Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 4 : Responsabilité
Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la

charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Horaires d'exploitation
L'installation de la terrasse doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

Article 6 : Agencement de la terrasse.
L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.
Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 7 : Nettoyage de l'emplacement réservé à la terrasse.
La partie du domaine public sur laquelle est installée la terrasse doit être maintenue en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 8 : Maintien en état du domaine public
Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 10 : Tarifs
Décision du Maire N°14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise sanitaire COVID 19.

<u>Article 15</u> : Exécution de l'arrêté
Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Receveur Municipal
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<u>Article 16</u> : Ampliation
Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.

Monsieur le Chef de centre des Sapeurs Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques
Grenade sur Garonne, le 26/02/2019

Jean-Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Garonne

Arrêté municipal n°144/2020

portant autorisation individuelle d'occupation superficielle du domaine public

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne ;

Vu la décision du Maire N° 14/2O2O en date du 31/O5/2O2O.

Vu l'arrêté municipal en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne ;

Vu l'état des lieux;

Considérant la demande présentée par M. MANTEZ, commerçant restaurateur, 43 rue de la République à Grenade traiteur « A.D.M. », pour installer un chevalet du 06/06/2020 au 31/12/2020.

- Un chevalet publicitaire.

ARRÊTE

Article 1er : Autorisation :

M. MANTEZ traiteur, 43 rue de la République à Grenade, est autorisée à l'utilisation superficielle du domaine public :

- ❖ Chevalet (publicitaire).

Article 2 : Caractères de l'autorisation

L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.

En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :

- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;

- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;

- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;

- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;

- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public

Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne (arrêté municipal du 28 janvier 2011).

Article 4 : Responsabilité

Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le

gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Horaires d'exploitation

L'installation de la terrasse restaurant doit correspondre aux horaires du marché hebdomadaire de la ville de Grenade.

Article 6 : Agencement.

L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.

Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 7 : Nettoyage de l'emplacement réservé.

La partie du domaine public sur laquelle est installé l'étalage doit être maintenu en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 8 : Maintien en état du domaine public

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas

d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 10 : Tarifs

Décision du Maire N° 14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise sanitaire COVID19.

Article 11 : Cas des éléments installés sans autorisation

Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.

Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.

L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 12 : Sanctions civiles

La procédure engagée à l'e**ncontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :**

- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;

- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;

- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;

- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 13 : Sanctions pénales

Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :

- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;

- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.

- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;

- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 14 : Publication, affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 15 : Exécution de l'arrêté

Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne

Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

Monsieur le Receveur Municipal

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 : Ampliation

Le présent arrêté sera transmis à :

Monsieur le Responsable de la Police Municipale.

Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.

Monsieur le Chef de centre des Sapeurs- Pompiers.

Monsieur le Responsable des Services Techniques.

Grenade sur Garonne, le 11/06/2020

Jean-Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N°145/2020

ARRÊTÉ D'AUTORISATION INDIVIDUELLE D'OCCUPATION SUPERFICIELLE DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne et mise à jour décision du Maire du 13/11/2O19.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;
Vu la décision du Maire N°14/2O2O en date du 31/O5/2O2O.

Vu l'état des lieux;

Considérant la mise en place par **M. DEALEGRIA Daniel boucherie l'Entre de Cote,** 44 rue de la République à GRENADE pour un étalage de rôtisserie du 06/06/2020 au 31/12/2020 et un CHEVALET publicitaire.

- Etalage pour rôtisserie, 1m².
- Un chevalet publicitaire.

ARRÊTE

Article 1er :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté N° 61/2O2O.

Article 2 : AUTORISATION

M. DEALEGRIA Daniel , commerçant 44 rue de la République à Grenade, est autorisé à l'utilisation superficielle du domaine public :
Un étalage de 1m². (du O1/O6/2O2O au 31/12/2O2O.

Un chevalet publicitaire. (du O1/O6/2O2O au 31/12/2O2O.

Article 3 : Caractères de l'autorisation

L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.
En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :
- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 4 : Règlement d'occupation du domaine public

Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 5 : Responsabilité

Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

<u>Article 6</u> : Horaires d'exploitation

L'installation de l'étalage doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

<u>Article 7</u> : Agencement du chevalet.

L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.
Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

<u>Article 8</u> : Nettoyage de l'emplacement réservé à l'étalage

La partie du domaine public sur laquelle est installé l'étalage doit être maintenue en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

<u>Article 9</u>: Maintien en état du domaine public

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

<u>Article 10</u> : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

<u>Article 11</u> : Tarifs ;
Décision du Maire N°14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise

sanitaire COVID 19.- (annulation et remboursement des sommes qui auraient été déjà encaissées à ce titre).

Article 12 : Cas des éléments installés sans autorisation

Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.

L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 13 : Sanctions civiles

La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :
- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;
- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;
- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 14 : Sanctions pénales

Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :

- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;
- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.

- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;
- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 15: Publication, affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 16: Exécution de l'arrêté

Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Receveur Municipal
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<u>Article 17</u> : Ampliation

Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs-Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 11/06/2020
Jean-Paul DELMAS

Maire de Grenade
Président de la communauté de
Communes des Hauts Tolosans.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune de Grenade sur Garonne

N°146/2020

COMMUNE DE GRENADE SUR GARONNE

ARRÊTÉ D'AUTORISATION INDIVIDUELLE D'OCCUPATION SUPERFICIELLE DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;

Vu la décision du Maire N° 14/2O2O, en date du 31 MAI 2O2O.

Vu l'état des lieux;

Considérant la demande présentée par Mle CITRON Johanna, commerçant, 39 rue Gambetta, fleuriste, « Aux Fleurs Grenadaines » sollicitant :

- l'autorisation d'installer un étalage (4m² minimum) du 06/06/2020 au 31/12/2020 au droit de son établissement ;

ARRÊTE

Article 1er : Autorisation

Mle CITRON Johanna, commerçante, « Aux Fleurs Grenadaines » 39 rue Gambetta à Grenade, est autorisée à l'utilisation superficielle du domaine public :

V) pour la période du 06/06/2020 au 31/12/2020 pour un étalage au droit de l'établissement.

Article 2 : Caractères de l'autorisation

L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.

En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :

- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;

- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;

- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;

- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;

- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public

Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 4 : Responsabilité

Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Horaires d'exploitation

L'installation de l'étalage doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

Article 6 : Agencement.

L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.

Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 7 : Nettoyage de l'emplacement réservé.

La partie du domaine public sur laquelle est installé l'étalage doit être maintenu en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 8 : Maintien en état du domaine public

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 10 : Tarifs

Décision du Maire N° 14/2O2O de gratuité des droits de terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise sanitaire COVID19.

Article 11 : Cas des éléments installés sans autorisation

Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.

Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.

L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 12 : Sanctions civiles

La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :

- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;

- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;

- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;

- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 13 : Sanctions pénales

Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :

- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;

- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.

- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;

- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 14 : Publication, affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 15 : Exécution de l'arrêté

Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne

Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

Monsieur le Receveur Municipal

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 : Ampliation

Le présent arrêté sera transmis à :

Monsieur le Responsable de la Police Municipale.

Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.

Monsieur le Chef de centre des Sapeurs Pompiers.

Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 11/06/2020

Jean Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N°147/2020

ARRÊTÉ D'AUTORISATION INDIVIDUELLE D'OCCUPATION SUPERFICIELLE DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne et mise à jour décision du Maire du 13/11/2O19.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;
Vu la décision du Maire N° 14/2O2O en date du 31/O5/2O2O ;
Vu l'état des lieux;

Considérant la demande d'autorisation de mise en place, d'un chevalet, terrasse restauration de 1m², terrasse restauration de 2Om² (1O tables et 2O chaises) correspondant à deux places de stationnement matérialisées au sol au niveau du 28 et 3O rue Gambetta, le samedi en matinée, avec réservation de l'emplacement la veille) du O6/O6/2O2O au 31/12/2O2O par **Mme LATTRON Marie, gérante de l'EURL « LA BUVETTE » épicerie fine, restauration sur place, vente à emporter, cave à vins, spiritueux, 35 rue Gambetta à GRENADE,**

ARRÊTE

Article 1er :
le présent arrêté annule et remplace l'arrêté N° 47/2O2O.-

Article 2 : AUTORISATION

Mme LATTRON Marie, commerçante 35 rue Gambetta à Grenade, est autorisée à l'utilisation superficielle du domaine public :

- Installation d'une terrasse restauration de 1m² (une table et deux chaises) au droit de son établissement du O6/O6/2O2O au 31/12/2O2O.
- Mise en place d'un chevalet publicitaire annuel au droit de l'établissement,
- Installation d'une terrasse restauration de 2Om² (1O tables/2O chaises) correspondant à deux places de stationnement matérialisées sur la chaussée au niveau du N°28 et 3O rue Gambetta, le samedi matin pendant le marché hebdomadaire (à l'exception de la journée foire annuelle) réservation autorisée la veille à partir de 19H00.

Article 3 : Caractères de l'autorisation

L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.
En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :
- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 4 : Règlement d'occupation du domaine public

Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 5 : Responsabilité

Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Horaires d'exploitation

L'installation de l'étalage doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

Article 7 : Agencement du chevalet.

L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.
Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 8 : Nettoyage de l'emplacement réservé à l'étalage

La partie du domaine public sur laquelle est installé l'étalage doit être maintenue en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 9: Maintien en état du domaine public
Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.
En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

<u>Article 10</u> : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

<u>Article 11</u> : Tarifs ;
Décision du Maire N°14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise sanitaire COVID 19.- (annulation et remboursement des sommes qui auraient été déjà encaissées à ce titre).

<u>Article 12</u> : Cas des éléments installés sans autorisation

Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.
L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

<u>Article 13</u> : Sanctions civiles

La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :
- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;
- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;
- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

<u>Article 14</u> : Sanctions pénales

Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :

- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;
- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.
- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;
- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

<u>Article 15</u>: Publication, affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

<u>Article 16</u>: Exécution de l'arrêté

Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Receveur Municipal
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<u>Article 17</u> : Ampliation

Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs-Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 11/06/2020
Jean-Paul DELMAS

Maire de Grenade
Président de la communauté de Communes
des Hauts Tolosans**.**

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N°148/2020

ARRÊTÉ D'AUTORISATION INDIVIDUELLE D'OCCUPATION SUPERFICIELLE DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne et mise à jour décision du Maire du 13/11/2O19.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;

Vu la décision du Maire N° 14/2O2O en date du 31/O5/2O2O ;

Vu l'état des lieux;

Considérant la demande présentée par M. GHISLAIN Sophie, dirigeante de l'établissement CALIXE, tapissier créateur micro artisan, 53 rue Gambetta à GRENADE sollicitant l'autorisation d'installer un chevalet publicitaire du 01/01/2O2O au 31/12/2O2O, au niveau de l'angle rue Gambetta/rue de la République à GRENADE, .-

ARRÊTE

Article 1er :
le présent arrêté annule et remplace l'arrêté N° 40/2020

Article 2 : AUTORISATION
Mme GHISLAIN, commerçante 53 rue Gambetta à Grenade, est autorisée à l'utilisation superficielle du domaine public :

- Un chevalet publicitaire (angle rue Gambetta/de la République) du O6/O6/2O2O au 31/12/2O2O.

Article 3 : Caractères de l'autorisation
L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.
En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :
- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 4 : Règlement d'occupation du domaine public
Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 5 : Responsabilité
Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.
La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la

charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Horaires d'exploitation
L'installation de l'étalage doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

Article 7 : Agencement du chevalet.
L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.

Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 8 : Nettoyage de l'emplacement réservé à l'étalage
La partie du domaine public sur laquelle est installé l'étalage doit être maintenue en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 9: Maintien en état du domaine public
Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.
En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son
encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 10 : Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 11 : Tarifs ;
Décision du Maire N°14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise sanitaire COVID 19.- (annulation et remboursement des sommes qui auraient été déjà encaissées à ce titre).

Article 12 : Cas des éléments installés sans autorisation
Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.
L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 13 : Sanctions civiles
La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :

- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;
- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;
- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 14 : Sanctions pénales
Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :

- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;
- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.
- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;
- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 15: Publication, affichage
Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 16: Exécution de l'arrêté
Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Receveur Municipal
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 17 : Ampliation
Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs-Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 11/06/2020
Maire de Grenade
Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosans

.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Garonne

Arrêté municipal n° 149 2020

portant Arrêté d'autorisation individuelle d'occupation superficielle du domaine public sur la commune de Grenade

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;
Vu la décision du Maire N° 14/2O2O en date du 31/O5/2O2O.

Vu l'état des lieux;

Considérant la demande présentée par **M. FORTEZA Jean Manuel,** gérant du bar restaurant LES ZINZINS DU ZINC, 35 rue Gambetta, sollicitant :

- l'autorisation d'installer une terrasse de restaurant, place Jean Moulin (à l'exception du samedi matin) d'une superficie de70m², du 01/05/2020 au 31/10/2020 ;
- l'autorisation d'installer une terrasse de café, le samedi matin (de 6h00 à 13h00), en raison du marché, au droit du 35 rue Gambetta, sur les deux places de stationnements et une partie de la chaussée, soit 38m², pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020
- terrasse café annuelle pour 4m² au droit du commerce
- étalage 5m²/an.

ARRETE

Article 1 : Autorisation.

M. FORTEZA Jean Manuel, gérant du bar restaurant LES ZINZINS DU ZINC, 35 rue Gambetta, est autorisé à l'utilisation superficielle du domaine public :

- terrasse restaurant : pour la période du 06/06/2020 au 31/10/2020 aux heures d'ouvertures des commerces pour l'occupation d'une surface de 70m² comprenant 15 tables et 40 chaises, place Jean Moulin (contre allée), à l'exception du samedi matin en raison du marché hebdomadaire.

- Terrasse café : pour la période du 06/06/2020 au 31/12/2020 uniquement le samedi matin de 6h00 à 13h00 pour l'occupation sur chaussée et sur deux places de stationnement, soit 38m², au droit du 35 rue Gambetta.

Terrasse café : pour la période du 06/06/2020 au 31/12/2020 4m² au droit de l'établissement (sans occupation de la chaussée).

- Etalage 5m²/an, contre allées de la Halle.

Article 2 : Caractères de l'autorisation

L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.
En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :
- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public

Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 4 : Responsabilité
Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5: Horaires d'exploitation
L'installation de la terrasse doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

Article 6: Agencement de la terrasse.
L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.
Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.
Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).
L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.
Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 7 : Nettoyage de l'emplacement réservé à la terrasse.
La partie du domaine public sur laquelle est installée la terrasse doit être maintenue en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 8 : Maintien en état du domaine public
Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.
En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 10 : Tarifs
Décision du Maire N° 14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crises sanitaire COVID 19 .

Article 11 : Cas des éléments installés sans autorisation
Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.
L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 12 : Sanctions civiles
La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :
- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;
- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;
- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 13 : Sanctions pénales
Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :
- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;
- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes .
- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;
- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 14 : Publication, affichage
Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 15 : Exécution de l'arrêté
Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

Monsieur le Receveur Municipal
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 : Ampliation
Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs- Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques
Grenade sur Garonne, le 11/06/2020

Le Maire,
Jean-Paul DELMAS,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade S/Gne

N°150/2O2O.

Arrêté municipal
portant réglementation temporaire
de la circulation et du stationnement

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement pour la sécurité des usagers en raison de la mise en place d'une nacelle pour accrochage de décoration pour la ville de Grenade, par les services Techniques Municipaux **le lundi 15 JUIN 2O2O ;** rue Gambetta (entre Allées Alsace Lorraine et rue de la République), rue de la République (entre Cours Valmy et Quai de Garonne), rue Castelbajac (entre rue Gambetta et rue Victor Hugo, rue Victor Hugo (entre rue Castelbajac et rue de la République)

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :
Lundi 15 JUIN 2O2O.

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la voie citée ci-dessus au droit du chantier, en fonction de l'avancement des travaux.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de voie **sera fermée à la circulation en fonction de l'avancement de l'intervention** sauf véhicules de secours et véhicule du ramassage des ordures ménagères.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 11/06/2020
Jean-Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département de la Haute-Garonne
Commune de Grenade-sur-Garonne

N° 151/ 2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, pour faire suite à la demande déposée par M. DAVID-ROBERT Vincent , pour la mise en place d'une benne et dépôt de matériaux, réservation de trois places de stationnement matérialisées sur la chaussée, entre le 22/06/2020 et le 22/09/2020 au droit du 6 rue Castelbajac.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande entre le **22/06/2020 et le 22/09/2020** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

2nd cas : Si le stationnement de la benne empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

STATIONNEMENT :

La benne devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de la benne, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 11/06/2020

Jean Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes
Des Hauts-Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°152/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, de branchement EU/AEP pour le SMEA par l'entreprise GABRIELLE FAYAT , 47 b Allées Sébastopol 3133O GRENADE , du 15/O6/2O2O au 19/O6/2O2O

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :

15/06/2020 au 22/06/2020

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de voie Allées Sébastopol **sera fermée à la circulation** sauf aux riverains de la rue, au véhicule de ramassage des ordures ménagères et aux véhicules de secours.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 11/06/2020

Jean Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de
Communes des Hauts-Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 153/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT
PERMIS DE STATIONNEMENT
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la demande déposée en Mairie le 8 juin 2O2O par M. NOUTARY , et la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique pour la réservation deux places de stationnement matérialisées au sol au droit du 17 rue Gambetta à GRENADE du 13/O6/2O2O au 14/O6/2O2O.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 13/06/2020 au 14/06/2020 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de déménagement r devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (véhicule de déménagement ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

❖ **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 12/06/2020

Jean Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes
Des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département de la Haute-Garonne
Commune de Grenade-sur-Garonne

N° 154/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, pour faire suite à la demande déposée par M. FERRAND Sébastien, pour la mise en place d'une benne entre le 22/06/2020 ET LE 26/06/2020 au droit du 31 Hameau de Berty.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande entre le **22/06/2020 et le 26/06/2020** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

2nd cas : Si le stationnement de la benne empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

STATIONNEMENT :

La benne devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions.

❖ **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de la benne, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 12/06/2020

Jean Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes
Des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département :Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Garonne

N°155/2020

Arrêté municipal

portant autorisation individuelle d'occupation superficielle du domaine public

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;
Vu la décision du Maire N° 14/2O2O en date du 31/O5/2O2O ;

Vu l'état des lieux;

Considérant la demande présentée par **M. LOURMAN,** gérant de la pizzeria « POMODORO » 44 rue Castelbajac à GRENADE sollicitant :

- l'autorisation d'installer une terrasse restauration rapide sur les contre allées de la Halle du 01/05/2020 au 31/10/2020 pour une surface de 3 m².
- Et un chevalet publicitaire au droit de l'établissement du 01/01/2020 au 31/12/2020.

ARRÊTE

Article 1er : Autorisation

M .LOURMAN, gérant « POMODORO »,44 rue Castelbajac est autorisée à l'utilisation superficielle du domaine public :

- pour la période du 01/06/2020 au 31/12/2020 aux heures d'ouvertures des commerces pour l'occupation d'une surface de 3 m², correspondant à l'installation d'une terrasse restauration, sur la contre allée de la Halle (place Jean Moulin) comprenant 3 tables et 9 chaises (à l'exception du Samedi en raison du marché et jour de foire annuelle,et jusqu'à la fin de l'intervention du nettoyage par les services municipaux) .
- Un chevalet du 01/06/2020 au 31/12/2020.

Article 2 : Caractères de l'autorisation

L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.
En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :
- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public

Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 4 : Responsabilité

Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.
La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Horaires d'exploitation

L'installation de la terrasse doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.
Article 6 : Agencement de la terrasse.

L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.
Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.
Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).
L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.
Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 7 : Nettoyage de l'emplacement réservé à la terrasse.

La partie du domaine public sur laquelle est installée la terrasse doit être maintenue en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 8 : Maintien en état du domaine public

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.
A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de

l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 10 : Tarifs

Décision du Maire N° 14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise sanitaire COVID19.

Article 11 : Cas des éléments installés sans autorisation

Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.

L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 12 : Sanctions civiles
La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :

un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;
- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;
- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 13 : Sanctions pénales
Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :

- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;
- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.

- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;

- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 14 : Publication, affichage
Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 15 : Exécution de l'arrêté
Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Receveur Municipal
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 : Ampliation
Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs -Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 16/06/2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune de Grenade s/Garonne

N°102/2019**N° 156/2020 Arrêté Municipal**

portant autorisation individuelle d'occupation superficielle du domaine public

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;
Vu la décision N°14/2O2O du Maire de Grenade en date du 31/O5/2O2O ;

Vu l'état des lieux;

Considérant la demande présentée par **Mme SANNER** gérante de « Comme à la Maison » hébergement touristique et autre hébergement de courte durée, 22 rue René Teisseire à GRENADE sollicitant :

- un chevalet au droit de l'établissement du 01/01/2020 au 31/12/2020

ARRÊTE

Article 1er : Autorisation
Mme SANNER, 22 rue René Teisseire à GRENADE, est autorisée à l'utilisation superficielle du domaine public :

- ❑ Un chevalet du 01/06/2020 au 31/12/2020.

Article 2 : Caractères de l'autorisation

L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.
En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :
- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public
Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 4 : Responsabilité
Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel

le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Horaires d'exploitation
L'installation du chevalet doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

Article 6 : Agencement de la terrasse.
L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.

Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.
Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).
L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.
Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 7 : Nettoyage de l'emplacement réservé à la terrasse.
La partie du domaine public sur laquelle est installée la terrasse doit être maintenue en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 8 : Maintien en état du domaine public
Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.
A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 10 : Tarifs
Décision du Maire N° 14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise sanitaire COVID19.

Article 11 : Cas des éléments installés sans autorisation
Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.

L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 12 : Sanctions civiles
La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :
- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;
- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;

- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 13 : Sanctions pénales
Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :

- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;
- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.

- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;
- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 14 : Publication, affichage
Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 15 : Exécution de l'arrêté
Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Receveur Municipal
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 : Ampliation
Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs -Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 16/06/2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune de Grenade s/Garonne

Arrêté municipal n°157/2020

portant autorisation individuelle d'occupation superficielle du domaine public

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date 09/04/2019 du instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;
Vu la décision du Maire n° 14/2O2O du 31/O5/2O2O.
Vu l'état des lieux;

Considérant la demande présentée par Mme RODENWALD-DELEYSSES Edwige commerçante, 46 rue de la République, boutique La p'tite boutique d'Edwige sollicitant l'autorisation d'installer un étalage de ≤ 2m² du 01/01/2020 au 31/12/2020.

ARRÊTE

Article 1er : Autorisation
M. RODENWALD-DELEYSSES commerçante, 46 rue de la République à Grenade, est autorisée à l'utilisation superficielle du domaine public :

- pour la période du 01/06/2020 au 31/12/2020 pour un étalage (≤ 2m²).

Article 2 : Caractères de l'autorisation
L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.

En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :
- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public
Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.
Article 4 : Responsabilité
Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Horaires d'exploitation
L'installation de l'étalage doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

Article 6 : Agencement.
L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.
Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 7 : Nettoyage de l'emplacement réservé.
La partie du domaine public sur laquelle est installé l'étalage doit être maintenu en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 8 : Maintien en état du domaine public
Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.
A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 10 : Tarifs
Décision du Maire N° 14/2020 de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2020, en raison de la crise sanitaire COVID19.

Article 11 : Cas des éléments installés sans autorisation
Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.

L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 12 : Sanctions civiles
La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :
- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;
- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;
- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 13 : Sanctions pénales
Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :

- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;

- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.

- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;
- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 14 : Publication, affichage
Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 15 : Exécution de l'arrêté
Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Receveur Municipal
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Article 16 : Ampliation
Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs-Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 16/06/2020
Jean-Paul DELMAS,
Le Maire de GRENADE
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Garonne

N°158/2020

Arrêté municipal nortant autorisation individuelle d'occupation superficielle du domaine public

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;
Vu la décision du Maire N° 14/2O2O en date du 31/O5/2O2O.
Vu l'état des lieux;

Considérant la demande de Mme RUSIG commerçante, 48 rue de la République, « boutique Yvette » sollicitant l'autorisation d'installer un étalage de ≤ 2m² du 01/01/2020 au 31/12/2020.

ARRÊTE

Article 1er : Autorisation
Mme RUSIG Yvette commerçante, 48 rue de la République à Grenade, est autorisée à l'utilisation superficielle du domaine public :

- pour la période du 01/06/2020 au 31/12/2020 pour un étalage (≤ 2 m²).

Article 2 : Caractères de l'autorisation
L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.
En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :
- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public
Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 4 : Responsabilité
Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Horaires d'exploitation
L'installation de l'étalage doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

Article 6 : Agencement.
L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.
Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 7 : Nettoyage de l'emplacement réservé.
La partie du domaine public sur laquelle est installé l'étalage doit être maintenu en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 8 : Maintien en état du domaine public
Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.
A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.
Article 10 : Tarifs
Décision du Maire N° 14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise sanitaire COVID19.

Article 11 : Cas des éléments installés sans autorisation
Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.

L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 12 : Sanctions civiles
La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :
- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;
- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;
- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 13 : Sanctions pénales
Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :
- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;

- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.

- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;

- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 14 : Publication, affichage
Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 15 : Exécution de l'arrêté
Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Receveur Municipal
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 : Ampliation
Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs-Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 16/06/2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Garonne

Arrêté municipal n° 159/2020
portant : autorisation superficielle d'occupation du domaine public sur le territoire de Grenade sur Garonne.

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;

Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne.

Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;
Vu la décision du Maire N° 14/2O2O du 31/O5/2O2O.
Vu l'état des lieux;

Considérant la mise en place par **M. GACON Sébastien** gérant du commerce « TUTTI PIZZA » 2a rue du Port Haut à GRENADE par l'installation d'un chevalet publicitaire du 01/01/2020 au 31/12/2020, au droit de son établissement.

ARRÊTE

Article 1er : Autorisation
M. GACON commerçant, « TUTTI PIZZA », 2a rue du Port Haut à Grenade, est autorisée à l'utilisation superficielle du domaine public :

- pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020, pour un chevalet publicitaire.

Article 2 : Caractères de l'autorisation
L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.
En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :
- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;
- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public
Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 4 : Responsabilité
Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Horaires d'exploitation
L'installation du chevalet doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

Article 6 : Agencement.
L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.
Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 7 : Nettoyage de l'emplacement réservé.

La partie du domaine public sur laquelle est installé le chevalet doit être maintenu en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 8 : Maintien en état du domaine public

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.
A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 10 : Tarifs
Décision du Maire N° 14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise sanitaire COVID19.

Article 11 : Cas des éléments installés sans autorisation
Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.

L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 12 : Sanctions civiles
La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :
- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;
- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;
- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 13 : Sanctions pénales
Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :

- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;
- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.
- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;
- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 14 : Publication, affichage
Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 15 : Exécution de l'arrêté
Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Receveur Municipal
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 : Ampliation
Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 16/06/2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Garonne

Arrêté municipal n° 160/2020
portant autorisation individuelle d'occupation superficielle du domaine public

Le Maire de Grenade sur Garonne ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-24, L2212-1 et suivants;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants, L2125-1, L2125-3, L2125-4;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-2 et R 116-2;
Vu le Code Pénal;

Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09/04/2019 instituant les tarifs d'occupation du domaine public applicables à Grenade sur Garonne.
Vu la délibération en date du 28 janvier 2011 instituant le règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade Sur Garonne, modifiée par une délibération du 5 novembre 2013 ;
Vu la décision du Maire N° 14/2O2O en date du 31/O5/2O2O ;
Vu l'état des lieux;

Considérant la demande présentée par M DINH commerçant, restaurateur « SAS O SEN HOANG » sis 10B rue Gambetta sollicitant l'autorisation d'installer un chevalet du 01/01/2020 au 31/12/2020.

ARRÊTE

Article 1er : Autorisation
M. DINH commerçant, 10b rue Gambetta à Grenade, est autorisé à l'utilisation superficielle du domaine public :

II) pour la période du 01/06/2020 au 31/12/2020, pour un chevalet.

Article 2 : Caractères de l'autorisation
L'autorisation est personnelle. Elle est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est donc également interdite.
En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser l'administration : cette autorisation devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant.

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité et sans délai, notamment :
- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général ;

- pour le non-respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel ;
- pour non-paiement de la taxe des droits de voirie ;
- pour non-respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire ;
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la commune.

Une exonération totale ou partielle des droits de voirie annuels sera accordée lorsque la suspension de l'autorisation sera à l'initiative de la commune de Grenade sur Garonne.

Article 3 : Règlement d'occupation du domaine public
Le bénéficiaire du présent arrêté est soumis au respect du règlement d'occupation du domaine public de la commune de Grenade-sur-Garonne.

Article 4 : Responsabilité
Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

La commune ne le garantit en aucun cas des dommages causés à son mobilier et à ses accessoires, du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Horaires d'exploitation
L'installation du chevalet doit correspondre aux horaires d'ouvertures et de fermetures du commerce.

Article 6 : Agencement.
L'agencement du mobilier et autres composants doit s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux.
Le mobilier doit être de bonne qualité, réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte) et régulièrement entretenu.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants doit être rentré à la fermeture de la durée de la vente.

Toute sonorisation de terrasse est interdite.

Article 7 : Nettoyage de l'emplacement réservé.

La partie du domaine public sur laquelle est installé le dispositif doit être maintenu en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Article 8 : Maintien en état du domaine public
Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.
A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

Article 10 : Tarifs
Décision du Maire N°14/2O2O de gratuité des droits des terrasses et d'occupation du domaine public des commerces sédentaires, pour l'année 2O2O, en raison de la crise sanitaire COVID 19.- (annulation et remboursement des sommes qui auraient été déjà encaissées à ce titre).

Article 11 : Cas des éléments installés sans autorisation
Les éléments installés sur le domaine public sans autorisation sont également soumis à la tarification annuelle sans que celle-ci n'ait valeur d'autorisation.
Le paiement n'a pas valeur d'autorisation.

L'enlèvement d'office de l'élément ou sa régularisation est alors étudié au cas par cas en tenant compte notamment de la réglementation relative au passage des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite.

Article 12 : Sanctions civiles
La procédure engagée à l'encontre du contrevenant est la suivante pour une occupation sans autorisation ou non conforme à l'autorisation délivrée :
- un avertissement notifié avec obligation de rétablir la situation conformément à l'arrêté d'autorisation ;
- une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- une action en référé devant le Tribunal de Grande Instance (après retrait de l'autorisation le cas échéant) avec demande d'évacuation sous astreinte et d'exécution forcée si nécessaire ;
- en cas de danger imminent pour les personnes, il sera procédé directement à l'enlèvement d'office des matériels et leur stockage dans un dépôt municipal (sous contrôle d'huissier).

Article 13 : Sanctions pénales
Des procès-verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République en application des dispositions suivantes :

- contravention de 1ère classe pour les installations non conformes à l'autorisation délivrée au titre de l'article 610-5 du code pénal ;

- contravention de 4e classe au titre de l'article R 644-2 du code pénal, pour débordements portant atteinte à la sécurité et à la commodité de passage des personnes.

- contravention de 4e classe, au titre de l'article R 644-3 du code pénal, pour vente de marchandises sans autorisation ou en violation des dispositions réglementaires sur la police des lieux ;

- contravention de 5e classe, au titre de l'article R 116-2 du code la voirie routière pour occupation sans titre du domaine public routier (ce dernier comprend l'ensemble des biens du domaine public des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées).

Article 14 : Publication, affichage
Le présent arrêté sera publié et affiché règlementairement aux lieux et places habituels en mairie.

Article 15 : Exécution de l'arrêté
Monsieur le Maire de Grenade sur Garonne
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Receveur Municipal
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 : Ampliation
Le présent arrêté sera transmis à :
Monsieur le Responsable de la Police Municipale.
Monsieur le Président de la Communauté de Communes Save et Garonne.
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Grenade sur Garonne.
Monsieur le Chef de centre des Sapeurs- Pompiers.
Monsieur le Responsable des Services Techniques

Grenade sur Garonne, le 16/06/2020
Jean-Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Garonne

N° 161/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-, R417-6, R417-10 et suivants,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;
Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution de travaux de création réseau électrique souterrain haute tension pour alimentation ferme photovoltaïque, Allées Sébastopol (partie centrale des allées) et RD29 (Avenue de Guiraudis) par l'entreprise GENDRY SERVICE LOCATION GSL/ représentée par M. CHATREAU Dimitri du 22/O6/2O2O au 24/07/2020.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur :
Entre le 22/O6/2O2O et le 3O/O7/2O2O.

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit au droit du chantier,** sur la portion de voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

I) **La circulation, sur la Partie Centrale des Allées Sébastopol (entre quai de Garonne/Quai de Save) sera interdite aux piétons, vélos et autres usagers.**

II) **La circulation RD29 (Avenue de Guiraudis) se fera de manière restreinte sur une file au droit du chantier.**

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

Article 4 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 5 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 6 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 7:

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 17/06/2020

Le Maire,

Maire de Grenade

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° : 162/2020

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, sur décision de Monsieur le Maire de Grenade d'autoriser une exposition de véhicules pendant la durée du marché hebdomadaire rue Gambetta (entre la rue de l'Egalité et la rue Castelbajac) sur les places de stationnement matérialisées sur la chaussée sur le Domaine public du vendredi 26 juin 2O2O, 22hOO au samedi 27 juin 2O2O, 15h00.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du vendredi 26 juin 2O2O, 22hOO (interdiction de stationner) au samedi 27 juin 2O2O, (interdiction de stationner et de circuler) 15hOO à charge pour les services municipaux de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

CIRCULATION / STATIONNEMENT :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies en dehors de la zone désignée ci-dessus.

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L 'OCCUPATION

Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge des services municipaux et/ou de la Police Municipale de GRENADE.

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le personnel de la Police Municipale ou des services municipaux aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 4 : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 5 : LUTTE CONTRE LE BRUIT

Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

Article 6 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 8 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 17/06/2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade
Président de la Communauté De Communes des Hauts-Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Garonne

N 163/2020

portant autorisation d'occupation superficielle du domaine public

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2122-1 et suivants;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'autoriser sur le Domaine public l'organisation d'une animation par laquelle M. SOULIE Gérald, gérant du magasin « SPAR », demande la mise en place d'un étalage de 6m² le SAMEDI 2O JUIN 2O2O entre 9h et 13h au droit du 2O rue Gambetta pour une présentation de produits locaux**.**

Article 1er : AUTORISATION
Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande le **2O/O6/2O2O entre 9h et 13h (réservation de l'emplacement la veille),**

Le bénéficiaire à charge de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES
CIRCULATION / STATIONNEMENT/ INSTALLATION :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le stationnement des véhicules sur les voies en dehors de la zone désignée ci-dessus.

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L 'OCCUPATION
Le bénéficiaire devra signaler son installation conformément aux dispositions suivantes :
Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge du pétitionnaire. Les Services Techniques de la Mairie seront chargés de la fourniture du matériel nécessaire (barrières) à la délimitation du terrain (dans la limite des stocks disponibles) si la demande en a été faite au préalable au moins quinze jours avant l'événement par de demandeur auprès des services municipaux de Grenade.

Article 4 :
Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.
Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 5 : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC
Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 7 : LUTTE CONTRE LE BRUIT
Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

Article 8: RESPONSABILITE
Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : FORMALITES D'URBANISME
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 10 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX.
La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 23/02/2017
Jean Paul DELMAS
Maire de GRENADE
Président de la Communauté de Communes Des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :164/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la réservation à la demande de M. Miarisoa Andry le 11/O6/2O2O, de deux places de stationnement matérialisées sur la chaussée, au droit du N°44 rue Kléber, pour un véhicule de déménagement le SAMEDI 2O JUIN 2O2O.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 20/06/2020, réservation des places la veille 19/O6/2O2O, à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

I) LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas

d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 17/06/2020
Jean Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de
Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

Arrêté municipal n° 165 / 2020
portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons
temporaire de 3ème catégorie à l'occasion d'un vide grenier

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3321-1 et suivants, L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'ordonnance n°2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 16 juin 2020 par Monsieur ANEL Thierry agissant pour le compte de l'association Grenade football club dont le siège est situé 17, rue du lion en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale en date du 18 juin 2020.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Monsieur ANEL Thierry, responsable de l'association Grenade football club, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

A R R E T E

Article 1er : L'association Grenade football club, représentée par Monsieur ANEL Thierry, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire place Jean Moulin (halle), le 20 septembre 2020 de 08h00 à 18h30, à l'occasion d'un vide grenier.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 4 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au demandeur.

Grenade, le 18 juin 2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°166/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux au droit du chantier rue Kléber angle rue Cazalès, à la demande de Monsieur FIORITO, pour l'intervention du camion toupie-béton le 24 JUIN 2O2O entre 13h et 17h.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :

24 JUIN 2O2O, entre 13h et 17h et pour la durée des travaux.

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de rue Kléber **sera fermée à la circulation** sauf aux riverains de la rue, au véhicule de ramassage des ordures ménagères et aux véhicules de secours.

I) LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 19/06/2020
Jean-Paul DELMAS
Maire de GRENADE
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans.

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 167/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la mise en place d'un véhicule de M.DELALLEAU, plombier , sur un emplacement de stationnement matérialisés sur la chaussée au niveau du 17 rue Gambetta ou au plus près du 21c rue de l'Egalité, à GRENADE, pour une intervention pour le compte de Mme LAGARDE Hélène entre le 23/06/2020 et le 26/06/2020.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 23/06/2020 au 26/06/2020 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de chantier devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (benne, engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 23/06/2020
Jean Paul DELMAS, Maire,
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 168/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la mise en place d'une benne, sur quatre emplacements de stationnement matérialisés

sur la chaussée au niveau du 2 rue d'Iéna à GRENADE, pour le compte de M. ROURE entre le 29/06/2020au 03/07/2020

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du **29/06/2020 au 03/07/2020** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

La benne devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (benne, engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Jean Paul DELMAS
Maire de GRENADE
Président de la communauté de communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N°169/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Allées Alsace Lorraine N°27 (RD17)

Le Maire de Grenade,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R417-6, R 417-10 et suivants ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux de dépigeonnage avec mise en place d'une nacelle au n) 27 Allées Alsace Lorraine par la Société 3P sise à ALBI (81) le 30/07/2020 (une ½ journée).

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :
30/07/2020 entre 9h et 16h

Article 1 :

Afin de permettre la réalisation des travaux projetés ci-dessus effectués par la Société 3Pla circulation des véhicules *Allées Alsace Lorraine (RD17)* sera réglementée par un alternat comme précisé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus. La circulation sera réglée par l'entreprise demanderesse par un alternat manuel type B15 – C 18 .

Le stationnement des véhicules et le dépassement sont interdits et la vitesse limitée à 30 km heure au droit de la section réglementée par l'alternat.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du Code de la Route).

L'entreprise chargée des travaux veillera à ne pas créer des remontées de file supérieures à 100 mètres, l'occupation et la traversée de la voie se feront sur une seule file, auquel cas le chantier sera facilement repliable et la circulation rendue à la normale.

Article 3 :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. **L'Entreprise chargée des travaux** sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 4 :

La gendarmerie et la Police Municipale de la Mairie de GRENADE sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade sur Garonne, le 24/06/2020

Jean Paul DELMAS

Maire de Grenade

Présidant de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne

Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 170/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la réservation de places de stationnement pour un véhicule de déménagement à la demande de la SARL OFRADEM représentée par M BERQUIERE pour M. LE FLOCH, au droit du 6A rue Pérignon le 01/07/2020.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande le **01/07/2020 (mise en place de réservation la veille par le demandeur**) à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

❖ **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 24/02/2020

Jean Paul DELMAS

Maire de GRENADE

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier /171/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la réservation de places une ou deux de stationnement matérialisées sur la chaussée au droit du N°39 rue Kléber pour la société CAPITOLE DEMENAGEMENT le 03/07/2020.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 03/07/2020 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de déménagement r devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (véhicule de déménagement ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 24/06/2020
Jean Paul DELMAS
Maire
Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département de la Haute-Garonne
Commune de Grenade-sur-Garonne

N° 172/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire du stationnement

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants, et les décrets subséquents ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique, à la demande déposée par M. DARTIGALONGUE , pour la mise en place d'une benne entre le 03/07/2020 et le 06/07/2020 au droit du 72 rue de la République.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande entre le **03/07/2020 et le 06/07/2020** à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

1er cas : L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

2nd cas : Si le stationnement de la benne empiète sur le trottoir (passage < 1,20 m), le demandeur devra prendre toutes les dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons de l'autre côté de la chaussée, et devra mettre en place la signalisation réglementaire.

STATIONNEMENT :

La benne devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet. Des barrières de chantiers ainsi qu'une protection des sols de la voirie, visant à protéger de toute souillure, devront être mises en place par le bénéficiaire lorsqu'il s'agira d'entreposer des matériaux de constructions.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (articles R 417-6 et R 417-10 du Code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de la benne, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 24/06/2020
Jean Paul DELMAS
Maire de Grenade
Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :
- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 173/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la réservation de deux places de stationnement pour un véhicule de déménagement à la demande de M. MAYEUX au droit du 21A rue de l'Egalité du 04/07/2020 AU 05/07/2020

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 04/07/2020 au 05/07/2020 **(mise en place de réservation la veille par le demandeur**) à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :
L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.
STATIONNEMENT :
Le(s) véhicule(s) de déménagement devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.
Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).
CIRCULATION :
Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 24/02/2020

Jean Paul DELMAS

Maire de GRENADE

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française

Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

N° : 174/2020

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles

L2122-1 et suivants;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'état des lieux ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, le bénéficiaire, représentée par la Police Municpale , en raison de la mise en place de commerçant non sédentaire pendant le marché hebdomadaire ; de réserver les places de stationnement au niveau de l'angle rue de la République jusqu'au N° 42B rue Victor Hugo à partir de 22h00 le vendredi jusqu'au samedi 15h30.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande le vendredi à partir de 22h00 jusqu'au Samedi 15h 30 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

CIRCULATION / STATIONNEMENT :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies en dehors de la zone désignée ci-dessus. Dans le cas où l'installation nécessite la fermeture de la rue, le demandeur devra déposer une demande d'arrêté de circulation.

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver le passage des piétons.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION DE L 'OCCUPATION

Le bénéficiaire devra signaler son installation conformément aux dispositions suivantes :

Le balisage de réservation de l'emplacement nécessaire à l'autorisation sera à la charge du bénéficiaire Les Services Techniques de la Mairie seront chargés de la fourniture du matériel nécessaire (barrières) à la délimitation du terrain (dans la limite des stocks disponibles) si la demande en a été faite au

préalable au moins quinze jours avant l'événement par de demandeur auprès des services municipaux de Grenade.

La mise en place du matériel se fera par le bénéficiaire. Ce dernier est responsable du maintien des barrières durant toute la durée de la manifestation. A la fin de l'animation, il se chargera du retrait du matériel (barrières).

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire et, pendant toute la durée du stationnement, il sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de cette dernière.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 4 : MAINTIEN EN ETAT DU DOMAINE PUBLIC

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

A défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Article 5 : LUTTE CONTRE LE BRUIT

Tout auteur de bruit pourra être sanctionné dès lors que ce bruit porte atteinte à la tranquillité du voisinage par l'une des caractéristiques suivantes : la durée, la répétition ou l'intensité et ceci de jour comme de nuit.

Article 6 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 8 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation

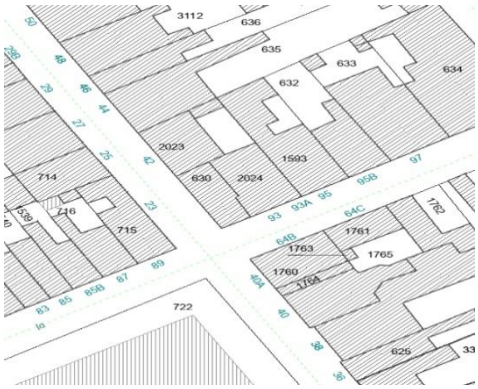
Fait à Grenade, le 24/06/2020

Jean-Paul DELMAS,

Maire

Président de la Communauté de

Communes des Hauts-Tolosa



Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

Arrêté municipal n° 175 / 2020

portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons

temporaire de 3ème catégorie à l'occasion d'un vide grenier

Le Maire de la Commune de Grenade S/Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2542-4,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L3321-1 et suivants, L3334-2, L3335-1 et L3352-5,

Vu l'ordonnance n°2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département de la Haute-Garonne, modifié par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2011,

Vu la demande présentée le 16 juin 2020 par Monsieur ANEL Thierry agissant pour le compte de l'association Grenade football club dont le siège est situé 17, rue du lion en vue d'être autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire,

Vu l'avis du service de police municipale en date du 26 juin 2020.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles et autres lieux publics,

Considérant l'engagement de Monsieur ANEL Thierry, responsable de l'association Grenade football club, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

A R R E T E

Article 1er : L'association Grenade football club, représentée par Monsieur ANEL Thierry, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire place Jean Moulin (halle), le 27 septembre 2020 de 08h00 à 18h30, à l'occasion d'un vide grenier.

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à une personne manifestement ivre.
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme.
- Rappeler que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui.
- Respecter la tranquillité du voisinage.
- Respecter l'heure prescrite pour l'achèvement de la manifestation.

Article 3 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit temporaire.

Article 4 : La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au demandeur.

Grenade, le 26 juin 2020
Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier :176/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la réservation de places de stationnement et de circulation restreinte, en raison de la réalisation de marquage au sol par l'entreprise SIGNAUX GIROD, représentée par M. PREUD'HOMME Léa, pour le compte de la Commune de Grenade, entre le 29/06/2020 et le 10/07/2020. RD2 (Avenue Lazare Carnot/route de Toulouse, et sortie d'agglo, RD2 Avenue Lazare Carnot, rue Gambetta, Allées Sébastopol, Avenue du 22 septembre) RD17 Allées Alsace Lorraine et Avenue du 8 mai 1945, RD29 (Allées Alsace Lorraine), RD29 (Cours Valmy) RD29 (pont de Save jusqu'à la sortie d'agglomération, intersection chemin de la Pérignone.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 29/06/2020 au 10/07/2020 entre 2Oh et 7h, à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de chantier devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

La circulation sur les voies désignées ci-dessous (annexe N°1) se fera de manière restreinte sur une file au droit du chantier.

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, à la charge de l'Entreprise chargée des travaux, sera mise en place et entretenue par cette dernière. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins et d'obstacle) auront disparus.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 26/06/2020
Le Maire,
Jean Paul DELMAS
Président de la communauté de Communes des Hauts Tolosans

Annexe N°1. PJ ;

Peinture routière sur routes départementales - Commune de GRENADE sur GARONNE 31330

ZONE	LIEUX DES TRAVAUX	DESCRIPTION	COULEUR	QUANTITE	UNITE	OBSERVATIONS
RD 2 Entre le Rond Point de la Mairie et le Rond Point de SUPER U	PM	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	21	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	CCAS	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Amiral Cabanier	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Rond point RD 2/RD 17	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	28	m²	Enduit à froid pour passage piétons
		Marquage céder le passage sur les 4 voies	Blanc	9	m²	Enduit à froid
	Laboratoire	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
		Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Rond Point SUPER U	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 2 Entre Rond Point de SUPER U et la sortie d'agglo.	Chemin de la Croix	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	23	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Chemin de St Sulpice	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	23	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Rond Point MR. Bricolage	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	15	m²	Enduit à froid pour passage piétons
		Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	15	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 2 entre Rond Point Mairie et les Allées Sébastopol	2 rue Gambetta	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	21	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	13 rue Gambetta	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	21	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	15A rue Gambetta	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	7,5	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	43 rue Gambetta	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	7,5	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	47B rue Gambetta	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	7,5	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	42 rue Gambetta	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	7,5	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 2 Avenue du 22 septembre	Intersection rue de l'Abattoir	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intersection rue Larroque	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 17 Allées Alsace Lorraine	Rond Point Allées Alsace Lorraine	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	21	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Angle Allées Alsace Lorraine et rue Victo Hugo	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	19, Allées Alsace Lorraine	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	25, Allées Alsace Lorraine	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	27, Allées Alsace Lorraine	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	29, Allées Alsace Lorraine	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intersection Quais de Garonne	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 17 Avenue du 8 mai 1945	Rond Point RD 2 et RD 17	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intersection rue Louise Michel	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 29 Allées Alsace Lorraine	Face jardin anc. Perception	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intersection rue Pérignon	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intersection rue René Teisseire	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	25	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 29 Cours Valmy	Face résidence Beaumarchais	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Impasse St Jacques	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Face "Bascule"	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	13,5	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Entrée du Pont	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Face cimetière (X 2)	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	18	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 29 du Pont de Save à la sortie d'agglo	Pont de Save	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intermarché	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Face au Stade	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
		Marquage pour dos d'âne triangles	Blanc	4	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Face entrée de la Piscine	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	9	m²	Enduit à froid pour passage piétons
	Intersection chemin de la Pérignonne	Marquage pour passage piétons 50 cm	Blanc	13,5	m²	Enduit à froid pour passage piétons
RD 2 AGGLO	av du 22 septembre	stationnement PMR sans fond bleu+signalisation vertical GIC / GIG suivant L'arrêté du 20 avril 2017	Blanc	20	m²	Enduit à froid pour stationnement PMR 6,2 m x 3,3 m
		TOTAL		665	m²	

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,

- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 177/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la mise en place et réservation de stationnement d'un véhicule de chantier au droit du chantier (M.Alarcon) entre le N°54 rue Kléber et les Allées Sébastopol à la demande de M.MARGALIDA du 29/06/2020 au 05/07/2020.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 29/06/2020 au 05/07/2020 à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de chantier devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (benne, engin chantier ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas

d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 26/06/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Président de la communauté de Communes Des Hauts Tolosans

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade s/Gne.

N°178/2020

Arrêté municipal portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Le Maire de Grenade,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-1, R 417-6, R 417-10 et suivants,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – 1ère partie généralités approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, notamment modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, l'arrêté du 4 janvier 1995, l'arrêté du 16 novembre 1998, l'arrêté du 8 avril 2002 et l'arrêté du 31juillet 2002, 11 février 2008 et 11 juin 2008 ;
Considérant qu'il convient de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et la bonne exécution des travaux, d'intervention d'un camion toupie béton pour l'entreprise MARGALIDA, lundi 29/06/2020 entre 9h et 12h, au droit du N°50 rue de la République.

ARRETE

Les dispositions suivantes entreront en vigueur le :

Lundi 29/06/2020 ENTRE 9h et 12h

Article 1 :

L**e stationnement sera interdit** sur la portion de voie citée ci-dessus, sauf pour les véhicules de l'entreprise demanderesse.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R417-10 du code de la Route).

Article 2 :

La portion de voie rue de la République **sera fermée à la circulation** sauf aux riverains de la rue, au véhicule de ramassage des ordures ménagères et aux véhicules de secours.

❖ **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide.**

La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 :

Différentes déviations seront mises en place, par l'entreprise, aux extrémités de la voie concernée.

Article 4 :

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière à la charge de l'entreprise chargée des travaux sera mise en place et entretenue par le responsable des travaux de cette dernière au moins 48 heures avant l'interdiction, notamment les panneaux réglementaires B 6a1 « stationnement interdit » et M 6a « stationnement gênant et véhicule susceptible d'être mis en fourrière ».

L'entreprise devra afficher l'arrêté en cours de validité.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Les signaux en places seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, engins et obstacle) auront disparu.

Article 5 :

L'accès des propriétés riveraines, l'accès des secours et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés. L'Entreprise chargée des travaux sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait du déroulement des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

Article 6 :

L'ensemble du domaine public (trottoir, chaussée, caniveau ….) sera rendu propre et dans son état d'origine. Toute dégradation constatée donnera lieu à une remise en état à la charge du demandeur.

Article 7 :

Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de Grenade ainsi qu'aux extrémités de la section réglementée.

Article 8 :

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale de la Mairie de Grenade sont chargées de l'application du présent arrêté.

Fait à Grenade, le 126/06/2020.

Jean Paul DELMAS

Maire de Grenade

Président de la Communauté de Communes des Hauts-Tolosans.

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.

République Française
Département : Haute-Garonne
Commune : Grenade sur Garonne

Numéro de dossier : 179/2020

ARRETE DE VOIRIE PORTANT

PERMIS DE STATIONNEMENT

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GRENADE

Le Maire de Grenade,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment le Titre I, POLICE, du Livre II de la deuxième partie ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée notamment par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le règlement général de la voirie du 08 avril 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales ;

Vu le code de la route et les décrets subséquents ;

Vu l'état des lieux ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique ; pour la réservation de trois places de stationnement matérialisées la chaussée à la demande de Mme IBRES pour l'entreprise EMAUS 82, au droit du 71 rue de la République à GRENADE le 0 3 juillet 2020.

Article 1er : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande du 03 juillet 2020 (réservation des places la veille par le demandeur) à charge pour ce dernier de se conformer aux dispositions réglementaires et aux conditions suivantes :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

PASSAGE DES PIETONS :

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de façon à préserver un passage sécurisé pour le passage des piétons.

STATIONNEMENT :

Le(s) véhicule(s) de déménagement r devra stationner impérativement sur les emplacements réservés à cet effet.

L'installation (véhicule de déménagement ….) est interdite sur la zone de stationnement d'arrêt minute dans la Bastide.

Les véhicules stationnés en violation du présent arrêté feront l'objet d'une procédure de mise en fourrière (article R 417-10 du code de la Route).

CIRCULATION :

Le demandeur doit préserver la circulation des véhicules et mettre en place la signalisation réglementaire.

- **LIMITATION DE TONNAGE dans la Bastide**

  La circulation en transit de tous les véhicules de plus de 3.5T et la circulation de tous les véhicules de plus de 7.5T seront interdites sur les voies énumérées en titre du présent arrêté (Bastide de Grenade), sauf autorisation spéciale du Maire.

Article 3 : SECURITE ET SIGNALISATION

La réservation de l'emplacement nécessaire au stationnement sera à la charge du pétitionnaire qui devra le signaler conformément aux dispositions suivantes :

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux et par le pétitionnaire.

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire du stationnement de son véhicule, de jour comme de nuit.

Pendant toute la durée du stationnement, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire.

Par conséquent, le bénéficiaire sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Après l'achèvement de l'intervention, il devra enlever tout objet ayant servi directement ou indirectement aux travaux et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

Article 4 : RESPONSABILITE

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 6 : VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRETE REMISE EN ETAT DES LIEUX

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au titre de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Grenade, le 30/06/2020

Le Maire,

Jean Paul DELMAS

Président de la Communauté de Communes des Hauts Tolosans

Diffusion :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La commune de Grenade pour attribution,

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Grenade sur Garonne ci-dessus désignée.